

## COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2009 — 2716

[2009/203262]

## Extrait de l'arrêt n° 107/2009 du 9 juillet 2009

Numéro du rôle : 4507

*En cause* : le recours en annulation du décret de la Communauté française du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, introduit par l'ASBL « Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, et des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 août 2008 et parvenue au greffe le 1<sup>er</sup> septembre 2008, un recours en annulation du décret de la Communauté française du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (publié au *Moniteur belge* du 12 juin 2008) a été introduit par l'ASBL « Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance », dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, rue de la Concorde 37, l'ASBL « Schola Nova », dont le siège social est établi à 1315 Incourt, rue de Brombais 11, Serge Bya et Ysabel Martinez Ovando, demeurant à 1348 Louvain-la-Neuve, Cour de la Ciboulette 17/102, François Croonen et Marie Brabant, demeurant à 1160 Bruxelles, rue Guillaume Dekelver 49, Clothilde Coppieters de Gibson, demeurant à 7911 Oeudeghien, chaussée de Brunehaut 48, Alain Mossay et Catherine Frankart, demeurant à 6900 Marche-en-Famenne, rue Hubert Gouverneur 17, Etienne Cassart et Sophie Adam, demeurant à 6690 Vielsalm, Cahay 96, Jean-Claude Verduyck et Yolande Garcia Palacios, demeurant à 6470 Sautin, Les Bruyères 1, Jérémie Detournay et Sophie Calonne, demeurant à 7880 Flobecq, Potterée 9, Luc Lejoly et Vinciane Devuyt, demeurant à 5020 Malonne, Basses-Calenges 3, Blair Bonin et Dina Gautreaux, demeurant à 1348 Louvain-la-Neuve, rue du Bassinia 22, Pierre Wathelet et Ingrid Van den Perreboom, demeurant à 4020 Liège, rue de Porto 51, et Dominique Buffet et Mélanie Ducamp, demeurant à 5600 Roly, place Saint-Denis 3.

La demande de suspension du même décret, introduite par les mêmes parties requérantes, a été rejetée par l'arrêt n° 158/2008 du 6 novembre 2008, publié au *Moniteur belge* du 27 janvier 2009.

(...)

II. *En droit*

(...)

*Quant aux dispositions attaquées*

B.1.1. Le recours en annulation est dirigé contre le décret de la Communauté française du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (ci-après : le décret du 25 avril 2008).

B.1.2. Ce décret instaure une réglementation de ce type d'enseignement, en ayant pour objectif de « permettre de garantir aux mineurs leur droit à un enseignement de qualité, ce qui suppose la mise en place de procédures efficaces de contrôle de l'obligation scolaire et l'institution de normes de référence » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2007-2008, n° 521/1, p. 3), ainsi que de « respecter le principe de la liberté de l'enseignement consacré par l'article 24 de la Constitution » (*ibid.*).

Dans cette perspective, le décret distingue deux types d'enseignement en dehors de celui qui est organisé ou subventionné par la Communauté :

« Tout d'abord, il est prévu que les mineurs fréquentant un établissement susceptible de délivrer un diplôme reconnu comme équivalent à ceux délivrés en Communauté française satisfont à l'obligation scolaire dès lors qu'ils ont informé l'Administration de leur inscription dans cet établissement. Tel est le cas des établissements dépendant de l'une des autres communautés ou de ceux auxquels une équivalence a été reconnue. Une autre hypothèse vise les établissements qui, sans bénéficier de cette équivalence, peuvent mener à la délivrance d'un diplôme étranger. Dans ce cas, le Gouvernement devra reconnaître que leur fréquentation permet de satisfaire à l'obligation scolaire.

Toutes les autres situations de scolarisation, même collective, relèvent de l'enseignement à domicile et, à ce titre, sont soumises aux dispositions qui lui sont propres : obligation de se soumettre au contrôle du niveau des études et de présenter les épreuves certificatives organisées par la Communauté française » (*ibid.*).

B.2.1. Pour satisfaire aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, les moyens de la requête doivent faire connaître, parmi les règles dont la Cour garantit le respect, celles qui seraient violées ainsi que les dispositions qui violeraient ces règles et exposer en quoi ces règles auraient été transgressées par ces dispositions.

Cette disposition exige donc que les parties requérantes elles-mêmes indiquent quels sont les articles qui, selon elles, violent les normes mentionnées dans les moyens, dont la Cour garantit le respect.

B.2.2. Bien que les requérants sollicitent l'annulation totale du décret du 25 avril 2008, il ressort de l'exposé des moyens que ceux-ci ne sont dirigés que contre certaines dispositions du décret, à savoir les articles 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et alinéas 2 à 4, 5, 11 et 13 à 21 du décret du 25 avril 2008.

La Cour limite dès lors son examen à ces dispositions.

## B.3.1. L'article 3 du décret du 25 avril 2008 dispose :

« Sont considérés comme satisfaisant à l'obligation scolaire les mineurs soumis à l'obligation scolaire inscrits dans un établissement scolaire :

1<sup>o</sup> Organisé, subventionné ou reconnu par une autre Communauté;

2<sup>o</sup> Dont la fréquentation est susceptible de mener à l'obtention d'un titre bénéficiant d'une décision d'équivalence par voie de disposition générale en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats étrangers;

3<sup>o</sup> Dont la fréquentation est susceptible de mener à l'obtention d'un diplôme ou d'un certificat relevant d'un régime étranger et dont l'enseignement est reconnu par le Gouvernement, à la demande de l'établissement ou des personnes responsables du mineur soumis à l'obligation scolaire, comme permettant de satisfaire à l'obligation scolaire.

Pour l'application du 3<sup>o</sup> de l'alinéa précédent, le Gouvernement s'assure que l'enseignement dispensé est d'un niveau équivalent à celui dispensé en Communauté française, qu'il est conforme au titre II de la Constitution et ne prône pas des valeurs qui sont manifestement incompatibles avec la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950.

Le Gouvernement fonde sa décision sur les programmes d'études suivis au sein de l'établissement.

Lorsque le Gouvernement estime que l'enseignement dispensé ne permet pas de satisfaire à l'obligation scolaire, la décision est notifiée à la personne physique ou morale responsable de l'établissement ainsi qu'aux personnes responsables qui ont inscrit un mineur soumis à l'obligation scolaire dans cet établissement ».

B.3.2. L'article 5 du décret du 25 avril 2008 dispose :

« Relèvent de l'enseignement à domicile les mineurs soumis à l'obligation scolaire qui ne sont inscrits ni dans un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française ni dans un établissement visé à l'article 3 ».

B.3.3. L'article 11 du décret du 25 avril 2008 dispose :

« Le Service général de l'Inspection est chargé du contrôle du niveau des études dans le cadre de l'enseignement à domicile. Il s'assure que l'enseignement dispensé permet au mineur soumis à l'obligation scolaire d'acquérir un niveau d'études équivalent aux socles de compétences, aux compétences terminales, aux savoirs communs requis et aux compétences minimales visés, respectivement, aux articles 16 et 25 ou 35 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Le Service général de l'Inspection s'assure également que l'enseignement dispensé poursuit les objectifs définis à l'article 6 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, qu'il est conforme au titre II de la Constitution et ne prône pas des valeurs qui sont manifestement incompatibles avec la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950 ».

B.3.4. L'article 13 du décret du 25 avril 2008 dispose :

« Les personnes responsables fournissent au Service général de l'Inspection les documents sur lesquels se fonde l'enseignement dispensé à domicile. Au sens du présent article, par documents, on entend notamment les manuels scolaires employés, le matériel pédagogique construit et usité, les fardes et les cahiers, les productions écrites du mineur soumis à l'obligation scolaire, un plan individuel de formation ».

B.3.5. L'article 14 du décret du 25 avril 2008 dispose :

« Le Service général de l'Inspection peut procéder au contrôle du niveau des études à tout moment, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou de la Commission, et fonde son contrôle sur des faits prélevés notamment à travers l'analyse des documents visés à l'article 13 et sur l'interrogation des élèves.

Des contrôles ont toutefois lieu au moins durant les années au cours desquelles le mineur soumis à l'obligation scolaire atteint l'âge de 8 et de 10 ans.

Le Service général de l'Inspection fixe la date du contrôle et la notifie aux personnes responsables au moins un mois à l'avance ».

B.3.6. L'article 15 du décret du 25 avril 2008 dispose :

« Le Service général de l'Inspection organise le contrôle du niveau des études de manière individuelle ou pour l'ensemble des mineurs soumis à l'obligation scolaire et poursuivant l'enseignement à domicile, domiciliés dans une même zone au sens de l'article 13 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental et de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice ».

B.3.7. L'article 16 du décret du 25 avril 2008 dispose :

« Le contrôle du niveau des études se déroule dans un bâtiment appartenant aux pouvoirs publics et choisi par le Service général de l'Inspection. Sur demande motivée des personnes responsables et justifiée notamment par des difficultés de mobilité importantes liées à l'état de santé ou au handicap du mineur soumis à l'obligation scolaire, il peut toutefois se dérouler en un autre lieu ».

B.3.8. L'article 17 du décret du 25 avril 2008 dispose :

« Après avoir réalisé le contrôle du niveau des études, le Service général de l'Inspection établit un rapport et émet un avis sur la conformité à l'article 11 de l'enseignement dispensé à domicile. Le rapport et l'avis sont notifiés aux personnes responsables qui, dans les dix jours de la notification, peuvent communiquer par écrit leurs observations à la Commission.

L'avis du Service général de l'Inspection est transmis au plus tard dans le mois qui suit la date du contrôle à la Commission qui statue.

En cas de décision négative, un nouveau contrôle est effectué, selon les mêmes modalités, au minimum deux mois et au maximum quatre mois à dater de la notification de cette décision. Si le Service général de l'Inspection estime que l'enseignement dispensé à domicile n'est toujours pas conforme à l'article 11, il conclut son rapport par un avis sur les modalités d'intégration du mineur soumis à l'obligation scolaire dans un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française. Les personnes responsables peuvent faire valoir leurs observations conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Si, à l'issue du 2<sup>e</sup> contrôle, la Commission décide que le niveau des études n'est pas conforme à l'article 11, les personnes responsables inscrivent le mineur soumis à l'obligation scolaire dans un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française ou dans un établissement visé à l'article 3.

La Commission détermine, pour l'enseignement ordinaire et, dans le respect de l'alinéa 6, pour l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, la forme, la section et l'année d'étude dans lesquelles le mineur soumis à l'obligation scolaire doit être inscrit.

Lorsque l'avis du Service général de l'Inspection conclut à l'intégration du mineur soumis à l'obligation scolaire dans l'enseignement spécialisé, cet avis est notifié aux personnes responsables qui peuvent s'opposer à cette intégration auprès de la Commission dans les quinze jours de la notification de l'avis. En cas d'accord ou d'absence d'opposition dans le délai, les personnes responsables font procéder aux examens visés à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. Le rapport résultant de ces examens est transmis à la Commission qui statue.

La Commission détermine, pour l'enseignement spécialisé, le type et, le cas échéant, la forme ainsi que le degré de maturité ou la phase dans lesquels le mineur soumis à l'obligation scolaire doit être inscrit.

Pour l'application des alinéas 5 et 7, la Commission peut déroger aux conditions d'admission. Sa décision se fonde sur l'âge ainsi que sur les compétences et les savoirs acquis par le mineur soumis à l'obligation scolaire ».

B.3.9. L'article 18 du décret du 25 avril 2008 dispose :

« Au plus tard dans l'année scolaire au cours de laquelle il atteindra l'âge de 12 ans, les personnes responsables inscrivent le mineur soumis à l'obligation scolaire et relevant de l'enseignement à domicile à l'épreuve externe commune organisée en vue de l'obtention du certificat d'études de base en vertu du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire ».

B.3.10. L'article 19 du décret du 25 avril 2008 dispose :

« Au plus tard dans l'année scolaire au cours de laquelle il atteindra l'âge de 14 ans, les personnes responsables inscrivent le mineur soumis à l'obligation scolaire et relevant de l'enseignement à domicile aux examens organisés en vue de la délivrance des attestations d'orientation sanctionnant le premier degré en vertu du décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire ».

B.3.11. L'article 20 du décret du 25 avril 2008 dispose :

« Au plus tard dans l'année scolaire au cours de laquelle il atteindra l'âge de 16 ans, les personnes responsables inscrivent le mineur soumis à l'obligation scolaire et relevant de l'enseignement à domicile aux examens organisés en vue de la délivrance des attestations d'orientation sanctionnant le deuxième degré en vertu du décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire ».

B.3.12. L'article 21 du décret du 25 avril 2008 dispose :

« Les personnes responsables inscrivent dans un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française ou dans un établissement visé à l'article 3 le mineur soumis à l'obligation scolaire et relevant de l'enseignement à domicile qui n'a pas obtenu le certificat ou les attestations dans le respect des conditions visées par les articles 18 à 20.

Pour l'enseignement ordinaire et pour l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, la Commission détermine la forme, la section et l'année d'étude dans lesquelles le mineur soumis à l'obligation scolaire doit être inscrit.

Pour l'enseignement spécialisé, elle détermine le type et, le cas échéant, la forme ainsi que le degré de maturité ou la phase dans lesquels le mineur soumis à l'obligation scolaire doit être inscrit.

Pour l'application des alinéas 2 et 3, la Commission peut déroger aux conditions d'admission selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 17, dernier alinéa.

Si elle s'estime insuffisamment informée, la Commission peut demander au Service général de l'Inspection l'établissement d'un rapport tel que prévu à l'article 17, alinéa 3. Lorsque ce rapport conclut à l'intégration dans l'enseignement spécialisé, les formalités prévues à l'article 17, alinéa 6 sont d'application.

Si les personnes responsables envisagent une inscription du mineur soumis à l'obligation scolaire dans l'enseignement spécialisé, elles en informent la Commission dans les quinze jours de la proclamation des résultats ou de la décision de ne pas accorder le certificat d'études de base et font procéder aux examens visés à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. Le rapport résultant de ces examens est transmis à la Commission.

En cas de recours contre la décision de ne pas accorder le certificat d'études de base, le délai d'information à la Commission visé à l'alinéa précédent prend cours au jour de la notification de la décision du Conseil de recours ».

*Quant au mémoire du Gouvernement de la Communauté française*

B.4.1. Le Gouvernement de la Communauté française a déposé un mémoire dans lequel il se réfère au mémoire en réponse qu'il a déposé dans le cadre de la procédure devant le Conseil d'Etat relative au recours en annulation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 mai 1999 et qui a donné lieu à l'arrêt n° 159.340 du 30 mai 2006; il demande que ce mémoire, qui constitue la pièce n° 11 des annexes de la requête en annulation, soit considéré « comme intégralement reproduit, *mutatis mutandis* » dans son mémoire.

B.4.2. Les parties requérantes s'en réfèrent à l'appréciation de la Cour sur le point de savoir si la simple référence à une pièce déposée devant une autre juridiction dans un litige ayant un autre objet formel peut constituer un mémoire régulier au sens de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

B.4.3. Si les articles 81 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 imposent le respect, par les parties qui déposent un mémoire, de différentes règles formelles, ils ne formulent toutefois aucune exigence quant au contenu du mémoire.

Une partie peut dès lors se référer à un texte qu'elle a elle-même déposé antérieurement devant une autre juridiction que la Cour, dès lors que ce texte, qui constitue une des pièces annexées à la requête en annulation, respecte le principe du contradictoire puisqu'il est connu des parties requérantes, et présente un lien suffisamment étroit avec le décret attaqué pour que les parties requérantes elles-mêmes aient jugé nécessaire de l'annexer à leur requête.

*Quant au fond*

B.5. Le décret du 25 avril 2008 instaure pour l'enseignement à domicile, tel qu'il est défini par l'article 5 du décret, d'une part, un contrôle de l'enseignement dispensé à domicile (articles 11 et suivants) et, d'autre part, une exigence de certification (articles 18 et suivants).

La Cour examinera les moyens dans l'ordre suivant :

1. En ce qui concerne le champ d'application du décret du 25 avril 2008 au regard des règles répartitrices de compétence (quatrième et cinquième moyens);

2. En ce qui concerne le contrôle de l'enseignement à domicile (premier et deuxième moyens);

3. En ce qui concerne les épreuves de certification (deuxième, troisième et sixième moyens).

*1. En ce qui concerne le champ d'application du décret du 25 avril 2008 au regard des règles répartitrices de compétence*

*Quant au quatrième moyen*

B.6. Le quatrième moyen est pris de la violation de l'article 127, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et § 2, de la Constitution.

Etant donné qu'il ressort des articles 3, 5 et 15 du décret attaqué que le critère retenu pour l'enseignement dispensé à domicile est celui du domicile de l'enfant, les parties requérantes allèguent que la Communauté française est incompétente pour régler cet enseignement dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, et que cette matière est restée fédérale.

Elles estiment par ailleurs qu'un rattachement à la Communauté française par une déclaration d'enseignement à domicile ne repose sur aucune base constitutionnelle et qu'il existe en toute hypothèse un problème pour l'enseignement dispensé à Bruxelles dans une autre langue que le français ou le néerlandais, voire dans les deux langues.

B.7. L'article 127 de la Constitution dispose :

« § 1. Les Parlements de la Communauté française et de la Communauté flamande, chacun pour ce qui le concerne, règlent par décret :

1° les matières culturelles;

2° l'enseignement, à l'exception :

a) de la fixation du début et de la fin de l'obligation scolaire;

b) des conditions minimales pour la délivrance des diplômes;

c) du régime des pensions;

[...]

§ 2. Ces décrets ont force de loi respectivement dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise, ainsi qu'à l'égard des institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leurs activités, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre communauté ».

B.8. Ainsi qu'il ressort du texte de l'article 5 du décret attaqué, et comme les travaux préparatoires cités en B.1.2 l'expliquent, le décret du 25 avril 2008 a pour objectif de contrôler le respect de l'obligation scolaire, en distinguant deux types d'enseignement en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française : d'une part, celui qui, remplissant les conditions prévues à l'article 3 du décret du 25 avril 2008, permet de considérer qu'il est satisfait à l'obligation scolaire, et, d'autre part, toutes les autres situations de scolarisation, visées par l'article 5 du décret du 25 avril 2008, et auxquelles s'appliqueront les dispositions du décret attaqué, notamment le contrôle du niveau des études et l'exigence de réussite d'épreuves certificatives.

Entrent ainsi dans le champ d'application de l'« enseignement à domicile » visé par le décret attaqué des situations de scolarisation tant individuelles - les enfants sont instruits à domicile par leurs parents - que collectives - les enfants sont inscrits dans des établissements d'enseignement qui ne sont ni organisés ou subventionnés par la Communauté, ni visés par l'article 3 du décret du 25 avril 2008.

B.9.1. Aucune disposition du décret du 25 avril 2008 ne définit son champ d'application territorial.

Toutefois, l'article 15 attaqué prévoit que le contrôle du niveau des études par le Service général de l'Inspection s'effectue « de manière individuelle ou pour l'ensemble des mineurs soumis à l'obligation scolaire et poursuivant l'enseignement à domicile, domiciliés dans une même zone au sens de l'article 13 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental et de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice ».

En vertu de l'article 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, du décret du 14 mars 1995 précité, une zone est une « entité géographique identique pour chaque réseau ». En application de l'article 13 du même décret, un arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2002 a déterminé dix zones, dont celle « de la Région de Bruxelles-Capitale ». L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 précité détermine également dix zones, dont celle « de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ».

B.9.2. En vertu de l'article 127, § 2, de la Constitution, les décrets qui règlent l'enseignement ont force de loi respectivement dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise, ainsi qu'à l'égard des institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leurs activités, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre communauté.

Les enfants domiciliés dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui relèvent de l'enseignement à domicile ne peuvent être considérés comme des « institutions » au sens de l'article 127, § 2, de la Constitution, qui peuvent relever exclusivement de la compétence d'une communauté; ces enfants relèvent par conséquent, pour cette matière, de la compétence de l'Etat fédéral.

B.9.3. Il résulte toutefois de ce qui précède en B.9.1 que l'application du décret attaqué aux enfants domiciliés dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ne découle pas de ce décret mais de l'arrêté précité de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993. L'examen de telles dispositions réglementaires ne relève pas de la compétence de la Cour.

B.10. Sous réserve de ce qui est mentionné en B.9.2, le moyen n'est pas fondé.

*Quant au cinquième moyen*

B.11. Les parties requérantes prennent un cinquième moyen de la violation de l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution et du principe de « souveraineté territoriale ».

Elles estiment qu'en faisant tomber dans le champ de l'« enseignement à domicile » certains établissements situés à l'étranger qui ne satisfont pas aux exigences qu'il impose, l'article 3 du décret attaqué méconnaît les règles de compétence. Selon les requérants, la Communauté française est en effet dépourvue de toute compétence territoriale, tant sur la base du droit des gens que sur la base de l'article 127 de la Constitution, pour soumettre à un contrôle, tant pédagogique qu'idéologique, un enseignement donné dans un Etat étranger.

B.12.1. En vertu de l'article 127, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la Constitution, les communautés disposent de la compétence de principe en matière d'enseignement. Cette compétence implique que les communautés doivent pouvoir vérifier le respect effectif de l'obligation scolaire.

Le contrôle du niveau des études instauré par le décret attaqué tend à assurer le respect de l'obligation scolaire des enfants scolarisés à domicile et relevant de la Communauté française.

B.12.2. Afin de prendre en compte, d'une part, le fait que « la Belgique accueille sur son territoire des établissements scolaires dont l'enseignement est conforme à la législation de l'Etat auquel ils sont liés » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2007-2008, n<sup>o</sup> 521/1, p. 4) et, d'autre part, la situation des personnes résidant en région de langue française qui « scolarisent leurs enfants dans des Etats étrangers, en particulier dans des Etats limitrophes », l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret du 25 avril 2008 prévoit que les établissements d'enseignement relevant d'un régime étranger peuvent être reconnus par le Gouvernement de la Communauté française, aux conditions prévues par les alinéas 2 à 4 du même article.

Cette reconnaissance peut donc concerner des établissements d'enseignement relevant d'un régime étranger, qu'ils soient situés sur le territoire belge ou en dehors de ce territoire.

Les enfants fréquentant ces établissements d'enseignement relevant d'un régime étranger pourront être considérés comme satisfaisant à l'obligation scolaire si ces établissements sont reconnus par une décision gouvernementale :

« [La décision gouvernementale] tiendra compte du programme d'études afin de s'assurer que le niveau de formation est équivalent à celui qui est dispensé par l'enseignement de la Communauté française, mais également que cet enseignement n'est pas manifestement incompatible avec les valeurs de notre société. Ainsi en irait-il, par exemple, d'un établissement qui pratiquerait des châtiments corporels ou dont l'enseignement reposerait sur des conceptions racistes, sexistes ou sur toute autre conception discriminatoire.

Cette disposition ne modifie en rien les règles relatives à l'équivalence des diplômes, elle se limite à reconnaître que lorsque ses conditions sont remplies, le mineur concerné est considéré comme satisfaisant à l'obligation scolaire.

La demande pourra être introduite par l'établissement lui-même, mais également par les personnes responsables du mineur. Cette dernière hypothèse vise, en pratique, essentiellement les établissements scolaires implantés à l'étranger qui, contrairement à ceux qui se trouvent en Belgique, n'auraient que peu d'intérêts à introduire la demande. La décision visera dans tous les cas l'établissement et non le mineur, étant entendu qu'en cas de refus, celui-ci sera considéré comme relevant de l'enseignement à domicile » (*ibid.*).

B.12.3. Il apparaît de la formulation du moyen qu'il ne critique l'article 3 du décret du 25 avril 2008 qu'en ce qu'il permet la reconnaissance d'établissements d'enseignement relevant d'un régime étranger et situés en dehors du territoire belge.

B.13.1. Lorsque les établissements relevant d'un régime étranger sont reconnus par le Gouvernement conformément à l'article 3 du décret attaqué, les enfants qui fréquentent ces établissements sont considérés comme satisfaisant à l'obligation scolaire, de sorte que, ne relevant pas de l'enseignement à domicile, ils sont dispensés des contrôles du niveau des études ainsi que de l'exigence de réussite des épreuves imposées par les articles 18 à 20 du décret attaqué.

Il est par conséquent cohérent que cette reconnaissance de l'établissement d'enseignement s'opère sur la base des mêmes critères que ceux du contrôle du niveau des études, à savoir le niveau d'études et le respect des valeurs fondamentales de notre société.

B.13.2. Par la reconnaissance d'un établissement d'enseignement relevant d'un régime étranger et situé en dehors du territoire belge, opérée sur la base des programmes d'études suivis au sein de l'établissement, la Communauté française n'exerce pas, de manière extraterritoriale, un contrôle sur l'enseignement dispensé dans cet établissement, mais détermine, dans sa sphère de compétence en matière d'enseignement, pour les enfants qui suivent l'enseignement à domicile et relevant de sa compétence, les conditions pour satisfaire à l'obligation scolaire par la fréquentation d'un établissement étranger reconnu.

Le refus de reconnaissance de l'établissement sis à l'étranger n'a, pour le surplus, aucune incidence sur l'établissement lui-même, mais aura pour seule conséquence que les enfants soumis à l'obligation scolaire et relevant de la compétence de la Communauté, qui fréquenteraient un établissement d'enseignement étranger non reconnu au sens de l'article 3 du décret, seront considérés comme relevant de l'enseignement à domicile au sens de l'article 5 du décret, et seront par conséquent soumis aux contrôles du niveau des études prévus par les articles 11 et suivants du décret du 25 avril 2008, ainsi qu'à l'exigence de réussite des épreuves visées aux articles 18 à 20 du décret.

B.13.3. Contrairement à ce que les parties requérantes allèguent, les conditions prévues par l'article 3 du décret du 25 avril 2008 visent à garantir le respect de l'obligation scolaire des enfants soumis à l'obligation scolaire relevant de la Communauté française, sans avoir ni pour objectif ni pour objet de contrôler les établissements d'enseignement situés à l'étranger.

B.13.4. Le moyen n'est pas fondé.

2. *En ce qui concerne le contrôle de l'enseignement à domicile*

B.14.1. Le premier moyen est pris de la violation de la liberté d'enseignement garantie par l'article 24, spécialement § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de la Constitution.

Selon les parties requérantes, l'imprécision des termes employés dans le décret accorde au Service général de l'Inspection le pouvoir d'apprécier ce qu'est un « niveau d'études équivalent » et de remettre ainsi en cause les choix des parents et des enseignants.

Les requérants estiment que sont également contraires à la liberté d'enseignement les contraintes pédagogiques « abusives » imposées par le décret, notamment les documents à produire à l'inspection (article 13 du décret), le contrôle possible de la scolarité à tout moment (article 14 du décret) dans un bâtiment appartenant aux pouvoirs publics (article 16 du décret), et la sanction possible d'une inscription obligatoire dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté (article 17 du décret).

B.14.2. Dans le deuxième moyen, pris de la violation de l'article 24, § 1<sup>er</sup>, lu en combinaison avec l'article 19, de la Constitution, les parties requérantes allèguent qu'en imposant que l'enseignement dispensé en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté poursuive les objectifs définis par le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, soit conforme au titre II de la Constitution et ne prône pas des valeurs qui seraient manifestement incompatibles avec la Convention européenne des droits de l'homme, le décret attaqué constitue une violation de la « liberté de choix » des parents et enseignants, puisqu'un enseignement qui ne coïnciderait pas avec les présupposés philosophiques ou idéologiques du décret risque d'encourir des sanctions, telles que l'obligation d'inscrire l'enfant dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté en cas d'échec.

B.15.1. L'article 24 de la Constitution dispose :

« § 1<sup>er</sup>. L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite; la répression des délits n'est réglée que par la loi ou le décret.

La communauté assure le libre choix des parents.

La communauté organise un enseignement qui est neutre. La neutralité implique notamment le respect des conceptions philosophiques, idéologiques ou religieuses des parents et des élèves.

Les écoles organisées par les pouvoirs publics offrent, jusqu'à la fin de l'obligation scolaire, le choix entre l'enseignement d'une des religions reconnues et celui de la morale non confessionnelle.

§ 2. Si une communauté, en tant que pouvoir organisateur, veut déléguer des compétences à un ou plusieurs organes autonomes, elle ne le pourra que par décret adopté à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

§ 3. Chacun a droit à l'enseignement dans le respect des libertés et droits fondamentaux. L'accès à l'enseignement est gratuit jusqu'à la fin de l'obligation scolaire.

Tous les élèves soumis à l'obligation scolaire ont droit, à charge de la communauté, à une éducation morale ou religieuse.

§ 4. Tous les élèves ou étudiants, parents, membres du personnel et établissements d'enseignement sont égaux devant la loi ou le décret. La loi et le décret prennent en compte les différences objectives, notamment les caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur, qui justifient un traitement approprié.

§ 5. L'organisation, la reconnaissance ou le subventionnement de l'enseignement par la communauté sont réglés par la loi ou le décret ».

B.15.2. L'article 19 de la Constitution dispose :

« La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions en toute matière, sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés ».

B.16.1. La liberté d'enseignement garantie par l'article 24, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution assure le droit d'organiser - et donc de choisir - des écoles fondées sur une philosophie confessionnelle ou non confessionnelle déterminée. Elle implique également que des personnes privées puissent, sans autorisation préalable et sous réserve du respect des libertés et des droits fondamentaux, organiser et faire dispenser un enseignement selon leur propre conception, tant en ce qui concerne la forme de cet enseignement qu'en ce qui concerne son contenu, par exemple en créant des écoles dont la spécificité réside dans des conceptions déterminées d'ordre pédagogique ou éducatif.

B.16.2. Si la liberté d'enseignement comporte le libre choix par les parents de la forme de l'enseignement, et notamment le choix d'un enseignement à domicile dispensé par les parents, ou d'un enseignement dispensé dans un établissement d'enseignement qui n'est ni organisé, ni subventionné, ni reconnu au sens de l'article 3 du décret, ce libre choix des parents doit toutefois s'interpréter en tenant compte, d'une part, de l'intérêt supérieur de l'enfant et de son droit fondamental à l'enseignement et, d'autre part, du respect de l'obligation scolaire.

B.17.1. L'article 24, § 3, de la Constitution garantit en effet le droit de chacun de recevoir un enseignement « dans le respect des libertés et droits fondamentaux », tandis que l'article 24, § 4, rappelle le principe d'égalité entre tous les élèves et étudiants.

L'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction. L'Etat, dans l'exercice des fonctions qu'il assumera dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, respectera le droit des parents d'assurer cette éducation et cet enseignement conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques ».

L'article 28 de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant dispose :

« 1. Les Etats parties reconnaissent le droit de l'enfant à l'éducation, et en particulier, en vue d'assurer l'exercice de ce droit progressivement et sur la base de l'égalité des chances [...] ».

L'article 29 de cette Convention dispose :

« 1. Les Etats parties conviennent que l'éducation de l'enfant doit viser à :

a) Favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités;

b) Inculquer à l'enfant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies;

c) Inculquer à l'enfant le respect de ses parents, de son identité, de sa langue et de ses valeurs culturelles, ainsi que le respect des valeurs nationales du pays dans lequel il vit, du pays duquel il peut être originaire et des civilisations différentes de la sienne;

d) Préparer l'enfant à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de paix, de tolérance, d'égalité entre les sexes et d'amitié entre tous les peuples et groupes ethniques, nationaux et religieux, et avec les personnes d'origine autochtone;

e) Inculquer à l'enfant le respect du milieu naturel.

[...] ».

L'article 22bis de la Constitution, tel qu'il a été complété par la révision constitutionnelle du 22 décembre 2008 (*Moniteur belge* du 29 décembre 2008), dispose par ailleurs :

« Chaque enfant a droit au respect de son intégrité morale, physique, psychique et sexuelle.

Chaque enfant a le droit de s'exprimer sur toute question qui le concerne; son opinion est prise en considération, eu égard à son âge et à son discernement.

Chaque enfant a le droit de bénéficier des mesures et services qui concourent à son développement.

Dans toute décision qui le concerne, l'intérêt de l'enfant est pris en considération de manière primordiale.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent ces droits de l'enfant ».

B.17.2. Le droit à l'enseignement de l'enfant peut par conséquent limiter la liberté de choix des parents et la liberté des enseignants quant à l'enseignement qu'ils souhaitent dispenser à l'enfant soumis à l'obligation scolaire.

La Cour européenne des droits de l'homme considère ainsi que, lorsqu'au lieu de le conforter, les droits des parents entrent en conflit avec le droit de l'enfant à l'instruction, les intérêts de l'enfant priment (voy. CEDH, 30 novembre 2004, décision *Bulski* c. Pologne; voy. aussi CEDH, 5 février 1990, décision *Graeme* c. Royaume-Uni, CEDH, 30 juin 1993, décision *B.N. et S.N.* c. Suède, et CEDH, 11 septembre 2006, décision *Fritz Konrad et autres* c. Allemagne).

B.17.3. Dans le contexte de l'enseignement, la liberté d'expression garantie par l'article 19 de la Constitution constitue un aspect de la liberté active de l'enseignement, conçue comme la liberté de dispenser un enseignement selon ses conceptions idéologiques, philosophiques et religieuses.

Comme la liberté active de l'enseignement, cette liberté d'expression dans l'enseignement n'est toutefois pas absolue; elle doit en effet se concilier avec le droit à l'enseignement des enfants, et avec l'objectif d'ouvrir l'esprit des enfants au pluralisme et à la tolérance, qui sont essentiels à la démocratie.

B.18.1. Le décret attaqué a pour objectif de « s'assurer que les mineurs soumis à l'obligation scolaire bénéficient de leur droit à l'éducation » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2007-2008, n° 521/1, p. 4).

En fixant une période durant laquelle l'enseignement est obligatoire pour tous les enfants, l'obligation scolaire tend à protéger les enfants et à assurer l'effectivité de leur droit à l'éducation.

L'article 1<sup>er</sup>, § 2, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire dispose :

« L'enseignement et la formation dispensés au mineur soumis à l'obligation scolaire doivent contribuer à son éducation ainsi qu'à sa préparation à l'exercice d'une profession ».

Les travaux préparatoires de la loi précitée du 29 juin 1983, qui a prolongé la durée de l'obligation scolaire, exposent que l'obligation scolaire se définit essentiellement par rapport au contenu pédagogique :

« Etant donné le point de départ - le droit de chaque jeune à une formation de base, - l'obligation scolaire n'est pas seulement définie en fonction de l'âge minimum mais également et surtout en fonction du contenu pédagogique » (*Doc. parl.*, Chambre, 1982-1983, n° 645/1, p. 6).

En ce qui concerne l'enseignement à domicile, il était précisé :

« Bien que l'enseignement à domicile ne réponde pratiquement plus à aucune réalité sociologique, le § 4 préserve la possibilité, sous les conditions à fixer par le Roi, de dispenser un enseignement à domicile, tout en respectant l'obligation scolaire, ceci afin de satisfaire à la liberté d'enseignement prescrite dans l'article 17 de la Constitution » (*ibid.*, p. 7).

B.18.2. Bien que, conformément à l'article 1<sup>er</sup>, § 6, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, l'enseignement à domicile permette de satisfaire à l'obligation scolaire, le choix de cette forme d'enseignement - dont la légitimité n'est pas remise en cause par le décret attaqué - ne peut toutefois aboutir à dispenser les parents du respect de cette obligation scolaire - dont le non-respect est par ailleurs pénalement sanctionné - et à méconnaître ainsi le droit de chaque enfant à une formation de base.

La nécessité de veiller au respect de l'obligation scolaire peut ainsi conduire les communautés à instaurer des mécanismes de contrôle permettant de vérifier que tous les enfants reçoivent effectivement, fût-ce à domicile, un enseignement permettant de satisfaire à l'obligation scolaire, afin de garantir ainsi leur droit à l'instruction.

B.18.3. Il convient dès lors d'apprécier si les conditions et contrôles instaurés par le décret attaqué portent atteinte à la liberté pédagogique qu'implique la liberté d'enseignement garantie par l'article 24, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution et si ces mesures sont disproportionnées, en ce qu'elles excéderaient ce qui est nécessaire à la réalisation des objectifs d'intérêt général visés, à savoir garantir la qualité et l'équivalence de l'enseignement.

*En ce qui concerne la référence à certaines valeurs*

B.19.1. Les articles 3, alinéa 2, et 11, alinéa 2, du décret du 25 avril 2008 permettent de contrôler que l'enseignement dispensé « est conforme au titre II de la Constitution et ne prône pas des valeurs qui sont manifestement incompatibles avec la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950 ».

Ces dispositions établissent une condition à vérifier pour la reconnaissance d'un établissement d'enseignement relevant d'un régime étranger (article 3, alinéa 2) et pour le contrôle du niveau des études de l'enseignement réputé à domicile conformément à l'article 5 du décret (article 11, alinéa 2).

Ces dispositions visent à vérifier que l'enseignement « n'est pas manifestement incompatible avec les valeurs de notre société » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2007-2008, n° 521/1, p. 4) :

« Ainsi en irait-il, par exemple, d'un établissement qui pratiquerait des châtimens corporels ou dont l'enseignement reposerait sur des conceptions racistes, sexistes ou sur toute autre conception discriminatoire » (*ibid.*).

Ces dispositions permettent ainsi de s'assurer que le droit à l'enseignement de l'enfant s'exerce, conformément à l'article 24, § 3, de la Constitution, « dans le respect des libertés et droits fondamentaux », parmi lesquels figurent tant le titre II de la Constitution que la Convention européenne des droits de l'homme.

B.19.2. Les requérants n'exposent pas en quoi la référence aux valeurs fondamentales d'une société démocratique, consacrées dans les dispositions précitées, pourrait porter atteinte à la liberté d'enseignement, ou à la liberté d'expression, des parents et des enseignants, dès lors que ces derniers doivent respecter le droit à l'enseignement de l'enfant garanti par l'article 24, § 3, de la Constitution.

*En ce qui concerne la référence au décret du 24 juillet 1997*

B.20.1. L'article 11 du décret du 25 avril 2008 prévoit que le Service général de l'Inspection contrôle le niveau des études dans l'enseignement à domicile, en s'assurant que l'enseignement dispensé « permet au mineur soumis à l'obligation scolaire d'acquérir un niveau d'études équivalent aux socles de compétences, aux compétences terminales, aux savoirs communs requis et aux compétences minimales visés, respectivement, aux articles 16 et 25 ou 35 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ».

En vertu de l'article 11, alinéa 2, le Service général de l'Inspection s'assure également que l'enseignement dispensé poursuit les objectifs définis à l'article 6 du décret précité du 24 juillet 1997.

B.20.2. Les travaux préparatoires exposent, en ce qui concerne l'article 11 du décret attaqué :

« Cette disposition fixe le cadre de référence du contrôle du niveau des études. Compte tenu du principe de la liberté de l'enseignement, il ne peut être question d'imposer le respect des socles de compétences, des compétences terminales, des savoirs requis communs ou des compétences minimales en tant que tels. Par contre, ceux-ci peuvent servir de critère pour l'appréciation du niveau d'études à atteindre pour les élèves relevant de l'enseignement à domicile. Le Service général de l'inspection sera donc chargé d'apprécier si l'enseignement prodigué peut raisonnablement être considéré comme de nature à atteindre le même niveau de connaissances que celui qui résulterait de l'application des socles et compétences » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2007-2008, n° 521/1, p. 5).

Il est toutefois possible d'obtenir sur demande motivée, conformément à l'article 12 du décret du 25 avril 2008, une dérogation au niveau d'études normalement requis « lorsque le mineur soumis à l'obligation scolaire présente des troubles de santé, d'apprentissage, du comportement ou lorsqu'il est atteint d'un handicap moteur, sensoriel ou mental ».

De la sorte, « des possibilités d'adaptation sont prévues pour les mineurs présentant un profil particulier » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2007-2008, n° 521/3, p. 4; voy. aussi *Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2007-2008, n° 521/1, p. 3).

B.21.1. Le décret précité de la Communauté française du 24 juillet 1997 introduit une structure particulière pour la formation, applicable à l'enseignement fondamental et à l'enseignement secondaire ordinaires et spéciaux organisés ou subventionnés par la Communauté française.

L'article 6 du décret du 24 juillet 1997 dispose :

« La Communauté française, pour l'enseignement qu'elle organise, et tout pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, poursuivent simultanément et sans hiérarchie les objectifs suivants :

- 1°) promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves;
- 2°) amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle;
- 3°) préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures;
- 4°) assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale ».

B.21.2. En prévoyant que le Service général de l'Inspection contrôle que l'enseignement dispensé poursuit les objectifs définis à l'article 6, l'article 11 attaqué tend à s'assurer que l'enseignement dispensé à domicile poursuit le même objectif général que tout enseignement, à savoir l'épanouissement intellectuel et social de tous les enfants.

Pour le surplus, cet objectif correspond à celui que doivent poursuivre, conformément à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, l'enseignement et la formation du mineur, à savoir contribuer à l'éducation du mineur et à sa préparation à l'exercice d'une profession.

B.22.1. Le décret précité de la Communauté française du 24 juillet 1997 institue le concept de socles de compétences. Le concept est défini comme un « référentiel présentant de manière structurée les compétences de base à exercer jusqu'au terme des huit premières années de l'enseignement obligatoire et celles qui sont à maîtriser à la fin de chacune des étapes de celles-ci parce qu'elles sont considérées comme nécessaires à l'insertion sociale et à la poursuite des études » (article 5, 2°).

Il institue également le concept de « compétences terminales », défini comme un « référentiel présentant de manière structurée les compétences dont la maîtrise à un niveau déterminé est attendue à la fin de l'enseignement secondaire » (article 5, 3°).

L'article 16 du décret précité du 24 juillet 1997 fixe les principes d'élaboration des socles de compétences, tandis que les articles 25 et 35 concernent les compétences terminales, savoirs communs requis et compétences minimales, respectivement pour les humanités générales et technologiques, et pour les humanités professionnelles et techniques.

Les articles 9 et suivants du décret de la Communauté française du 19 juillet 2001 « portant confirmation des socles de compétences visées à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et organisant une procédure de dérogation limitée » organisent une procédure permettant de déroger aux modes d'apprentissage décrits dans les socles de compétences.

B.22.2. Dans l'avant-projet soumis à la section de législation du Conseil d'Etat, il était prévu que le Service général de l'Inspection devait s'assurer que l'enseignement dispensé à domicile permet « d'acquérir un niveau d'études suffisant en référence aux socles de compétences, aux compétences terminales, aux savoirs communs requis et aux compétences minimales [...] ».

Le terme « niveau d'études suffisant » a été remplacé par « niveau d'études équivalent » afin de tenir compte des observations du Conseil d'Etat :

« L'expression 'niveau d'études suffisant' est particulièrement vague et laisse dès lors un pouvoir discrétionnaire très large au Service général de l'Inspection.

[...]

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pourquoi les mineurs soumis à l'obligation scolaire doivent seulement acquérir un 'niveau d'études suffisant' en référence aux socles de compétences, aux compétences terminales, aux savoirs communs requis et aux compétences minimales, et ce d'autant moins qu'ils doivent être placés [...] dans des conditions identiques à celles des mineurs provenant d'autres formes d'enseignement pour l'épreuve et les examens qu'ils sont tenus de présenter [...] » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2007-2008, n° 521/1, p. 23).

B.23.1.1. Si la liberté d'enseignement, visée à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution, implique le droit d'organiser et d'offrir, sans référence à une conception philosophique confessionnelle ou non confessionnelle déterminée, un enseignement qui trouve sa spécificité dans les conceptions pédagogiques ou éducatives particulières, elle n'empêche toutefois pas que le législateur compétent prenne, en vue d'assurer la qualité et l'équivalence de l'enseignement obligatoire, des mesures qui soient applicables de manière générale, indépendamment de la spécificité de l'enseignement dispensé.

B.23.1.2. En ce qui concerne l'enseignement dispensé à l'aide de moyens publics, la Cour a reconnu qu'en vue d'assurer la qualité et l'équivalence de l'enseignement, le législateur compétent peut prendre des mesures qui sont applicables de manière générale aux établissements d'enseignement, indépendamment de la spécificité de l'enseignement dispensé par ceux-ci (arrêts n° 76/96 du 18 décembre 1996, B.6; n° 19/98 du 18 février 1998, B.8.4; n° 19/99 du 17 février 1999, B.4.3; n° 49/2001 du 18 avril 2001, B.8; n° 131/2003 du 8 octobre 2003, B.5.4). A cet égard, les objectifs de développement, les objectifs finaux et les socles de compétences sont un moyen adéquat pour assurer l'équivalence des certificats et diplômes et garantir l'équivalence de l'enseignement dispensé dans les établissements que les parents et les élèves peuvent librement choisir (arrêts n° 76/96 du 18 décembre 1996, B.8.3, et n° 49/2001 du 18 avril 2001, B.10.1).

En ce qui concerne les établissements d'enseignement qui choisissent de ne pas recourir à des subventions publiques, bien que l'autorité publique puisse contrôler la qualité de l'enseignement dispensé, ce contrôle ne peut aller jusqu'à exiger le respect des objectifs de développement, des objectifs finaux ou des socles de compétences.

B.23.2. En se référant aux socles de compétences, aux compétences terminales, aux savoirs communs requis et aux compétences minimales prévus dans le décret du 24 juillet 1997, l'article 11 attaqué permet d'apprécier le niveau d'études de l'enfant, par rapport à des « référentiels » clairement établis, de sorte que le niveau d'études sera apprécié en fonction de critères connus des parents et des enseignants, et par conséquent suffisamment prévisibles.

La référence aux socles de compétences, aux compétences terminales, aux savoirs communs requis et aux compétences minimales ne signifie donc pas que leur contenu pourrait être imposé aux enfants relevant de l'enseignement à domicile; cette référence signifie seulement qu'ils constituent des critères indicatifs des connaissances et aptitudes globales de base qu'un enfant doit, en fonction de son âge, pouvoir maîtriser.

Dans les travaux préparatoires, le ministre a d'ailleurs expressément exposé :

« La référence aux socles et compétences précités ne peut en aucun cas permettre [au Service général de l'Inspection] de porter un jugement sur les pratiques pédagogiques utilisées ou d'imposer quelque contenu que ce soit. Ces normes de référence clairement établies doivent permettre d'éviter tout arbitraire ! » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2007-2008, n° 521/3, pp. 3-4).

B.23.3. L'article 11 attaqué ne permet donc pas d'imposer un programme aux enseignants de l'enseignement à domicile.

Le texte de l'article 11 attaqué ne prévoit d'ailleurs pas que le Service général de l'Inspection contrôle que le niveau d'études est « identique », mais seulement qu'il est « équivalent » aux socles de compétences, aux compétences terminales, aux savoirs communs requis et aux compétences minimales prévus dans le décret du 24 juillet 1997.

Cette « équivalence » du niveau d'études de l'enseignement à domicile par rapport à l'enseignement organisé ou subventionné doit par conséquent recevoir la même acception que l'« équivalence » au sens de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers.

B.23.4. Compte tenu, dès lors, des caractéristiques propres à l'enseignement à domicile et à la liberté d'enseignement, l'appréciation du caractère « équivalent » du niveau d'études doit prendre en considération les méthodes pédagogiques ainsi que les conceptions idéologiques, philosophiques ou religieuses des parents ou des enseignants, pour autant que ces méthodes et conceptions ne méconnaissent pas le droit de l'enfant à recevoir un enseignement dans le respect des libertés et droits fondamentaux et ne portent atteinte ni à la qualité de l'enseignement ni au niveau d'études à atteindre.

B.23.5. L'article 11 du décret attaqué ne méconnaît pas la liberté d'enseignement.

*En ce qui concerne les modalités du contrôle du niveau des études*

B.24.1. En vertu de l'article 14 du décret du 25 avril 2008, le contrôle du niveau des études se fait par le Service général de l'Inspection sur la base des documents pédagogiques visés à l'article 13 du décret et sur l'interrogation des élèves.

Selon l'article 13 du décret, on entend par documents pédagogiques « notamment les manuels scolaires employés, le matériel pédagogique construit et usité, les fardes et les cahiers, les productions écrites du mineur soumis à l'obligation scolaire, un plan individuel de formation ».

Ces documents sont « des traces visibles des moyens mis en œuvre pour assurer l'enseignement » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2007-2008, n° 521/1, p. 5) :

« La consultation de ces documents permettra éventuellement au Service général de centrer son attention sur les familles dans lesquelles la préparation apparaît comme plus faible » (*ibid.*).

B.24.2. Contrairement à ce qu'allèguent les parties requérantes, la notion de « plan individuel de formation » n'est mentionnée qu'à titre d'exemple et ne constitue donc qu'un des documents qui peuvent attester d'un programme d'études dans l'enseignement à domicile.

Cette notion n'est pas dépourvue de précision, et la disposition attaquée ne méconnaît donc pas l'article 24, § 5, de la Constitution.

B.25.1. Conformément à l'article 15 du décret, ce contrôle s'effectue de manière individuelle ou pour l'ensemble des mineurs soumis à l'obligation scolaire et poursuivant l'enseignement à domicile, domiciliés dans une même zone.



En vertu de l'article 16 du décret, ce contrôle du niveau des études se déroule dans un bâtiment appartenant aux pouvoirs publics et choisi par le Service général de l'Inspection.

B.25.2. Les requérants n'exposent pas en quoi le fait que le contrôle du niveau des études s'effectue dans un bâtiment public peut porter atteinte à la liberté d'enseignement.

Pour le surplus, le fait que le contrôle du niveau des études puisse imposer un déplacement aux enfants ne constitue pas une mesure disproportionnée, dès lors que ce déplacement sera limité puisque, comme le prévoit l'article 15 du décret, le contrôle s'effectue par zone, en fonction du domicile de l'enfant.

B.25.3. Les articles 13 et 16 du décret attaqué ne méconnaissent pas la liberté d'enseignement.

*En ce qui concerne les conséquences du contrôle du niveau des études*

B.26.1. En vertu de l'article 14, un contrôle du niveau des études peut avoir lieu à tout moment, et au moins durant les années au cours desquelles le mineur soumis à l'obligation scolaire atteint l'âge de 8 et de 10 ans.

Les travaux préparatoires exposent :

« En fonction de la situation de chaque enfant, le Service général de l'inspection pourra procéder à un contrôle à n'importe quel moment. Il peut également être requis par le Gouvernement ou la Commission de l'enseignement à domicile. Dans tous les cas, un contrôle devra toutefois avoir lieu durant chacune des années indiquées par cette disposition. De cette manière, un contrôle aura lieu au moins tous les deux ans. Pour les années ultérieures, ces contrôles restent bien entendu possibles, mais ne sont plus obligatoires, puisque les mineurs devront présenter les jurys » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2007-2008, n° 521/1, p. 5).

B.26.2. Le fait de permettre qu'un contrôle ait lieu à tout moment tend ainsi à prendre en compte la situation de chaque enfant.

Par ailleurs, le Service général de l'Inspection doit notifier ce contrôle aux personnes responsables au moins un mois avant la date du contrôle (article 14, alinéa 3, du décret du 25 avril 2008).

B.26.3. L'article 14 ne méconnaît pas la liberté d'enseignement.

B.27.1. Après avoir réalisé le contrôle du niveau des études, le Service général de l'Inspection établit dans le mois un rapport et émet un avis sur la conformité à l'article 11 de l'enseignement dispensé à domicile. Le rapport de contrôle et l'avis de conformité à l'article 11 du décret sont notifiés aux personnes responsables qui, dans les dix jours de la notification, peuvent communiquer par écrit leurs observations à la Commission de l'enseignement à domicile, qui statue (article 17, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du décret du 25 avril 2008).

En cas de décision négative, un nouveau contrôle est effectué, selon les mêmes modalités, au minimum deux mois et au maximum quatre mois à dater de la notification de cette décision; si la décision est encore négative, les personnes responsables disposent à nouveau de la possibilité de faire valoir par écrit leurs observations dans les dix jours de la notification (article 17, alinéa 3, du décret du 25 avril 2008).

Un régime spécifique est prévu lorsque le Service général de l'Inspection estime que le mineur relève de l'enseignement spécialisé (article 17, alinéa 6, du décret du 25 avril 2008).

En cas de deuxième décision négative de la Commission, les personnes responsables disposent de quinze jours à partir de la notification de la décision de la Commission pour introduire un recours auprès du Gouvernement. Le Gouvernement dispose d'un mois pour se prononcer sur le recours (articles 23 et 24 du décret du 25 avril 2008).

Ce n'est que lorsque le Gouvernement rejette le recours contre une seconde décision négative de la Commission que les personnes responsables sont tenues d'inscrire le mineur soumis à l'obligation scolaire dans un établissement organisé ou subventionné par la Communauté, ou dans un établissement visé à l'article 3 du décret (article 17, alinéa 4, du décret du 25 avril 2008), afin de ne pas laisser perdurer une situation de « sous-scolarisation » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2007-2008, n° 521/1, p. 6).

B.27.2. Il n'est ni déraisonnable ni disproportionné d'imposer, au terme de cette longue procédure qui prend en compte tant l'avis des personnes responsables que l'intérêt de l'enfant que, dans l'hypothèse de deux constats successifs de lacunes dans le niveau d'études de l'enfant scolarisé à domicile, l'enfant doit être inscrit dans un établissement d'enseignement organisé, subventionné ou visé à l'article 3 du décret.

La liberté de choix des parents quant à l'enseignement qu'ils veulent dispenser à leur enfant n'est ainsi limitée que dans la mesure où leur choix aboutit à un enseignement qui a été, par deux fois, considéré comme déficient, et qui méconnaît ainsi le droit à l'enseignement de l'enfant.

L'inscription obligatoire de l'enfant dans un établissement d'enseignement organisé, subventionné ou visé à l'article 3 du décret du 25 avril 2008 assure ainsi à l'enfant qu'il bénéficiera d'un enseignement garantissant un niveau d'études qui soit respecte les compétences définies par le décret du 24 juillet 1997, soit a été reconnu conformément à l'article 3 du décret du 25 avril 2008.

Pour le surplus, les parents conservent leur liberté de choix de l'établissement d'enseignement, qui ne doit pas nécessairement relever de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, puisqu'il peut s'agir d'un établissement reconnu au sens de l'article 3 du décret.

B.27.3. L'article 17 du décret attaqué ne méconnaît pas la liberté d'enseignement.

B.27.4. Les moyens, en ce qu'ils sont dirigés contre les articles 3, 11, 13, 14, 16 et 17 du décret attaqué, ne sont pas fondés.

*3. En ce qui concerne les épreuves de certification*

*Quant aux deuxième et troisième moyens*

B.28.1. Le deuxième moyen, pris de la liberté d'enseignement garantie par l'article 24 de la Constitution, critique également les épreuves et examens prévus par les articles 18 à 20, ainsi que la sanction de l'inscription obligatoire dans un établissement d'enseignement organisé, subventionné ou reconnu, en cas d'échec à ces épreuves de certification (article 21 du décret).

B.28.2. Dans leur troisième moyen, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, les requérants estiment que l'article 21 du décret crée une discrimination entre les mineurs scolarisés à domicile qui, en cas d'échec à l'épreuve ou aux examens, devront être inscrits dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté, et les autres, qui pourront poursuivre leur cursus scolaire sans changer d'établissement, même en cas d'échec ou de retard scolaire.

B.29.1. Les articles 18 à 20 du décret attaqué prévoient l'inscription de l'enfant scolarisé à domicile à différentes épreuves.

L'article 18 prévoit qu'au plus tard dans l'année scolaire au cours de laquelle l'enfant scolarisé à domicile atteindra l'âge de 12 ans, il devra être inscrit à l'épreuve externe commune organisée en vue de l'obtention du certificat d'études de base en vertu du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire.

L'article 19 prévoit qu'au plus tard dans l'année scolaire au cours de laquelle l'enfant scolarisé à domicile atteint l'âge de quatorze ans, il doit être inscrit aux examens organisés en vue de la délivrance des attestations d'orientation sanctionnant le premier degré en vertu du décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire.

L'article 20 prévoit qu'au plus tard dans l'année scolaire au cours de laquelle l'enfant scolarisé à domicile atteint l'âge de seize ans, il doit être inscrit aux examens organisés en vue de la délivrance des attestations d'orientation sanctionnant le deuxième degré en vertu du décret du 12 mai 2004 précité.

Lorsque le mineur qui présente des troubles de la santé, d'apprentissage, du comportement ou lorsqu'il est atteint d'un handicap moteur, sensoriel ou mental, bénéficie d'une dérogation conformément à l'article 12, l'article 22 autorise la Commission à accorder, sur demande motivée, des dispenses ou délais supplémentaires pour la présentation des épreuves visées aux articles 18 et 20.

Si l'enfant n'obtient pas le certificat ou les attestations dans les conditions prévues aux articles 18 à 20, il devra être inscrit dans un établissement organisé ou subventionné par la Communauté ou dans un établissement visé à l'article 3 du décret attaqué (article 21, alinéa 1<sup>er</sup>).

B.29.2. En ce qui concerne les articles 18 à 20 du décret attaqué, les travaux préparatoires exposent :

« Parallèlement au contrôle du niveau des études, les mineurs sont tenus, lorsqu'ils atteignent l'âge requis, de présenter les épreuves organisées par la Communauté française. L'âge minimal d'inscription est fixé, d'une part, par le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire et, d'autre part, par le décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire. Le présent projet ne fixe donc que les âges maximaux pour chaque épreuve » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2007-2008, n° 521/1, p. 6).

En ce qui concerne l'article 21, les travaux préparatoires exposent :

« En cas d'échec, l'inscription dans un établissement scolaire sera également obligatoire dès le moment où le mineur n'aura plus la possibilité de s'inscrire aux épreuves en respectant les délais fixés par les articles précédents.

Cette disposition, qui n'exclut pas que le mineur présente plus d'une session, se justifie par la volonté d'éviter qu'un mineur accumule un retard scolaire dans un cadre qui offre moins de garanties de suivi que l'enseignement organisé ou subventionné. Un délai de présentation plus large s'expliquerait d'autant moins que la situation des mineurs présentant des besoins spécifiques est prise en compte par les articles 12 et 22.

La Commission déterminera alors dans quel type et à quel niveau d'enseignement le mineur peut être intégré dans le cadre du contrôle du niveau des études » (*ibid.*).

B.30.1. Avant le décret du 25 avril 2008, les épreuves visées aux articles 18 à 20 étaient facultatives pour les enfants relevant de l'enseignement à domicile.

L'article 20, alinéa 2, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire (ci-après : le décret du 2 juin 2006) prévoit que l'épreuve commune externe est accessible aux enfants qui n'étaient pas inscrits en sixième primaire et qui sont âgés de 11 ans au moins au 31 décembre de l'année de l'épreuve.

L'article 9 du décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire (ci-après : le décret du 12 mai 2004) prévoit également que les examens en vue de la délivrance des attestations d'orientation sanctionnant le premier degré et le deuxième degré sont accessibles respectivement à tout candidat âgé, au moment de l'inscription à l'examen, de 13 ans accomplis ou de 14 ans accomplis.

B.30.2. L'obtention du certificat d'études de base par la réussite de l'épreuve commune, même si elle était facultative pour les enfants relevant de l'enseignement à domicile, avant l'entrée en vigueur du décret attaqué, constitue néanmoins souvent une condition préalable à l'inscription dans un établissement d'enseignement secondaire.

De même, la réussite des examens du jury de la Communauté française constitue le préalable indispensable à l'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur, et l'attestation délivrée par le jury est souvent nécessaire pour pouvoir accéder à certains emplois.

B.30.3. Le fait de rendre ces épreuves obligatoires, et non plus facultatives, pour l'enfant relevant de l'enseignement à domicile ne peut en soi être considéré comme une atteinte à la liberté d'enseignement.

Ces épreuves standardisées permettent en effet d'évaluer et d'attester les acquis et connaissances de l'enfant, et par conséquent de situer son niveau d'études en fonction de son âge et par rapport aux connaissances élémentaires que ces épreuves tendent à vérifier, sans que l'obligation de présenter ces épreuves puisse influencer, comme telle, l'enseignement dispensé à domicile.

Loin de porter atteinte à la liberté de l'enseignement, ces épreuves permettent au contraire aux parents et enseignants d'évaluer, et éventuellement d'adapter, le niveau de l'enseignement qu'ils dispensent ou font dispenser, ainsi que les outils pédagogiques utilisés.

B.30.4. Par ailleurs, les écoles qui sont les deux premières parties requérantes ont indiqué elles-mêmes dans leur mémoire en réponse qu'elles avaient l'habitude de faire présenter à leurs élèves ce type d'épreuve et que le taux de réussite était excellent.

B.30.5. Le deuxième moyen, en ce qu'il est dirigé contre les articles 18 à 20 du décret attaqué, n'est pas fondé.

B.31. L'article 21 du décret attaqué prévoit que le mineur soumis à l'obligation scolaire qui n'obtient pas le certificat d'études de base ou les attestations d'orientation doit être inscrit dans un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté ou dans un établissement visé à l'article 3.

B.32.1. En ce qui concerne les conséquences de l'absence de réussite des épreuves de certification, la section de législation du Conseil d'Etat a fait observer :

« Aux termes de l'article 15 [devenu l'article 21], si les mineurs échouent dès le premier de chacun des examens prévus par les articles 12 à 14 [devenus les articles 18 à 20], ils sont tenus de s'inscrire dans un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française ou dans un établissement visé à l'article 5 [devenu l'article 3], ce qui crée une différence de traitement entre les mineurs suivant l'enseignement à domicile et les autres. Si ces derniers échouent à l'épreuve ou aux examens ou qu'ils présentent un retard scolaire, ils peuvent en effet poursuivre leur cursus scolaire sans changer de type d'enseignement.

Cette différence, qui n'est pas entièrement résorbée par l'article 17 de l'avant-projet [devenu l'article 22], devrait faire l'objet d'une explication dans le commentaire de la disposition » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2007-2008, n° 521/1, p. 26).

B.32.2. Il convient de distinguer, d'une part, l'épreuve commune externe menant au certificat d'études de base, et, d'autre part, les examens organisés en vue de la délivrance des attestations d'orientation sanctionnant le premier degré et le deuxième degré.

*En ce qui concerne le certificat d'études de base*

B.33.1. L'article 20 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, tel qu'il a été modifié par le décret du 13 décembre 2007, dispose :

« Tous les élèves inscrits en sixième primaire de l'enseignement ordinaire sont soumis à l'épreuve externe commune octroyant le certificat d'études de base.

Cette épreuve est également accessible aux élèves de l'enseignement primaire spécialisé ainsi que, sur la demande des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, à tout mineur soumis à l'obligation scolaire et âgé d'au moins 11 ans au 31 décembre de l'année de l'épreuve et qui n'est pas inscrit en sixième primaire.

[...] ».

L'article 21 du même décret dispose :

« L'épreuve externe commune porte sur la maîtrise de compétences attendues à l'issue de la deuxième étape de l'enseignement obligatoire telles que définies dans le décret du 19 juillet 2001 portant confirmation des socles de compétences visés à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

[...] ».

B.33.2. Il résulte du système prévu par le décret du 2 juin 2006 que les élèves qui ne relèvent pas de l'enseignement à domicile peuvent présenter plus d'une fois l'épreuve commune externe, s'ils recommencent leur sixième primaire, sans qu'un âge maximal leur soit imposé pour la réussite de cette épreuve.

Par contre, l'enfant qui relève de l'enseignement à domicile ne peut s'inscrire à l'épreuve que s'il est âgé « d'au moins 11 ans au 31 décembre de l'année de l'épreuve » (article 20 du décret du 2 juin 2006), mais doit réussir cette épreuve « au plus tard dans l'année scolaire au cours de laquelle il atteindra l'âge de 12 ans », sous peine de devoir être inscrit dans un établissement organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française (articles 18 et 21 du décret du 25 avril 2008).

Si les élèves relevant de l'enseignement à domicile pourront, en conséquence de la combinaison des dispositions précitées, présenter plus d'une fois l'épreuve commune externe, ils devront néanmoins réussir cette épreuve à un âge plus jeune que, notamment, les élèves qui, inscrits dans un établissement d'enseignement, sont admis à recommencer leur sixième primaire.

B.33.3. En outre, l'article 28, § 1<sup>er</sup>, du décret précité du 2 juin 2006, tel qu'il a été modifié par le décret du 13 décembre 2007 précité, dispose :

« Le jury, constitué au sein de chaque établissement scolaire conformément au § 2, délivre le certificat d'études de base à tout élève qui a réussi l'épreuve commune ».

L'article 29 du même décret dispose :

« § 1<sup>er</sup>. Le jury visé à l'article 28 peut accorder le certificat d'études de base à l'élève qui n'a pas satisfait ou qui n'a pas pu participer en tout ou en partie à l'épreuve externe commune.

§ 2. Le jury fonde sa décision sur un dossier comportant la copie des bulletins des deux dernières années de la scolarité primaire de l'élève, tels qu'ils ont été communiqués aux parents ainsi qu'un rapport circonstancié de l'instituteur avec son avis favorable ou défavorable quant à l'attribution du certificat d'études de base à l'élève concerné.

Lorsqu'un élève fréquente l'enseignement primaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins de deux années scolaires, la copie des bulletins d'une seule année scolaire peut suffire.

Le jury fait porter au dossier tout autre élément qu'il estime utile.

[...] ».

B.33.4. Il découle de cette disposition que la réussite de l'épreuve commune externe ne constitue pas une condition indispensable pour l'obtention du certificat d'études de base pour l'enfant inscrit en sixième primaire, alors qu'il n'existe pas de possibilité équivalente de délivrer le certificat d'études de base à l'enfant relevant de l'enseignement à domicile qui n'aurait pas réussi l'épreuve commune externe.

B.33.5. Il résulte de ce qui précède que, tant en ce qui concerne les modalités de présentation de l'épreuve commune externe qu'en ce qui concerne les possibilités d'obtention du certificat d'études de base, les enfants relevant de l'enseignement à domicile sont traités différemment des enfants relevant de l'enseignement organisé ou subventionné. Si le législateur décréte a pu raisonnablement estimer que l'échec à l'épreuve commune externe constitue un indice de ce que l'enseignement à domicile dispensé à l'enfant présente des lacunes, et s'il a pu en conséquence prévoir que l'enfant qui n'obtient pas le certificat d'études de base doit être inscrit dans un établissement en vue de sauvegarder le droit fondamental à l'enseignement de celui-ci, il n'est pas justifié que les enfants instruits à domicile jouissent de possibilités moindres d'obtenir le certificat que les enfants inscrits dans un établissement d'enseignement. Il revient au législateur décréte d'organiser, en prenant en compte les spécificités de l'enseignement à domicile, l'épreuve commune externe et la délivrance du certificat d'études de base pour les enfants relevant de ce type d'enseignement dans des conditions qui ne sont pas discriminatoires par rapport à celles qui s'imposent aux enfants inscrits dans les établissements d'enseignement.

B.33.6. Dès lors qu'il apparaît que tel n'est pas le cas dans l'état actuel des textes décrets régissant la délivrance du certificat d'études de base pour les enfants relevant de l'enseignement à domicile, la conséquence attachée à la non-obtention du certificat, qui implique pour ces enfants un changement de système d'enseignement en l'absence de réussite de l'épreuve commune externe à l'âge de douze ans, est disproportionnée.

Les deuxième et troisième moyens sont fondés, en ce qu'ils sont dirigés contre l'article 21 du décret attaqué, dans la mesure où il s'applique aux enfants visés par l'article 18 de ce décret.

*En ce qui concerne les attestations d'orientation sanctionnant les premier et deuxième degrés*

B.34.1. L'article 9 du décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire (ci-après : décret du 12 mai 2004) dispose :

« § 1<sup>er</sup>. Sont admissibles aux examens en vue de la délivrance des attestations d'orientation sanctionnant le premier degré :

1° les élèves qui ont fréquenté la première et la deuxième années de l'enseignement secondaire de plein exercice;

2° tout candidat ayant obtenu un certificat d'études de base et étant dans sa 12<sup>e</sup> année;

3° tout candidat âgé au moment de l'inscription à l'examen, de 13 ans accomplis.

§ 2. Sont admissibles aux examens en vue de l'obtention du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré :

1° les élèves qui ont fréquenté la première, la deuxième, la troisième et la quatrième années de l'enseignement secondaire de plein exercice;

2° les élèves qui possèdent une attestation d'orientation A ou B sanctionnant le premier degré et étant dans leur 14<sup>e</sup> année;

3° tout candidat âgé au moment de l'inscription à l'examen de 14 ans accomplis ».

L'article 25 du même décret dispose :

« § 1<sup>er</sup>. Pour le premier degré, le Jury délibère à l'issue des épreuves.

Lorsque l'examen sur une matière comporte une épreuve écrite et une épreuve orale, le pourcentage est calculé sur l'ensemble des deux épreuves.

§ 2. Est ajourné, le candidat qui n'a pas participé à l'ensemble des branches.

§ 3. Est admis et obtient l'attestation d'orientation A du premier degré, le candidat qui a obtenu au moins 50 % du total des points attribués à l'ensemble du groupe des épreuves et au moins 50 % dans chacune des branches.

§ 4. Est ajourné, à l'issue des épreuves du premier degré et reçoit une attestation d'orientation C, le candidat qui a obtenu moins de 50 % du total des points attribués à l'ensemble des épreuves ou moins de 50 % en français ou en formation mathématique.

Des dispenses d'interrogations sont accordées par le Jury au candidat ajourné pour toutes les branches ou le groupe de branches dans lesquels il a obtenu au moins 60 % des points.

Ces dispenses sont accordées aux candidats ayant participé à tous les examens relatifs au groupe d'épreuves. Les dispenses restent valables pour les quatre sessions suivantes.

§ 5. Pour le deuxième degré, le Jury délibère à l'issue des épreuves de chaque groupe. Lorsque l'examen sur une matière comporte une épreuve écrite et une épreuve orale, le pourcentage est calculé sur l'ensemble des deux épreuves.

§ 6. Est ajourné, le candidat qui n'a pas participé à l'ensemble des épreuves du groupe.

§ 7. Est admis à l'issue de chacun des groupes le candidat qui [a] obtenu au moins 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches du groupe concerné et au moins 50 % dans chacune des branches.

§ 8. Est ajourné, à l'issue de chacun des groupes d'épreuves :

a) le candidat qui a obtenu moins de 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches et du groupe de branches;

b) le candidat qui a obtenu moins de 40 % dans une ou plusieurs branches ou dans un ou plusieurs groupes de branches des premier et deuxième groupes;

c) le candidat qui a obtenu moins de 50 % dans une des branches du troisième groupe.

§ 9. Fait l'objet d'une décision prise en délibération, le candidat qui, ayant obtenu au moins 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches et groupes de branches du groupe concerné, a obtenu entre 40 et 50 % dans une ou plusieurs branches ou dans un ou plusieurs groupes de branches du premier ou du deuxième groupe.

§ 10. Le candidat déclaré admis à l'issue d'un groupe d'épreuves reçoit une attestation de réussite partielle.

La délivrance du certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré est soumise à la réussite des deux groupes d'épreuves visés aux articles 15 et 16 ou des trois groupes d'épreuves attachés au même programme présenté et visés aux articles 17 et 18, à condition que les attestations de réussite partielle aient été obtenues dans un délai de cinq ans maximum, à dater de la réussite du premier groupe d'épreuves. Dans l'éventualité où ce délai serait écoulé, le Gouvernement, peut, à titre exceptionnel et selon les modalités qu'il détermine, décider d'accorder une dérogation à cette limitation dans le temps.

Des dispenses d'interrogations sont accordées par le Jury au candidat ajourné pour toutes les branches ou les groupes de branches dans lesquels il a obtenu au moins 60 % des points, lorsqu'il s'inscrit à nouveau pour le groupe d'épreuves concerné, sur base du même programme présenté. Ces dispenses sont accordées aux candidats ayant participé à tous les examens relatifs au groupe d'épreuves. Les dispenses restent valables pour les quatre sessions suivantes ».

B.34.2. La réussite des épreuves du jury trouve son origine dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 mai 2004 qui a modifié l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 mai 1999 « fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dispensant un enseignement à domicile », avant que ce dernier ne soit annulé par le Conseil d'Etat.

Un membre du Parlement de la Communauté française a rappelé que l'obligation de présenter les épreuves du jury tendait ainsi à « répondre aux préoccupations de parents qui souhaitent que leur enfant puisse rejoindre un établissement scolaire en tant qu'élève régulier après avoir suivi l'enseignement à domicile » (C.R.I. n° 18, Parlement de la Communauté française, 22 avril 2008, p. 11) :

« Pour cela, il est notamment nécessaire que l'enfant ait réussi les épreuves donnant accès au niveau d'enseignement visé. Seule la réussite d'examens organisés par la Communauté française, par le jury éponyme ou par un établissement organisé ou subventionné par elle, conduit au diplôme reconnu. Cette étape est indispensable pour accéder notamment à l'enseignement supérieur.

[...]

Or on peut s'interroger sur le caractère obligatoire de ces épreuves. Mêmes facultatives, celles-ci atteindraient l'objectif de l'obtention d'un diplôme ou d'un retour à l'école » (*ibid.*).

B.34.3. Si les examens du jury de la Communauté française sont accessibles aux enfants âgés au moment de leur inscription de 12 ans (pour l'enfant qui a obtenu le certificat d'études de base), 13 ou 14 ans accomplis selon qu'ils tendent à l'obtention des attestations du premier ou du deuxième degré (article 9 du décret du 12 mai 2004), les articles 19 et 20 du décret du 25 avril 2008 prévoient l'inscription obligatoire de l'enfant dans un établissement d'enseignement organisé, subventionné ou visé à l'article 3 du décret du 25 avril 2008 si l'enfant relevant de l'enseignement à domicile n'obtient pas ces attestations au cours de l'année scolaire pendant laquelle il atteindra l'âge de 14 ou 16 ans.

Conformément à ce que les travaux préparatoires du décret du 25 avril 2008 laissent entendre, l'enfant relevant de l'enseignement à domicile pourra donc présenter les examens plusieurs fois avant que des conséquences ne soient liées à son échec.

B.34.4. Cependant, alors que l'enfant inscrit dans un établissement d'enseignement qui présente ces examens plusieurs fois sans les réussir ne subit pas d'autre sanction que la non-délivrance de l'attestation d'orientation qu'il tente d'obtenir, l'enfant relevant de l'enseignement à domicile est tenu de réussir ces épreuves dans un certain délai, au terme duquel son échec a pour conséquence non seulement qu'il ne peut obtenir l'attestation d'orientation, mais qu'il doit être inscrit dans un établissement d'enseignement organisé, subventionné ou visé à l'article 3 du décret attaqué.

B.34.5. Dès lors que les conditions imposées aux mineurs qui relèvent de l'enseignement à domicile et aux mineurs inscrits dans un établissement d'enseignement leur offrent les mêmes chances de présenter plusieurs fois les examens concernés en vue de la délivrance des attestations, il n'est pas discriminatoire que le législateur décréte attache des conséquences spécifiques à la non-réussite de ces épreuves lorsque le mineur relève de l'enseignement à domicile. En effet, il n'est pas déraisonnable de considérer que l'échec répété du mineur instruit à domicile constitue l'indice de carences dans l'enseignement qui lui est dispensé, de sorte qu'il est conforme à la fois à l'objectif de garantir le droit

de tout mineur à l'enseignement et à l'intérêt du mineur concerné de prévoir un changement dans le type d'enseignement qui lui est dispensé par son inscription obligatoire dans un établissement d'enseignement. Le mineur en situation d'échec qui est déjà inscrit dans un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française n'est d'ailleurs pas traité différemment, puisqu'il est tenu de continuer à fréquenter un tel établissement jusqu'à la fin de l'obligation scolaire.

Par ailleurs, les personnes responsables disposent du choix de l'établissement d'enseignement, lequel peut être un établissement organisé ou subventionné par la Communauté, ou un établissement visé à l'article 3 du décret attaqué, de sorte que l'éventuelle atteinte à leur liberté de choix ne saurait être jugée disproportionnée.

B.35. Les deuxième et troisième moyens ne sont pas fondés en ce qu'ils sont dirigés contre l'article 21 du décret attaqué, dans la mesure où il s'applique aux enfants visés par les articles 19 et 20 de ce décret.

B.36. Le sixième moyen est pris de la violation des articles 10, 11, 22, 24, 30 et 129, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la Constitution.

Les requérants considèrent qu'en imposant la réussite d'épreuves certificatives organisées en français, alors que l'enseignement à domicile peut être dispensé dans une autre langue, la Communauté excède ses compétences en violation de l'article 129, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la Constitution, qui ne l'autorise à régler l'emploi des langues dans l'enseignement que pour les « établissements créés, subventionnés ou reconnus par les pouvoirs publics ».

Les requérants estiment par ailleurs que la Communauté française méconnaît de manière discriminatoire la liberté d'enseignement, la liberté d'emploi des langues et le droit au respect de la vie privée et familiale tant des parents qui choisissent un enseignement à domicile pour leurs enfants que des enseignants privés.

B.37.1. L'article 129 de la Constitution dispose :

« § 1. Les Parlements de la Communauté française et de la Communauté flamande, chacun pour ce qui le concerne, règlent par décret, à l'exclusion du législateur fédéral, l'emploi des langues pour :

[...]

2<sup>o</sup> l'enseignement dans les établissements créés, subventionnés ou reconnus par les pouvoirs publics;

[...] ».

B.37.2. L'article 22 de la Constitution dispose :

« Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit ».

B.37.3. L'article 30 de la Constitution dispose :

« L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif; il ne peut être réglé que par la loi, et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires ».

B.38. Il ressort de la formulation du moyen qu'il critique les articles 18 à 21 du décret du 25 avril 2008, dans la mesure où ces dispositions concernent des enfants relevant de l'enseignement à domicile et qui sont instruits totalement ou principalement dans une autre langue que le français.

B.39.1. En disposant que les enfants soumis à l'obligation scolaire, qui relèvent de la compétence de la Communauté française et qui sont instruits à domicile, doivent présenter les épreuves certificatives organisées en français par la Communauté française, et qu'en l'absence de réussite de ces épreuves, ils devront être inscrits dans un établissement organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française, les articles 18 à 21 du décret attaqué ne sont pas des dispositions qui règlent l'emploi des langues dans l'enseignement, au sens de l'article 129, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la Constitution, mais des dispositions qui règlent l'enseignement, au sens de l'article 127, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la Constitution.

B.39.2. Les dispositions attaquées relèvent dès lors de la compétence du législateur décentral.

Le moyen, en ce qu'il est pris de la violation de l'article 129, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la Constitution, n'est pas fondé.

B.40. Il convient d'examiner encore si ces dispositions ne portent pas une atteinte injustifiée à la liberté d'emploi des langues dans le cadre de l'enseignement à domicile, qui serait déduite des dispositions constitutionnelles citées dans le moyen.

B.41.1. Lorsque des parents choisissent un enseignement à domicile pour leur enfant, ils peuvent décider de dispenser ou faire dispenser cet enseignement exclusivement ou principalement dans une autre langue que le français.

Ce choix, qui relève de la sphère de la vie privée, peut notamment s'expliquer par le fait que des parents, de nationalité étrangère, notamment des ressortissants de l'Union européenne qui ne séjournent que temporairement sur le territoire de la Belgique, peuvent préférer un enseignement dans leur langue maternelle, plutôt que dans la langue de leur lieu de résidence temporaire.

Si la Communauté française n'est pas tenue d'assurer aux ressortissants étrangers un droit à un enseignement selon leurs préférences linguistiques, elle ne peut toutefois interdire ce choix notamment lorsqu'il s'exerce dans le cadre d'un enseignement à domicile au sens du décret attaqué.

Les enfants relevant de l'enseignement à domicile et instruits dans une autre langue que le français ne sont en effet visés ni par la législation concernant le régime linguistique dans l'enseignement ni par la législation relative à l'enseignement en immersion linguistique.

B.41.2. Etant donné toutefois que l'obligation scolaire, qui vise à garantir l'exercice réel du droit à l'enseignement dans l'intérêt de l'enfant, doit pouvoir être contrôlée de manière effective et que l'on ne peut attendre raisonnablement de la Communauté française qu'elle prévienne les épreuves certificatives précitées dans toute langue, ce qui ne lui est du reste imposé par aucune obligation constitutionnelle ou internationale, il n'est pas disproportionné de soumettre aux épreuves certificatives organisées en français les enfants qui relèvent de la compétence de la Communauté française et qui sont instruits à domicile, même s'ils le sont exclusivement ou principalement dans une autre langue.

B.42. Le sixième moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 21 du décret de la Communauté française du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, en ce qu'il s'applique aux enfants visés à l'article 18 de ce décret;

- sous réserve de ce qui est mentionné en B.9.2, rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 9 juillet 2009.

Le greffier,  
P.-Y. Dutilleux.

Le président,  
M. Melchior.

## GRONDWETTELIJK HOF

N. 2009 — 2716

[2009/203262]

## Uittreksel uit arrest nr. 107/2009 van 9 juli 2009

Rolnummer 4507

*In zake* : het beroep tot vernietiging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ingesteld door de vzw « Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en M. Bossuyt, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

## I. Onderwerp van het beroep en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 augustus 2008 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 september 2008, is een beroep tot vernietiging ingesteld van het decreet van de Franse Gemeenschap van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 juni 2008), door de vzw « Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance », met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Eendrachtstraat 37, de vzw « Schola Nova », met maatschappelijke zetel te 1315 Incourt, rue de Brombais 11, Serge Bya en Ysabel Martinez Ovando, wonende te 1348 Louvain-la-Neuve, Cour de la Ciboulette 17/102, François Croonen en Marie Brabant, wonende te 1160 Brussel, Guillaume Dekelverstraat 49, Clothilde Coppieters de Gibson, wonende te 7911 Oeudeghien, Chaussée de Brunehaut 48, Alain Mossay en Catherine Frankart, wonende te 6900 Marche-en-Famenne, rue Hubert Gouverneur 17, Etienne Cassart en Sophie Adam, wonende te 6690 Vielsalm, Cahay 96, Jean-Claude Verduyck en Yolande Garcia Palacios, wonende te 6470 Sautin, Les Bruyères 1, Jérémie Detournay en Sophie Calonne, wonende te 7880 Vloesberg, Potterée 9, Luc Lejoly en Vinciane Devuyt, wonende te 5020 Malonne, Basses-Calenges 3, Blair Bonin en Dina Gautreaux, wonende te 1348 Louvain-la-Neuve, rue du Bassinia 22, Pierre Wathelet en Ingrid Van den Perreboom, wonende te 4020 Luik, rue de Porto 51, en Dominique Buffet en Mélanie Ducamp, wonende te 5600 Roly, place Saint-Denis 3.

De vordering tot schorsing van hetzelfde decreet, ingesteld door dezelfde verzoekende partijen, is verworpen bij het arrest nr. 158/2008 van 6 november 2008, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 27 januari 2009.

(...)

## II. In rechte

(...)

## Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. Het beroep tot vernietiging is gericht tegen het decreet van de Franse Gemeenschap van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (hierna : decreet van 25 april 2008).

B.1.2. Dat decreet voert voor dat type van onderwijs een regeling in die ertoe strekt « het mogelijk te maken de minderjarigen hun recht op kwalitatief onderwijs te waarborgen, hetgeen de invoering veronderstelt van doeltreffende procedures om de leerplicht te controleren, alsook van referentienormen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2007-2008, nr. 521/1, p. 3), en « het beginsel van de vrijheid van onderwijs verankerd in artikel 24 van de Grondwet, in acht te nemen » (*ibid.*).

In dat perspectief onderscheidt het decreet twee onderwijstypes naast datgene dat door de Gemeenschap wordt ingericht of gesubsidieerd :

« In de eerste plaats wordt erin voorzien dat de minderjarigen die onderwijs volgen in een inrichting die een diploma kan uitreiken dat gelijkwaardig is aan die welke in de Franse Gemeenschap worden uitgereikt, voldoen aan de leerplicht wanneer zij de administratie hebben ingelicht over hun inschrijving in die inrichting. Dat is het geval voor de inrichtingen die ressorteren onder een van de andere gemeenschappen of die waarvan de gelijkwaardigheid is erkend. Een andere hypothese beoogt de inrichtingen die, zonder die gelijkwaardigheid te genieten, kunnen leiden tot de uitreiking van een buitenlands diploma. In dat geval zal de Regering moeten erkennen dat hun schoolbezoek toelaat aan de leerplicht te voldoen.

Alle andere vormen van onderwijs, zelfs collectief, vallen onder het huisonderwijs en zijn in die zin onderworpen aan specifieke bepalingen : verplichting om zich te onderwerpen aan de controle van het studieniveau en deel te nemen aan de door de Franse Gemeenschap georganiseerde proeven voor het behalen van een getuigschrift » (*ibid.*).

B.2.1. Om te voldoen aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 moeten de middelen van het verzoekschrift te kennen geven welke van de regels waarvan het Hof de naleving waarborgt, zouden zijn geschonden, alsook welke de bepalingen zijn die deze regels zouden schenden, en uiteenzetten in welk opzicht die regels door de bedoelde bepalingen zouden zijn geschonden.

Die bepaling vereist derhalve dat de verzoekende partijen zelf aangeven welke de artikelen zijn die volgens hen een schending uitmaken van de in de middelen uiteengezette normen waarvan het Hof de naleving verzekert.

B.2.2. Hoewel de verzoekende partijen de volledige vernietiging van het decreet van 25 april 2008 vorderen, kan uit de uiteenzetting van de middelen evenwel worden afgeleid dat die alleen zijn gericht tegen sommige bepalingen van het decreet, namelijk de artikelen 3, eerste lid, 3<sup>o</sup>, en het tweede tot het vierde lid, 5, 11 en 13 tot 21 van het decreet van 25 april 2008.

Het Hof beperkt zijn onderzoek derhalve tot die bepalingen.

## B.3.1. Artikel 3 van het decreet van 25 april 2008 bepaalt :

« Geacht worden aan de leerplicht te voldoen de minderjarige leerlingen die ingeschreven zijn in een schoolinrichting :

1<sup>o</sup> ingericht, gesubsidieerd of erkend door een andere gemeenschap;

2<sup>o</sup> waarvan het onderwijs tot het behalen van een bekwaamheidsbewijs kan leiden dat gelijkwaardig kan worden verklaard bij wijze van algemene bepaling met toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften;

3<sup>o</sup> waarvan het onderwijs tot het behalen van een diploma of een getuigschrift bekomen onder een buitenlands stelsel kan leiden en waarvan het onderwijs erkend is door de Regering, op aanvraag van de inrichting of de personen die verantwoordelijk is/zijn voor de minderjarige leerling onderworpen aan de leerplicht, dat het mogelijk maakt om de leerplicht te voldoen.

Voor de toepassing van het 3<sup>o</sup> van het vorige lid, controleert de Regering dat het verstrekte onderwijs van gelijkwaardig niveau is aan dat verstrekt in de Franse Gemeenschap, dat het in overeenstemming is met titel II van de Grondwet en in geen enkel opzicht waarden vooropstelt die klaarblijkelijk onverenigbaar zijn met het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, getekend te Rome, op 4 november 1950.

De Regering baseert haar beslissing op de studieprogramma's gevolgd binnen de inrichting.

Wanneer de Regering acht dat het verstrekte onderwijs niet toelaat aan de leerplicht te voldoen, wordt van de beslissing kennisgegeven aan de natuurlijke of rechtspersoon die verantwoordelijk is voor de inrichting alsook aan de verantwoordelijke personen die de leerplichtige minderjarige ingeschreven hebben in deze inrichting ».

B.3.2. Artikel 5 van het decreet van 25 april 2008 bepaalt :

« Ressorteren onder het huisonderwijs, de minderjarigen die onderworpen zijn aan de leerplicht die noch ingeschreven zijn in een schoolinrichting ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap noch ingeschreven in een inrichting bedoeld bij artikel 3 ».

B.3.3. Artikel 11 van het decreet van 25 april 2008 bepaalt :

« De Algemene Inspectiedienst wordt belast met de controle van het studieniveau in het kader van het huisonderwijs. Hij zorgt ervoor dat het verstrekte onderwijs de leerplichtige minderjarige de mogelijkheid biedt een studieniveau te verwerven dat gelijkwaardig is aan het referentiesysteem voor de basisvaardigheden, de eindvaardigheden, de vereiste gemeenschappelijke kennis en de minimale vaardigheden bedoeld, respectievelijk, bij de artikelen 16 en 25 of 35 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

De Algemene Inspectiedienst zorgt eveneens ervoor dat het verstrekte onderwijs de doelstellingen nastreeft die zijn bepaald in artikel 6 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, dat het in overeenstemming is met titel II van de Grondwet en in geen enkel opzicht waarden vooropstelt die klaarblijkelijk onverenigbaar zijn met het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, getekend te Rome, op 4 november 1950 ».

B.3.4. Artikel 13 van het decreet van 25 april 2008 bepaalt :

« De verantwoordelijke personen bezorgen de Algemene Inspectiedienst de documenten waarop het huisonderwijs steunt. In de zin van dit artikel, wordt onder 'documenten' onder meer verstaan de gebruikte schoolboeken, het opgebouwde en gebruikte pedagogisch materiaal, de fardes en schoolboeken, de geschreven producties van de leerplichtige minderjarige, een individueel opleidingsplan ».

B.3.5. Artikel 14 van het decreet van 25 april 2008 bepaalt :

« De Algemene Inspectiedienst kan elk ogenblik overgaan tot de controle van het studieniveau, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering of van de Commissie, en baseert zijn controle op de vernomen feiten namelijk via de ontleding van de documenten bedoeld bij artikel 13 en op de ondervraging van de leerlingen.

Er gebeuren, nochtans, controles minstens gedurende de jaren waarin de leerplichtige minderjarige de leeftijd van acht en tien jaar bereikt.

De Algemene Inspectiedienst bepaalt de datum voor de controle en geeft er kennis van aan de verantwoordelijke personen minstens een maand op voorhand ».

B.3.6. Artikel 15 van het decreet van 25 april 2008 bepaalt :

« De Algemene Inspectiedienst organiseert de controle van het studieniveau op individuele basis of voor het geheel van de leerplichtige minderjarigen die thuis les volgen, gedomicilieerd in eenzelfde zone in de zin van artikel 13 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welzijn in de basisscholen en artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan ».

B.3.7. Artikel 16 van het decreet van 25 april 2008 bepaalt :

« De controle van het studieniveau geschiedt in een gebouw van de overheid dat door de Algemene Inspectiedienst gekozen wordt. Op met redenen omklede aanvraag van de verantwoordelijke personen en inzonderheid steunend op ernstige mobiliteitsmoeilijkheden voortvloeiend uit de gezondheidstoestand of de handicap van de leerplichtige minderjarige, kan de controle echter op een andere plaats gebeuren ».

B.3.8. Artikel 17 van het decreet van 25 april 2008 bepaalt :

« Na de controle van het studieniveau, stelt de Algemene Inspectiedienst een verslag op en brengt een advies uit over de overeenstemming met artikel 11 van het ten huize verstrekte onderwijs. Aan de verantwoordelijke personen wordt kennisgegeven van het verslag en het advies. Ze kunnen, binnen de tien dagen van de kennisgeving, schriftelijk hun opmerkingen aan de Commissie mededelen.

Het advies van de Algemene Inspectiedienst wordt ten laatste gedurende de maand die volgt op de datum van de controle aan de Commissie overgezonden.

In geval van een negatieve beslissing, wordt een nieuwe controle uitgeoefend, volgens dezelfde nadere regels, minimum twee maanden en maximum vier maanden na de kennisgeving van de beslissing. Indien de Algemene Inspectiedienst acht dat het ten huize verstrekte onderwijs nog steeds niet in overeenstemming is met artikel 11, besluit hij zijn verslag met een advies over de nadere regels voor de integratie van de leerplichtige minderjarige in een schoolinrichting ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. De verantwoordelijke personen kunnen hun opmerkingen laten gelden overeenkomstig het eerste lid.

Indien, na de tweede controle, de Commissie beslist dat het studieniveau niet in overeenstemming is met artikel 11, schrijven de verantwoordelijke personen de leerplichtige minderjarige in een schoolinrichting ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of in een inrichting bedoeld bij artikel 3.

De Commissie bepaalt, voor het gewoon onderwijs, en met inachtneming van het zesde lid, voor het bijzonder secundair onderwijs van vorm 4, de vorm, de afdeling en het studiejaar waarvoor de leerplichtige minderjarige ingeschreven moet worden.

Wanneer het advies van de Algemene Inspectiedienst tot de integratie besluit van de leerplichtige minderjarige in het bijzonder onderwijs, wordt van dit advies kennisgegeven aan de verantwoordelijke personen die bezwaar kunnen indienen tegen deze integratie bij de Commissie binnen de vijftien dagen van de kennisgeving van het advies. In geval van instemming of gebrek aan bezwaar binnen de termijn, laten de verantwoordelijke personen het medisch onderzoek, het psychologisch onderzoek, het pedagogisch examen en de sociale studie bedoeld bij artikel 12, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het bijzonder onderwijs uitvoeren. Het verslag van deze wordt aan de Commissie overgezonden, die daarna een beslissing neemt.

De Commissie bepaalt, voor het bijzonder onderwijs, het type en, desnoods, de vorm alsook de maturiteitsgraad of de fase waarvoor de leerplichtige minderjarige ingeschreven moet worden.

Voor de toepassing van de vijfde en zevende leden, kan de Commissie afwijken van de toelatingsvoorwaarden. Haar beslissing rust op de leeftijd alsook de vaardigheden en de verworven kennis van de leerplichtige minderjarige ».

B.3.9. Artikel 18 van het decreet van 25 april 2008 bepaalt :

« Ten laatste gedurende het schooljaar waarin hij de leeftijd van twaalf jaar zal bereiken, schrijven de verantwoordelijke personen de leerplichtige minderjarige die thuis les volgt, in voor de gemeenschappelijke externe proef ingericht voor het behalen van het getuigschrift van basisonderwijs krachtens het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs ».

B.3.10. Artikel 19 van het decreet van 25 april 2008 bepaalt :

« Ten laatste gedurende het schooljaar waarin hij de leeftijd van veertien jaar zal bereiken, schrijven de verantwoordelijke personen de leerplichtige minderjarige die thuis les volgt, in voor de examens ingericht voor het behalen van de oriëntatieattesten voor de eerste graad krachtens het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs ».

B.3.11. Artikel 20 van het decreet van 25 april 2008 bepaalt :

« Ten laatste gedurende het schooljaar waarin hij de leeftijd van zestien jaar zal bereiken, schrijven de verantwoordelijke personen de leerplichtige minderjarige die thuis les volgt, in voor de examens ingericht voor het behalen van de oriëntatieattesten voor de tweede graad krachtens het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs ».

B.3.12. Artikel 21 van het decreet van 25 april 2008 bepaalt :

« De verantwoordelijke personen schrijven de leerplichtige minderjarige die onder het ten huize verstrekte onderwijs ressorteert, in in een schoolinrichting ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of in een inrichting bedoeld bij artikel 3, indien hij het getuigschrift of de attesten niet verkregen heeft met inachtneming van de voorwaarden bedoeld bij de artikelen 18 tot 20.

Voor het gewoon onderwijs en voor het [bijzonder] secundair onderwijs van vorm 4, bepaalt de Commissie de vorm, de afdeling en het studiejaar waarvoor de leerplichtige minderjarige ingeschreven moet worden.

De Commissie bepaalt, voor het [bijzonder] onderwijs, het type en, desnoods, de vorm alsook de maturiteitsgraad of de fase waarvoor de leerplichtige minderjarige ingeschreven moet worden.

Voor de toepassing van de tweede en derde leden, kan de Commissie afwijken van de toelatingsvoorwaarden volgens dezelfde nadere regels als deze bepaald bij artikel 17, laatste lid.

Indien de Commissie acht onvoldoende ingelicht te zijn, kan ze de Algemene Inspectiedienst verzoeken om een verslag op te stellen zoals bedoeld bij artikel 17, derde lid. Wanneer dit verslag tot de integratie in het [bijzonder] onderwijs besluit, zijn de formaliteiten bedoeld bij artikel 17, zesde lid, van toepassing.

Indien de verantwoordelijke personen zich een inschrijving van de leerplichtige minderjarige in het [bijzonder] onderwijs voornemen, brengen ze er de Commissie op de hoogte van binnen de vijftien dagen die volgen op de proclamatie van de resultaten of de beslissing tot niet-toekenning van het getuigschrift van basisonderwijs en laten de examens bedoeld bij artikel 12, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het [bijzonder] onderwijs geschieden. Het verslag over deze examens wordt aan de Commissie overgezonden.

In geval van beroep tegen de beslissing tot niet-uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs, neemt de termijn voor de berichtgeving aan de Commissie bedoeld in het vorige lid een aanvang de dag van de kennisgeving van de beslissing van de Raad van beroep ».

*Ten aanzien van de memorie van de Franse Gemeenschapsregering*

B.4.1. De Franse Gemeenschapsregering heeft een memorie ingediend waarin wordt verwezen naar de memorie van antwoord die zij heeft neergelegd in het kader van de procedure voor de Raad van State met betrekking tot het beroep tot vernietiging van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 21 mei 1999, die aanleiding heeft gegeven tot het arrest nr. 159.340 van 30 mei 2006; zij vraagt dat die memorie, die stuk nr. 11 van de bijlagen bij het verzoekschrift tot vernietiging vormt, wordt beschouwd als « zijnde integraal overgenomen, *mutatis mutandis* » in haar memorie.

B.4.2. De verzoekende partijen gedragen zich naar het oordeel van het Hof over de vraag of de gewone verwijzing naar een stuk dat voor een ander rechtscollege is ingediend in een geschil met een ander formeel onderwerp, een regelmatige memorie kan vormen in de zin van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

B.4.3. Hoewel de artikelen 81 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 aan de partijen die een memorie indienen de verplichting opleggen verschillende formele regels na te leven, formuleren zij evenwel geen enkele vereiste ten aanzien van de inhoud van de memorie.

Een partij kan bijgevolg verwijzen naar een tekst die zijzelf eerder heeft ingediend voor een ander rechtscollege dan het Hof, aangezien die tekst, die een van de bij het verzoekschrift tot vernietiging gevoegde stukken vormt, de tegenspraak in acht neemt, vermits de verzoekende partijen die kennen, en hij voor de verzoekende partijen een voldoende nauwe band met het bestreden decreet vertoont, in die mate dat zij het zelf nodig hebben geacht die bij hun verzoekschrift te voegen.

*Ten gronde*

B.5. Het decreet van 25 april 2008 voert voor het huisonderwijs, zoals het is gedefinieerd in artikel 5 van het decreet, enerzijds, een controle in op het aan huis verstrekte onderwijs (artikelen 11 en volgende) en, anderzijds, een vereiste van certificatie (artikelen 18 en volgende).

Het Hof zal de middelen in de onderstaande volgorde onderzoeken :

1. Ten aanzien van het toepassingsgebied van het decreet van 25 april 2008 in het licht van de bevoegdheid-verdelende regels (vierde en vijfde middel);

2. Ten aanzien van de controle op het huisonderwijs (eerste en tweede middel);

3. Ten aanzien van de proeven voor het behalen van een getuigschrift (tweede, derde en zesde middel).

*1. Ten aanzien van het toepassingsgebied van het decreet van 25 april 2008 in het licht van de bevoegdheidverdelende regels  
Wat het vierde middel betreft*

B.6. Het vierde middel is afgeleid uit de schending van artikel 127, § 1, eerste lid, 2°, en § 2, van de Grondwet.

Overwegende dat uit de artikelen 3, 5 en 15 van het bestreden decreet volgt dat het voor het aan huis verstrekte onderwijs gekozen criterium de woonplaats van het kind is, voeren de verzoekende partijen aan dat de Franse Gemeenschap niet bevoegd is om dit onderwijs te regelen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, en dat die aangelegenheid federaal is gebleven.

Zij zijn overigens van mening dat een aanknopng met de Franse Gemeenschap door een verklaring van huisonderwijs op geen enkele grondwettelijke basis berust en dat in elk geval een probleem bestaat voor het onderwijs dat in Brussel wordt verstrekt in een andere taal dan het Frans of het Nederlands, of in beide talen.



B.7. Artikel 127 van de Grondwet bepaalt :

« § 1. De Parlementen van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap regelen, elk voor zich, bij decreet :

1° de culturele aangelegenheden;

2° het onderwijs, met uitsluiting van :

a) de bepaling van het begin en het einde van de leerplicht;

b) de minimale voorwaarden voor het uitreiken van de diploma's;

c) de pensioenregeling;

[...]

§ 2. Deze decreten hebben kracht van wet respectievelijk in het Nederlandse taalgebied en in het Franse taalgebied, alsmede ten aanzien van de instellingen gevestigd in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens hun activiteiten moeten worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de ene of de andere gemeenschap ».

B.8. Zoals voortvloeit uit de tekst van artikel 5 van het bestreden decreet en zoals in de in B.1.2 aangehaalde parlementaire voorbereiding wordt uiteengezet, heeft het decreet van 25 april 2008 tot doel de naleving van de leerplicht te controleren, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen twee onderwijstypen buiten het door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijs : enerzijds, het onderwijs dat, daar het voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 3 van het decreet van 25 april 2008, het mogelijk maakt aan te nemen dat aan de leerplicht is voldaan en, anderzijds, alle andere onderwijssituaties bedoeld in artikel 5 van het decreet van 25 april 2008 en waarop de bepalingen van het bestreden decreet van toepassing zullen zijn, met name de controle van het studieniveau en de vereiste om te slagen voor proeven voor het behalen van een getuigschrift.

Onder het toepassingsgebied van het « huisonderwijs » bedoeld in het bestreden decreet vallen aldus zowel individuele - de kinderen krijgen thuis onderwijs door hun ouders - als collectieve onderwijssituaties - de kinderen worden ingeschreven in onderwijsinstellingen die noch ingericht, noch gesubsidieerd zijn door de Gemeenschap, noch beoogd in artikel 3 van het decreet van 25 april 2008.

B.9.1. Geen enkele bepaling van het decreet van 25 april 2008 definieert het territoriale toepassingsgebied ervan.

Het bestreden artikel 15 bepaalt evenwel dat de controle van het studieniveau door de Algemene Inspectiedienst gebeurt « op individuele basis of voor het geheel van de leerplichtige minderjarigen die thuis les volgen, gedomicilieerd in eenzelfde zone in de zin van artikel 13 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welzijn in de basisscholen en artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan ».

Krachts artikel 1, 8°, van het voormelde decreet van 14 maart 1995 is een zone een « geografische eenheid [is] die identiek is voor elk net ». Met toepassing van artikel 13 van hetzelfde decreet heeft de Franse Gemeenschapsregering in een besluit van 11 juli 2002 tien zones bepaald, waaronder « het gebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ». Artikel 1 van het voormelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 bepaalt eveneens tien zones, waaronder het « administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad ».

B.9.2. Op grond van artikel 127, § 2, van de Grondwet hebben de decreten die het onderwijs regelen, kracht van wet respectievelijk in het Nederlandse taalgebied en in het Franse taalgebied, alsmede ten aanzien van de instellingen gevestigd in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die wegens hun activiteiten moeten worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de ene of de andere gemeenschap.

De in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad gedomicilieerde kinderen die onder het huisonderwijs ressorteren, kunnen niet worden beschouwd als « instellingen » in de zin van artikel 127, § 2, van de Grondwet, die uitsluitend onder de bevoegdheid van één gemeenschap kunnen vallen; die kinderen ressorteren bijgevolg, wat die aangelegenheid betreft, onder de bevoegdheid van de federale Staat.

B.9.3. Uit hetgeen voorafgaat in B.9.1 blijkt evenwel dat de toepassing van het bestreden decreet op kinderen die woonachtig zijn in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad niet voortvloeit uit dat decreet maar uit het voormelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993. Het onderzoek van dergelijke reglementaire bepalingen behoort niet tot de bevoegdheid van het Hof.

B.10. Onder voorbehoud van hetgeen is vermeld in B.9.2, is het middel niet gegrond.

*Wat het vijfde middel betreft*

B.11. De verzoekende partijen voeren een vijfde middel aan, afgeleid uit de schending van artikel 127, § 1, van de Grondwet en van het beginsel van « de territoriale soevereiniteit ».

Zij zijn van mening dat artikel 3 van het bestreden decreet, door sommige inrichtingen die in het buitenland zijn gevestigd en niet voldoen aan de daarin vastgestelde vereisten, onder het toepassingsgebied van « huisonderwijs » te laten vallen, in strijd is met de bevoegdheidsregels. Volgens de verzoekers beschikt de Franse Gemeenschap immers over geen enkele territoriale bevoegdheid, zowel op basis van het volkenrecht als op basis van artikel 127 van de Grondwet, om in het buitenland verstrekt onderwijs aan een zowel pedagogische als ideologische controle te onderwerpen.

B.12.1. Op grond van artikel 127, § 1, eerste lid, 2°, van de Grondwet beschikken de gemeenschappen over de principiële bevoegdheid inzake onderwijs. Die bevoegdheid houdt in dat de gemeenschappen de daadwerkelijke naleving van de leerplicht moeten controleren.

De controle van het studieniveau die het bestreden decreet invoert, strekt ertoe de naleving te verzekeren van de leerplicht van de kinderen die thuis onderwijs volgen en onder de Franse Gemeenschap vallen.

B.12.2. Teneinde rekening te houden met, enerzijds, het feit dat « België op zijn grondgebied onderwijsinstellingen verwelkomt waarvan het onderwijs in overeenstemming is met de wetgeving van de Staat waaraan zij zijn verbonden » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2007-2008, nr. 521/1, p. 4), en, anderzijds, de situatie van de personen die in het Franse taalgebied verblijven en « hun kinderen naar school sturen in het buitenland en in het bijzonder in de buurlanden », bepaalt artikel 3, eerste lid, 3°, van het decreet van 25 april 2008 dat de schoolinrichtingen die onder een buitenlands stelsel vallen, door de Franse Gemeenschapsregering kunnen worden erkend onder de in het tweede tot vierde lid van datzelfde artikel bepaalde voorwaarden.

Die erkenning kan dus betrekking hebben op onderwijsinstellingen die onder een buitenlands stelsel vallen ongeacht of zij op het Belgische grondgebied of daarbuiten zijn gevestigd.

De kinderen die les volgen in die onderwijsinrichtingen die onder een buitenlands stelsel vallen, zullen kunnen worden geacht te voldoen aan de leerplicht indien die inrichtingen worden erkend bij een regeringsbeslissing :

« [De regeringsbeslissing] zal rekening houden met het studieprogramma teneinde te verzekeren dat het opleidingsniveau gelijkwaardig is aan datgene dat door het onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt geboden, maar eveneens dat dat onderwijs niet kennelijk onverenigbaar is met onze maatschappelijke waarden. Dat zou aldus bijvoorbeeld het geval zijn voor een inrichting die lijfstraffen zou hanteren of waarvan het onderwijs zou steunen op racistische, seksistische of andere discriminerende opvattingen.

Die bepaling wijzigt geenszins de regels betreffende de gelijkwaardigheid van de diploma's en beperkt zich ertoe te erkennen dat, wanneer de voorwaarden ervan zijn vervuld, de betrokken minderjarige wordt geacht aan de leerplicht te voldoen.

De aanvraag zal kunnen worden ingediend door de inrichting zelf, maar eveneens door de personen die verantwoordelijk zijn voor de minderjarige. Die laatste hypothese beoogt in de praktijk hoofdzakelijk de schoolinrichtingen die in het buitenland zijn gevestigd en die, in tegenstelling tot die welke zich in België bevinden, slechts weinig belang erbij zouden hebben de aanvraag in te dienen. De beslissing zal in alle gevallen de inrichting en niet de minderjarige beogen, met dien verstande dat, in geval van weigering, die laatste zal worden geacht onder het huisonderwijs te vallen » (*ibid.*).

B.12.3. Uit de formulering van het middel blijkt dat daarin artikel 3 van het decreet van 25 april 2008 enkel wordt bekritiseerd in zoverre het de erkenning mogelijk maakt van onderwijsinrichtingen die onder een buitenlands stelsel vallen en buiten het Belgisch grondgebied zijn gevestigd.

B.13.1. Wanneer de onder een buitenlands stelsel ressorterende inrichtingen door de Regering worden erkend overeenkomstig artikel 3 van het bestreden decreet, worden de kinderen die in die inrichtingen les volgen, geacht te voldoen aan de leerplicht, zodat zij, doordat zij niet onder het huisonderwijs vallen, worden vrijgesteld van de controle van het studieniveau, alsook van de vereiste om te slagen voor de bij de artikelen 18 tot 20 van het bestreden decreet opgelegde proeven.

Het is derhalve coherent dat die erkenning van de onderwijsinrichting gebeurt op basis van dezelfde criteria als die van de controle van het studieniveau, namelijk het studieniveau en de naleving van de fundamentele waarden van onze maatschappij.

B.13.2. Door de erkenning van een schoolinrichting die onder een buitenlands stelsel valt en buiten het Belgisch grondgebied is gevestigd, uitgevoerd op basis van de in de inrichting gevolgde studieprogramma's, oefent de Franse Gemeenschap niet op extraterritoriale wijze een controle uit op het in die inrichting verstrekt onderwijs, maar bepaalt zij, binnen haar bevoegdheidssfeer inzake onderwijs, voor de kinderen die huisonderwijs volgen en onder haar bevoegdheid ressorteren, de voorwaarden om te voldoen aan de leerplicht door les te volgen in een erkende buitenlandse inrichting.

De weigering om de in het buitenland gevestigde inrichting te erkennen, heeft voor het overige geen gevolgen voor de inrichting zelf, maar zal er enkel toe leiden dat de aan de leerplicht onderworpen kinderen die onder de bevoegdheid van de Gemeenschap vallen en les zouden volgen in een buitenlandse onderwijsinrichting die niet is erkend in de zin van artikel 3 van het decreet, zullen worden geacht te ressorteren onder het huisonderwijs in de zin van artikel 5 van het decreet en bijgevolg zullen worden onderworpen aan de controles van het studieniveau waarin de artikelen 11 en volgende van het decreet van 25 april 2008 voorzien, alsook aan de vereiste te slagen voor de proeven bedoeld in de artikelen 18 tot 20 van het decreet.

B.13.3. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen aanvoeren, strekken de voorwaarden bedoeld in artikel 3 van het decreet van 25 april 2008 ertoe de naleving te waarborgen van de leerplicht van de kinderen die zijn onderworpen aan de leerplicht van de Franse Gemeenschap, zonder tot doel of tot voorwerp te hebben de in het buitenland gevestigde onderwijsinrichtingen te controleren.

B.13.4. Het middel is niet gegrond.

#### 2. Ten aanzien van de controle van het huisonderwijs

B.14.1. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de onderwijsvrijheid gewaarborgd bij artikel 24, in het bijzonder § 1, eerste en tweede lid, van de Grondwet.

Volgens de verzoekende partijen kent de onnauwkeurigheid van de bewoordingen van het decreet aan de Algemene Inspectiedienst de bevoegdheid toe om te beoordelen wat onder « gelijkwaardig studieniveau » moet worden begrepen en aldus de keuze van de ouders en van de leerkrachten in het geding te brengen.

De verzoekers zijn van mening dat de bij het decreet opgelegde « onrechtmatige » pedagogische verplichtingen, met name de documenten die aan de inspectie moeten worden voorgelegd (artikel 13 van het decreet), de mogelijke controle van het schoolbezoek op elk ogenblik (artikel 14 van het decreet) in een gebouw van de overheid (artikel 16 van het decreet) en de mogelijke sanctie van een verplichte inschrijving in een door de Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde school (artikel 17 van het decreet), eveneens strijdig zijn met de vrijheid van onderwijs.

B.14.2. In het tweede middel, afgeleid uit de schending van artikel 24, § 1, in samenhang gelezen met artikel 19, van de Grondwet, voeren de verzoekende partijen aan dat het bestreden decreet, door de verplichting op te leggen dat het onderwijs verstrekt buiten het door de Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijs de doelstellingen nastreeft die zijn gedefinieerd in het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs, in overeenstemming is met titel II van de Grondwet en geen waarden voorstaat die kennelijk onverenigbaar zijn met het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, een schending inhoudt van de « keuzevrijheid » van de ouders en de leerkrachten, vermits onderwijs dat niet zou samenvallen met de filosofische en ideologische uitgangspunten van het decreet, sancties riskeert, zoals de verplichting om het kind in te schrijven in een door de Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde school in geval van niet-slagen.

B.15.1. Artikel 24 van de Grondwet bepaalt :

« 1. Het onderwijs is vrij; elke preventieve maatregel is verboden; de bestraffing van de misdrijven wordt alleen door de wet of het decreet geregeld.

De gemeenschap waarborgt de keuzevrijheid van de ouders.

De gemeenschap richt neutraal onderwijs in. De neutraliteit houdt onder meer in, de eerbied voor de filosofische, ideologische of godsdienstige opvattingen van de ouders en de leerlingen.

De scholen ingericht door openbare besturen bieden, tot het einde van de leerplicht, de keuze aan tussen onderricht in een der erkende godsdiensten en de niet-confessionele zedenleer.

§ 2. Zo een gemeenschap als inrichtende macht bevoegdheden wil opdragen aan een of meer autonome organen, kan dit slechts bij decreet, aangenomen met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen.

§ 3. Ieder heeft recht op onderwijs, met eerbiediging van de fundamentele rechten en vrijheden. De toegang tot het onderwijs is kosteloos tot het einde van de leerplicht.

Alle leerlingen die leerplichtig zijn, hebben ten laste van de gemeenschap recht op een morele of religieuze opvoeding.

§ 4. Alle leerlingen of studenten, ouders, personeelsleden en onderwijsinstellingen zijn gelijk voor de wet of het decreet. De wet en het decreet houden rekening met objectieve verschillen, waaronder de eigen karakteristieken van iedere inrichtende macht, die een aangepaste behandeling verantwoorden.

§ 5. De inrichting, erkenning of subsidiëring van het onderwijs door de gemeenschap wordt geregeld door de wet of het decreet ».

B.15.2. Artikel 19 van de Grondwet bepaalt :

« De vrijheid van eredienst, de vrije openbare uitoefening ervan, alsmede de vrijheid om op elk gebied zijn mening te uiten, zijn gewaarborgd, behoudens bestraffing van de misdrijven die ter gelegenheid van het gebruikmaken van die vrijheden worden gepleegd ».

B.16.1. De door artikel 24, § 1, van de Grondwet gewaarborgde onderwijsvrijheid garandeert het recht tot oprichting - en dus tot keuze - van scholen die al dan niet geënt zijn op een bepaalde confessionele of niet-confessionele levensbeschouwing. Zij impliceert voor privépersonen eveneens de mogelijkheid om - zonder voorafgaande toestemming en onder voorbehoud van de inachtneming van de fundamentele rechten en vrijheden - naar eigen inzicht onderwijs in te richten en te laten verstrekken, zowel naar de vorm als naar de inhoud, bijvoorbeeld door scholen op te richten die hun eigenheid vinden in bepaalde pedagogische of onderwijskundige opvattingen.

B.16.2. Hoewel de vrijheid van onderwijs de keuzevrijheid van de ouders op het vlak van de vorm van het onderwijs omvat, en met name de keuze voor huisonderwijs dat door de ouders wordt verstrekt, of voor onderwijs dat wordt verstrekt in een onderwijsinrichting die niet ingericht, noch gesubsidieerd, noch erkend is in de zin van artikel 3 van dat decreet, moet die keuzevrijheid van de ouders evenwel in die zin worden geïnterpreteerd dat zij rekening houdt met, enerzijds, het hogere belang van het kind en zijn grondrecht op onderwijs en, anderzijds, de naleving van de leerplicht.

B.17.1. Artikel 24, § 3, van de Grondwet waarborgt immers het recht van iedereen om onderwijs te krijgen « met eerbiediging van de fundamentele rechten en vrijheden », terwijl artikel 24, § 4, herinnert aan het beginsel van gelijkheid tussen alle leerlingen en studenten.

Artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Niemand zal het recht op onderwijs worden ontzegd. Bij de uitoefening van alle functies welke de Staat in verband met de opvoeding en het onderwijs op zich neemt zal de Staat het recht eerbiedigen van de ouders om (voor hun kinderen) zich van die opvoeding en van dat onderwijs te verzekeren welke overeenstemmen met hun eigen godsdienstige en filosofische overtuigingen ».

Artikel 28 van het Internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind bepaalt :

« 1. De Staten die partij zijn, erkennen het recht van het kind op onderwijs, en teneinde dit recht geleidelijk en op basis van gelijke kansen te verwezenlijken [...] ».

Artikel 29 van dat Verdrag bepaalt :

« 1. De Staten die partij zijn, komen overeen dat het onderwijs aan het kind dient te zijn gericht op :

a) de zo volledig mogelijke ontplooiing van de persoonlijkheid, talenten en geestelijke en lichamelijke vermogens van het kind;

b) het bijbrengen van eerbied voor de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, en voor de in het Handvest van de Verenigde Naties vastgelegde beginselen;

c) het bijbrengen van eerbied voor de ouders van het kind, voor zijn of haar eigen culturele identiteit, taal en waarden, voor de nationale waarden van het land waar het kind woont, het land waar het is geboren, en voor andere beschavingen dan de zijne of hare;

d) de voorbereiding van het kind op een verantwoord leven in een vrije samenleving, in de geest van begrip, vrede, verdraagzaamheid, gelijkheid van geslachten, en vriendschap tussen alle volken, etnische, nationale en godsdienstige groepen en personen behorend tot de oorspronkelijke bevolking;

e) het bijbrengen van eerbied voor de natuurlijke omgeving.

[...] ».

Artikel 22bis van de Grondwet, zoals aangevuld bij de grondwetsherziening van 22 december 2008 (*Belgisch Staatsblad* van 29 december 2008) bepaalt overigens :

« Elk kind heeft recht op eerbiediging van zijn morele, lichamelijke, geestelijke en seksuele integriteit.

Elk kind heeft het recht zijn mening te uiten in alle aangelegenheden die het aangaan; met die mening wordt rekening gehouden in overeenstemming met zijn leeftijd en zijn onderscheidingsvermogen.

Elk kind heeft recht op maatregelen en diensten die zijn ontwikkeling bevorderen.

Het belang van het kind is de eerste overweging bij elke beslissing die het kind aangaat.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen deze rechten van het kind ».

B.17.2. Het recht op onderwijs van het kind kan bijgevolg de keuzevrijheid van de ouders en de vrijheid van de leerkrachten op het vlak van het onderwijs dat zij wensen te verstrekken aan het aan de leerplicht onderworpen kind, beperken.

Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens is aldus van oordeel dat, wanneer de rechten van de ouders, in plaats van het recht van het kind op onderwijs te versterken, met dat recht in conflict komen, de belangen van het kind primeren (zie EHRM, 30 november 2004, beslissing *Bulski* t. Polen; zie ook EHRM, 5 februari 1990, beslissing *Graeme* t. Verenigd Koninkrijk, EHRM, 30 juni 1993, beslissing *B.N. en S.N.* t. Zweden, en EHRM, 11 september 2006, beslissing *Fritz Konrad* en *anderen* t. Duitsland).

B.17.3. In de context van het onderwijs vormt de vrijheid van meningsuiting, gewaarborgd bij artikel 19 van de Grondwet, een aspect van de actieve vrijheid van onderwijs, opgevat als de vrijheid om onderwijs te verstrekken volgens zijn ideologische, filosofische en religieuze opvattingen.

Zoals de actieve vrijheid van onderwijs, is die vrijheid van meningsuiting in het onderwijs evenwel niet absoluut; zij moet zich immers verzoenen met het recht op onderwijs van de kinderen en met het doel de geest van de kinderen open te stellen voor het pluralisme en de verdraagzaamheid, die essentieel zijn voor de democratie.

B.18.1. Het bestreden decreet heeft tot doel « te verzekeren dat de aan de leerplicht onderworpen minderjarigen hun recht op onderwijs genieten » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2007-2008, nr. 521/1, p. 4).

Door een periode vast te stellen gedurende welke het onderwijs verplicht is voor alle kinderen, strekt de leerplicht ertoe de kinderen te beschermen en de doeltreffendheid van hun recht op onderwijs te verzekeren.

Artikel 1, § 2, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht bepaalt :

« Het onderwijs en de vorming die aan de leerplichtige worden verstrekt, moeten bijdragen tot diens opvoeding alsmede tot diens voorbereiding tot de uitoefening van een beroep ».

De parlementaire voorbereiding van de voormelde wet van 29 juni 1983, die de duur van de leerplicht heeft verlengd, geeft aan dat de leerplicht in wezen wordt gedefinieerd ten opzichte van de pedagogische inhoud :

« Gezien het uitgangspunt - het recht van iedere jongere op een basisvorming - wordt de leerplicht niet alleen afgelijnd naar leeftijd toe, maar ook en vooral naar pedagogische inhoud » (*Parl. St.*, Kamer, 1982-1983, nr. 645/1, p. 6).

Ten aanzien van het huisonderwijs werd gepreciseerd :

« Hoewel het huisonderwijs nog nauwelijks aan enige sociologische realiteit beantwoordt, houdt § 4 de mogelijkheid open, onder door de Koning vast te stellen voorwaarden, [...] huisondericht [te verstrekken, met naleving van de leerplicht] om te voldoen aan de in artikel 17 van de Grondwet voorgeschreven vrijheid van onderwijs » (*ibid.*, p. 7).

B.18.2. Hoewel, overeenkomstig artikel 1, § 6, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, ook door middel van huisonderwijs kan worden voldaan aan de leerplicht, kan de keuze voor die onderwijsvorm - waarvan het wettige karakter niet wordt betwist door het bestreden decreet - er evenwel niet toe leiden dat de ouders ervan zouden worden vrijgesteld voor hun kinderen de leerplicht in acht te nemen - waarvan de niet-naleving overigens strafrechtelijk wordt bestraft - of dat zij het recht op onderwijs van hun kinderen zouden schenden.

De noodzaak om te waken over de naleving van de leerplicht kan de gemeenschappen aldus ertoe brengen controlemechanismen in te voeren die het mogelijk maken na te gaan dat alle kinderen daadwerkelijk, zelfs thuis, onderwijs krijgen waardoor aan de leerplicht wordt voldaan, teneinde hun recht op onderwijs te waarborgen.

B.18.3. Er dient derhalve te worden nagegaan of de bij het bestreden decreet ingevoerde voorwaarden en controles, afbreuk doen aan de pedagogische vrijheid die is vervat in de vrijheid van onderwijs zoals gewaarborgd bij artikel 24, § 1, van de Grondwet, en of die maatregelen onevenredig zijn, door verder te gaan dan noodzakelijk is voor het bereiken van de beoogde doelstellingen van algemeen belang, namelijk het waarborgen van de kwaliteit en de gelijkwaardigheid van het onderwijs.

*Ten aanzien van de verwijzing naar bepaalde waarden*

B.19.1. De artikelen 3, tweede lid, en 11, tweede lid, van het decreet van 25 april 2008 maken het mogelijk na te gaan of het verstrekte onderwijs « in overeenstemming is met titel II van de Grondwet en in geen enkel opzicht waarden vooropstelt die klaarblijkelijk onverenigbaar zijn met het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, getekend te Rome op 4 november 1950 ».

Die bepalingen leggen een te verifiëren voorwaarde op voor de erkenning van een onderwijsinstelling die onder een buitenlands stelsel valt (artikel 3, tweede lid) en voor de controle van het studieniveau van het onderwijs dat als huisonderwijs wordt beschouwd overeenkomstig artikel 5 van het decreet (artikel 11, tweede lid).

Die bepalingen strekken ertoe na te gaan of het onderwijs « niet kennelijk onverenigbaar is met onze maatschappelijke waarden » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2007-2008, nr. 521/1, p. 4) :

« Dat zou aldus bijvoorbeeld het geval zijn voor een instelling die lijfstraffen zou hanteren of waarvan het onderwijs zou steunen op racistische, seksistische of andere discriminerende opvattingen » (*ibid.*).

Die bepalingen maken het mogelijk te verzekeren dat het recht op onderwijs van het kind overeenkomstig artikel 24, § 3, van de Grondwet wordt uitgeoefend « met eerbiediging van de fundamentele rechten en vrijheden », waaronder zowel titel II van de Grondwet als het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.19.2. De verzoekers zetten niet uiteen hoe de verwijzing naar de fundamentele waarden van een democratische maatschappij, verankerd in de voormelde bepalingen, afbreuk zou kunnen doen aan de vrijheid van onderwijs, of aan de vrijheid van meningsuiting van de ouders en van de leerkrachten, aangezien zij het bij artikel 24, § 3, van de Grondwet gewaarborgde recht op onderwijs van het kind in acht moeten nemen.

*Ten aanzien van de verwijzing naar het decreet van 24 juli 1997*

B.20.1. Artikel 11 van het decreet van 25 april 2008 bepaalt dat de Algemene Inspectiedienst het studieniveau in het huisonderwijs controleert, door te verzekeren dat het verstrekte onderwijs « de leerplichtige minderjarige de mogelijkheid biedt een studieniveau te verwerven dat gelijkwaardig is aan het referentiesysteem voor de basisvaardigheden, de eindvaardigheden, de vereiste gemeenschappelijke kennis en de minimale vaardigheden, [respectievelijk] bedoeld [...] bij de artikelen 16 en 25 of 35 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren ».

Op grond van artikel 11, tweede lid, verzekert de Algemene Inspectiedienst eveneens dat het verstrekte onderwijs de doelstellingen nastreeft die zijn gedefinieerd in artikel 6 van het voormelde decreet van 24 juli 1997.

B.20.2. In de parlementaire voorbereiding wordt ten aanzien van artikel 11 van het bestreden decreet uiteengezet :

« Die bepaling legt het referentiekader voor de controle van het studieniveau vast. Rekening houdend met het beginsel van de vrijheid van onderwijs kan geen sprake ervan zijn de naleving van de basisvaardigheden, eindvaardigheden, gemeenschappelijke vereiste kennis of de minimale vaardigheden als dusdanig op te leggen. Zij kunnen daarentegen dienen als criteria om het studieniveau te beoordelen dat moet worden bereikt voor de leerlingen die vallen onder het huisonderwijs. De Algemene Inspectiedienst zal dus ermee worden belast na te gaan of het verstrekte onderwijs redelijkerwijs van dien aard kan worden beschouwd dat het hetzelfde kennisniveau bereikt als datgene dat zou voortvloeien uit de toepassing van de basisvaardigheden » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2007-2008, nr. 521/1, p. 5).

Het is echter mogelijk om, overeenkomstig artikel 12 van het decreet van 25 april 2008, op een met redenen omklede aanvraag, een afwijking te verkrijgen van het normaal vereiste studieniveau « wanneer de leerplichtige minderjarige gezondheids-, leer-, gedragsproblemen ervaart of wanneer hij aan een motorische, sensorische of mentale handicap lijdt ».

Op die manier « is in mogelijkheden tot aanpassing voorzien voor de minderjarigen met een bijzonder profiel » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2007-2008, nr. 521/3, p. 4; zie ook *Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2007-2008, nr. 521/1, p. 3).

B.21.1. Het voormelde decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 voert een bijzondere structuur in voor de vorming, die van toepassing is op het basisonderwijs en het gewoon en bijzonder secundair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Artikel 6 van het decreet van 24 juli 1997 bepaalt :

« De Franse Gemeenschap, voor het onderwijs dat ze organiseert en elke inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs, streven tegelijkertijd en zonder hiërarchie de volgende doelstellingen na :

- 1° het zelfvertrouwen en de ontwikkeling van de persoon van elk van de leerlingen bevorderen;
- 2° alle leerlingen ertoe brengen wetenschap en competenties te verwerven die ze in staat stellen gedurende hun hele leven te leren en een actieve plaats in te nemen in het economisch, sociaal en cultureel leven;
- 3° alle leerlingen erop voorbereiden verantwoordelijke burgers te zijn, die in staat zijn mee te werken aan de ontwikkeling van een democratische, solidaire gemeenschap die pluralistisch is en openstaat voor andere culturen;
- 4° aan alle leerlingen gelijke kansen garanderen op een sociale emancipatie ».

B.21.2. Door te bepalen dat de Algemene Inspectiedienst controleert of het verstrekte onderwijs de doelstellingen nastreeft die in artikel 6 zijn gedefinieerd, strekt het bestreden artikel 11 ertoe dat het huisonderwijs dezelfde algemene doelstelling nastreeft als het gehele onderwijs, namelijk de intellectuele en sociale ontplooiing van alle kinderen.

Voor het overige stemt die doelstelling overeen met die welke het onderwijs en de vorming van de minderjarige moeten nastreven overeenkomstig artikel 1, § 2, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, namelijk bijdragen tot de opvoeding van de minderjarige en zijn voorbereiding op het uitoefenen van een beroep.

B.22.1. Het voormelde decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 voert het concept « bekwaamheidsniveaus » in, dat wordt gedefinieerd als een « referentiesysteem dat op een gestructureerde manier de basiscompetenties uiteenzet die uitgeoefend moeten worden tot aan het eind van de eerste 8 jaar van het verplicht onderwijs en deze die beheerst moeten worden aan het eind van elk van hun fasen omdat ze als noodzakelijk beschouwd worden voor de sociale integratie en voor de voortzetting van de studies » (artikel 5, 2°).

Het voert eveneens het concept van « eindtermen » in, dat wordt gedefinieerd als een « referentiesysteem dat op een gestructureerde manier de competenties uiteenzet waarvan de beheersing verwacht wordt op een bepaald niveau aan het eind van het secundair onderwijs » (artikel 5, 3°).

Artikel 16 van het voormelde decreet van 24 juli 1997 bepaalt de beginselen inzake de totstandkoming van de bekwaamheidsniveaus, terwijl de artikelen 25 en 35 betrekking hebben op de eindbekwaamheden, de gemeenschappelijke kennis en de minimale bekwaamheden, respectievelijk voor de algemene en technologische humaniora, en voor de beroeps- en technische humaniora.

De artikelen 9 en volgende van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2001 « tot bekrachtiging van de eindtermen zoals bedoeld in artikel 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren en tot organisatie van een procedure voor beperkte afwijking » regelt een procedure om af te wijken van de leermethoden die staan omschreven in de eindtermen.

B.22.2. In het voorontwerp dat is voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State was bepaald dat de Algemene Inspectiedienst moest verzekeren dat het verstrekte huisonderwijs het mogelijk maakt « een voldoende studieniveau te verwerven met verwijzing naar de basisvaardigheden, eindvaardigheden, de vereiste gemeenschappelijke kennis en de minimale vaardigheden [...] ».

De woorden « voldoende studieniveau » zijn vervangen door « gelijkwaardig studieniveau » teneinde rekening te houden met de opmerkingen van de Raad van State :

« De uitdrukking ' voldoende studieniveau ' is bijzonder vaag en laat derhalve een zeer ruime discretionaire bevoegdheid aan de Algemene Inspectiedienst.

[...]

De Raad van State ziet niet in waarom de leerplichtige minderjarigen alleen een ' voldoende studieniveau ' moeten verwerven met verwijzing naar de basisvaardigheden, de eindvaardigheden, de vereiste gemeenschappelijke kennis en de minimale vaardigheden, temeer daar zij [...] moeten worden onderworpen aan voorwaarden die identiek zijn met die van de minderjarigen die voortkomen uit andere onderwijsvormen voor de proef en de examens die zij moeten afleggen [...] » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2007-2008, nr. 521/1, p. 23).

B.23.1.1. Hoewel de vrijheid van onderwijs, bedoeld in artikel 24, § 1, van de Grondwet, het recht inhoudt om, zonder verwijzing naar een bepaalde professionele of niet-confessionele levensopvatting, onderwijs in te richten of aan te bieden waarvan het specifieke karakter is gesitueerd in de bijzondere pedagogische of opvoedkundige opvattingen, belet zij evenwel niet dat de bevoegde wetgever, teneinde de kwaliteit en de gelijkwaardigheid van het verplichte onderwijs te verzekeren, maatregelen neemt die op algemene wijze van toepassing zijn, los van de specificiteit van het verstrekte onderwijs.

B.23.1.2. Wat betreft het onderwijs dat met overheidsmiddelen wordt verstrekt, heeft het Hof erkend dat de bevoegde wetgever, met het oog op het verzekeren van de kwaliteit en de onderlinge gelijkwaardigheid van het onderwijs, maatregelen vermag te nemen die op de onderwijsinstellingen in het algemeen van toepassing zijn, ongeacht de eigenheid van het door hen verstrekte onderwijs (arresten nr. 76/96 van 18 december 1996, B.6; nr. 19/98 van 18 februari 1998, B.8.4; nr. 19/99 van 17 februari 1999, B.4.3; nr. 49/2001 van 18 april 2001, B.8; nr. 131/2003 van 8 oktober 2003, B.5.4). In dat opzicht zijn ontwikkelingsdoelstellingen, eindtermen en basisvaardigheden een adequaat middel om de gelijkwaardigheid van de studiebewijzen en diploma's veilig te stellen en om de onderlinge gelijkwaardigheid te vrijwaren van het onderwijs verstrekt in de instellingen die ouders en leerlingen vrij kunnen kiezen (arresten nr. 76/96 van 18 december 1996, B.8.3, en nr. 49/2001 van 18 april 2001, B.10.1).

Wat betreft de onderwijsinstellingen die ervoor kiezen geen beroep te doen op overheidssubsidiëring, ofschoon de overheid vermag toe te zien op de kwaliteit van het verstrekte onderwijs, vermag dat toezicht niet zo ver te gaan de inachtneming te eisen van de ontwikkelingsdoelstellingen, eindtermen of basisvaardigheden.

B.23.2. Door te verwijzen naar de basisvaardigheden, de eindvaardigheden, de vereiste gemeenschappelijke kennis en de minimale vaardigheden bepaald in het decreet van 24 juli 1997, maakt het bestreden artikel 11 het mogelijk het studieniveau van het kind te beoordelen ten opzichte van duidelijk vastgestelde « referentiesystemen », zodat het studieniveau zal worden beoordeeld op basis van criteria die de ouders en de leerkrachten bekend zijn, en die bijgevolg voldoende voorzienbaar zijn.

De verwijzing naar de basisvaardigheden, de eindvaardigheden, de vereiste gemeenschappelijke kennis en de minimale vaardigheden betekent dus niet dat de inhoud ervan zou kunnen worden opgelegd aan de kinderen die ressorteren onder het huisonderwijs; die verwijzing betekent alleen dat zij criteria zijn die een aanwijzing vormen voor de algemene basiskennis en -vaardigheden die een kind volgens zijn leeftijd moet hebben.

In de parlementaire voorbereiding heeft de minister overigens uitdrukkelijk uiteengezet :

« De verwijzing naar de voormelde termen en vaardigheden mag het [de Algemene Inspectiedienst] in geen geval mogelijk maken een oordeel uit te brengen over de gehanteerde pedagogische praktijken of eender welke inhoud op te leggen. Die duidelijk vastgestelde referentienormen moeten toelaten elke willekeur te vermijden! » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2007-2008, nr. 521/3, pp. 3-4).

B.23.3. Het bestreden artikel 11 maakt het dus niet mogelijk de leerkrachten van het huisonderwijs een leerplan op te leggen.

De tekst van het bestreden artikel 11 bepaalt overigens niet dat de Algemene Inspectiedienst controleert of het studieniveau « identiek » is, maar alleen of het « gelijkwaardig » is aan de basisvaardigheden, de eindvaardigheden, de vereiste gemeenschappelijke kennis en de minimale vaardigheden bepaald in het decreet van 24 juli 1997.

Die « gelijkwaardigheid » van het studieniveau van het huisonderwijs ten opzichte van het ingerichte of gesubsidieerde onderwijs moet bijgevolg dezelfde betekenis krijgen als de « gelijkwaardigheid » in de zin van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften.

B.23.4. Rekening houdend, bijgevolg, met de specifieke kenmerken van het huisonderwijs en van de vrijheid van onderwijs, moet de beoordeling van het « gelijkwaardige » karakter van het studieniveau rekening houden met de pedagogische methoden, alsook met de ideologische, filosofische of religieuze opvattingen van de ouders of van de leerkrachten, op voorwaarde dat die methodes en opvattingen niet indruisen tegen het recht van het kind op onderwijs met naleving van de fundamentele vrijheden en rechten en geen afbreuk doen aan de kwaliteit van het onderwijs, noch aan het te bereiken studieniveau.

B.23.5. Artikel 11 van het bestreden decreet schendt de vrijheid van onderwijs niet.

*Ten aanzien van de voorwaarden inzake de controle van het studieniveau*

B.24.1. Op grond van artikel 14 van het decreet van 25 april 2008 wordt het studieniveau gecontroleerd door de Algemene Inspectiedienst op basis van de in artikel 13 van het decreet bedoelde pedagogische documenten en op ondervraging van de leerlingen.

Volgens artikel 13 van het decreet wordt onder pedagogische documenten verstaan, « [met name] de gebruikte schoolboeken, het opgebouwde en gebruikte pedagogisch materiaal, de fardes en schoolboeken, de geschreven producties van de leerplichtige minderjarige, een individueel opleidingsplan ».

Die documenten zijn « zichtbare sporen van de aangewende middelen om het onderwijs te verstrekken » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2007-2008, nr. 521/1, p. 5):

« De raadpleging van die documenten zal het de Algemene Inspectiedienst eventueel mogelijk maken zijn aandacht te vestigen op de gezinnen waarin de voorbereiding minder lijkt » (*ibid.*).

B.24.2. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen aanvoeren is het begrip « individueel opleidingsplan » bij wijze van voorbeeld gegeven en vormt het dus niet meer dan een van de documenten die een studieprogramma in het huisonderwijs kunnen aantonen.

Dat begrip is wel degelijk gepreciseerd en de bestreden bepaling schendt artikel 24, § 5, van de Grondwet bijgevolg niet.

B.25.1. Overeenkomstig artikel 15 van het decreet gebeurt die controle individueel en voor alle leerplichtige minderjarigen die huisonderwijs volgen en in eenzelfde zone zijn gedomicilieerd.

Op grond van artikel 16 van het decreet verloopt die controle van het studieniveau in een gebouw van de overheid dat door de Algemene Inspectiedienst wordt gekozen.

B.25.2. De verzoekers zetten niet uiteen hoe het feit dat de controle van het studieniveau gebeurt in een overheidsgebouw, afbreuk kan doen aan de vrijheid van onderwijs.

Voor het overige is het feit dat de controle van het studieniveau een verplaatsing van de kinderen kan vereisen, geen onevenredige maatregel, daar die verplaatsing beperkt zal zijn, vermits, zoals in artikel 15 van het decreet wordt bepaald, de controle plaatsheeft per zone, volgens de woonplaats van het kind.

B.25.3. De artikelen 13 en 16 van het bestreden decreet schenden de vrijheid van onderwijs niet.

*Ten aanzien van de gevolgen van de controle van het studieniveau*

B.26.1. Op grond van artikel 14 kan een controle van het studieniveau op eender welk ogenblik plaatshebben en minstens gedurende de jaren waarin de leerplichtige minderjarige de leeftijd van 8 en 10 jaar bereikt.

In de parlementaire voorbereiding wordt uiteengezet:

« Naar gelang van de situatie van ieder kind zal de Algemene Inspectiedienst een controle op eender welk ogenblik kunnen uitvoeren. De Regering of de Commissie voor het Huisonderwijs kunnen die eveneens vereisen. In alle gevallen zal een controle evenwel moeten plaatshebben gedurende elk van de in die bepaling aangegeven jaren. Op die manier zal een controle plaatshebben minstens om de twee jaar. Voor de jaren daarna blijven die controles vanzelfsprekend mogelijk, maar ze zijn niet langer verplicht, vermits de minderjarigen een examen zullen moeten afleggen voor de examencommissie » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2007-2008, nr. 521/1, p. 5).

B.26.2. Door het mogelijk te maken dat op eender welk ogenblik een controle kan plaatshebben, wordt getracht rekening te houden met de situatie van ieder kind.

De Algemene Inspectiedienst moet van die controle overigens kennis geven aan de verantwoordelijke personen minstens één maand vóór de datum van de controle (artikel 14, derde lid, van het decreet van 25 april 2008).

B.26.3. Artikel 14 schendt de vrijheid van onderwijs niet.

B.27.1. Na de controle van het studieniveau, stelt de Algemene Inspectiedienst binnen de maand een verslag op en brengt een advies uit over de overeenstemming met artikel 11 van het ten huize verstrekte onderwijs. Van het controleverslag en het advies over de overeenstemming met artikel 11 van het decreet wordt kennisgegeven aan de verantwoordelijke personen die, binnen tien dagen na de kennisgeving, hun opmerkingen schriftelijk kunnen meedelen aan de Commissie voor het huisonderwijs, die zich hierover uitsprekt (artikel 17, eerste en tweede lid, van het decreet van 25 april 2008).

In geval van een negatieve beslissing heeft een nieuwe controle plaats, volgens dezelfde regels, minstens twee maanden en hoogstens vier maanden na de kennisgeving van die beslissing; indien de beslissing opnieuw negatief is, beschikken de verantwoordelijke personen opnieuw over de mogelijkheid hun opmerkingen schriftelijk mee te delen binnen tien dagen na de kennisgeving (artikel 17, derde lid, van het decreet van 25 april 2008).

Er is voorzien in een specifieke regeling wanneer de Algemene Inspectiedienst van mening is dat de minderjarige onder het gespecialiseerd onderwijs valt (artikel 17, zesde lid, van het decreet van 25 april 2008).

In geval van een tweede negatieve beslissing van de Commissie beschikken de verantwoordelijke personen over vijftien dagen vanaf de kennisgeving van de beslissing van de Commissie om een beroep in te stellen bij de Regering. De Regering beschikt over één maand om zich uit te spreken over het beroep (artikelen 23 en 24 van het decreet van 25 april 2008).

Alleen wanneer de Regering het beroep tegen een tweede negatieve beslissing van de Commissie verwerpt, moeten de verantwoordelijke personen de leerplichtige minderjarige inschrijven in een door de Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde inrichting of in een inrichting bedoeld in artikel 3 van het decreet (artikel 17, vierde lid, van het decreet van 25 april 2008), om een einde te maken aan een situatie van « ontoereikende scholing » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2007-2008, nr. 521/1, p. 6).

B.27.2. Het is niet onredelijk, noch onevenredig om, na die lange procedure waarbij rekening wordt gehouden met zowel het advies van de verantwoordelijke personen als het belang van het kind, de verplichting op te leggen dat, in de hypothese van twee opeenvolgende vastgestelde lacunes in het studieniveau van het kind dat huisonderwijs volgt, het kind wordt ingeschreven in een ingerichte, gesubsidieerde of in artikel 3 van het decreet bedoelde onderwijsinrichting.

De keuzevrijheid van de ouders ten aanzien van het onderwijs dat zij aan hun kind willen verstrekken, wordt aldus slechts beperkt in zoverre hun keuze leidt tot een onderwijs waarvan tot tweemaal toe is vastgesteld dat het gebrekkig is en aldus indruist tegen het recht op onderwijs van het kind.

De verplichte inschrijving van het kind in een ingerichte, gesubsidieerde of in artikel 3 van het decreet van 25 april 2008 bedoelde onderwijsinrichting verzekert aldus het kind dat het een onderwijs zal genieten waarvan het studieniveau ofwel voldoet aan de in het decreet van 24 juli 1997 gedefinieerde vaardigheden, ofwel is erkend overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 25 april 2008.

Voor het overige behouden de ouders hun keuzevrijheid ten aanzien van de onderwijsinrichting, die niet noodzakelijk moet vallen onder het door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijs, vermits het kan gaan om een in de zin van artikel 3 van het decreet erkende instelling.

B.27.3. Artikel 17 van het bestreden decreet schendt de vrijheid van onderwijs niet.

B.27.4. In zoverre de middelen zijn gericht tegen de artikelen 3, 11, 13, 14, 16 en 17 van het bestreden decreet, zijn zij niet gegrond.

### 3. Ten aanzien van de proeven voor het behalen van een getuigschrift

#### Wat het tweede en het derde middel betreft

B.28.1. Het tweede middel, afgeleid uit de vrijheid van onderwijs gewaarborgd bij artikel 24 van de Grondwet, bekritiseert eveneens de proeven en examens waarin de artikelen 18 en 20 voorzien, alsook de sanctie van de verplichte inschrijving in een georganiseerde, gesubsidieerde of erkende onderwijsinrichting bij het niet slagen voor die proeven voor het behalen van een getuigschrift (artikel 21 van het decreet).

B.28.2. In hun derde middel, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, zijn de verzoekers van mening dat artikel 21 van het decreet een discriminatie invoert tussen de minderjarigen die thuis onderwijs volgen en, bij niet-slagen voor de proef of de examens, zullen moeten worden ingeschreven in een door de Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde school, en de anderen, die hun schoolcursus zullen kunnen voortzetten zonder van inrichting te veranderen, ook al slagen zij niet of lopen zij een schoolachterstand op.

B.29.1. De artikelen 18 tot 20 van het bestreden decreet voorzien erin dat het kind dat huisonderwijs volgt, wordt ingeschreven voor verschillende proeven.

Artikel 18 bepaalt dat het kind dat huisonderwijs volgt uiterlijk het schooljaar waarin het de leeftijd van twaalf jaar bereikt, zal moeten worden ingeschreven voor de gemeenschappelijke externe proef ingericht voor het behalen van het getuigschrift van basisonderwijs krachtens het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs.

Artikel 19 bepaalt dat het kind dat huisonderwijs volgt uiterlijk gedurende het schooljaar waarin het de leeftijd van veertien jaar bereikt, moet worden ingeschreven voor de examens ingericht voor het behalen van oriëntatieattesten voor de eerste graad krachtens het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs.

Artikel 20 bepaalt dat het kind dat huisonderwijs volgt uiterlijk gedurende het schooljaar waarin het de leeftijd van zestien jaar bereikt, moet worden ingeschreven voor de examens ingericht voor het behalen van de oriëntatieattesten voor de tweede graad krachtens het voormelde decreet van 12 mei 2004.

Wanneer de minderjarige gezondheids-, leer-, gedragsproblemen ervaart of wanneer hij aan een motorische, sensorische of mentale handicap lijdt, en daardoor een afwijking geniet overeenkomstig artikel 12, staat artikel 22 van het decreet de Commissie toe om, op grond van een met redenen omklede aanvraag, vrijstellingen of extratermijnen toe te kennen voor het afleggen van de proeven bedoeld in de artikelen 18 en 20.

Indien het kind het getuigschrift of de attesten niet verkrijgt onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 18 tot 20, zal het moeten worden ingeschreven in een door de Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichting of in een inrichting bedoeld in artikel 3 van het bestreden decreet (artikel 21, eerste lid).

B.29.2. Ten aanzien van de artikelen 18 tot 20 van het bestreden decreet wordt in de parlementaire voorbereiding uiteengezet :

« Parallel met de controle van het studieniveau, zijn de minderjarigen, wanneer zij de vereiste leeftijd bereiken, ertoe gehouden deel te nemen aan de door de Franse Gemeenschap georganiseerde proeven. De minimumleeftijd om zich in te schrijven is bepaald door, enerzijds, het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van de leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs en, anderzijds, het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs. Het onderhavige ontwerp legt dus alleen de maximumleeftijden voor elke proef vast » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2007-2008, nr. 521/1, p. 6).

Ten aanzien van artikel 21 wordt in de parlementaire voorbereiding uiteengezet :

« In geval van niet-slagen, zal de inschrijving in een schoolinrichting eveneens verplicht zijn zodra de minderjarige niet langer de mogelijkheid heeft zich in te schrijven voor de proeven met naleving van de in de vorige artikelen vastgestelde termijnen.

Die bepaling, die niet uitsluit dat de minderjarige aan meerdere sessies deelneemt, is verantwoord door de zorg om te voorkomen dat een minderjarige een schoolachterstand accumuleert in een kader dat minder waarborgen op het vlak van opvolging biedt dan het ingerichte of gesubsidieerde onderwijs. Een ruimere termijn om deel te nemen zou onverantwoord zijn, temeer daar de artikelen 12 en 22 rekening houden met de situatie van de minderjarigen die specifieke behoeften hebben.

De Commissie zal dan bepalen in welk type en in welk onderwijsniveau de minderjarige kan worden geïntegreerd in het kader van de controle van het studieniveau » (*ibid.*).

B.30.1. Vóór het decreet van 25 april 2008 waren de proeven bedoeld in de artikelen 18 tot 20 facultatief voor de kinderen die onder het huisonderwijs vallen.

Artikel 20, tweede lid, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs (hierna: decreet van 2 juni 2006) bepaalt dat de gezamenlijke externe proef toegankelijk is voor de kinderen die niet waren ingeschreven in het zesde jaar van het lager onderwijs en die minstens 11 jaar oud zijn op 31 december van het jaar van de proef.

Artikel 9 van het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (hierna: decreet van 12 mei 2004) bepaalt eveneens dat de examens met het oog op de toekenning van de oriënteringsattesten ter bekrachtiging van de eerste graad en de tweede graad toegankelijk zijn voor, respectievelijk, iedere kandidaat die op het ogenblik van de inschrijving voor het examen 13 jaar oud is of 14 jaar oud is.

B.30.2. Het verkrijgen van het getuigschrift van basisonderwijs door het slagen voor de gemeenschappelijke proef, ook al was die facultatief voor de kinderen die onder het huisonderwijs vallen, vóór de inwerkingtreding van het bestreden decreet, vormt niettemin vaak een voorafgaande voorwaarde voor de inschrijving in een instelling van secundair onderwijs.

Het slagen voor de examens van de examencommissie van de Franse Gemeenschap vormt evenzo de noodzakelijke voorwaarde voor de inschrijving in een instelling voor hoger onderwijs en het door de examencommissie uitgereikte attest is vaak noodzakelijk om bepaalde betrekkingen te kunnen verkrijgen.

B.30.3. Het feit dat die proeven verplicht worden gemaakt en niet langer facultatief zijn, voor het kind dat onder het huisonderwijs valt, kan op zich niet worden beschouwd als een aantasting van de vrijheid van onderwijs.

Die gestandaardiseerde proeven maken het immers mogelijk de verworvenheden en de kennis van het kind te evalueren en aan te tonen, en bijgevolg zijn studieniveau te situeren volgens zijn leeftijd en ten opzichte van de elementaire kennis die men met die proeven tracht na te gaan, zonder dat de verplichting om aan die proeven deel te nemen het thuis verstrekte onderwijs als dusdanig kan beïnvloeden.

In plaats van de vrijheid van onderwijs aan te tasten, stellen die proeven de ouders en leerkrachten integendeel in staat het niveau van het onderwijs dat zij verstrekken of laten verstrekken, alsook de gehanteerde pedagogische instrumenten, te evalueren en eventueel aan te passen.

B.30.4. De scholen die de eerste twee verzoekende partijen zijn, hebben overigens zelf in hun memorie van antwoord aangegeven dat zij hun leerlingen gewoonlijk laten deelnemen aan een dergelijke proef en dat het slaagpercentage uitstekend is.

B.30.5. Het tweede middel is niet gegrond in zoverre het tegen de artikelen 18 tot 20 van het bestreden decreet is gericht.

B.31. Artikel 21 van het bestreden decreet bepaalt dat de leerplichtige minderjarige die het getuigschrift van basisonderwijs of de oriëntatieattesten niet behaalt, moet worden ingeschreven in een schoolinrichting ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of in een inrichting bedoeld bij artikel 3.

B.32.1. Ten aanzien van de gevolgen van het niet-slagen voor de certificatieproeven, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State opgemerkt:

« Luidens artikel 15 [artikel 21 geworden], zijn de minderjarigen, indien zij niet slagen voor het eerste van elk van de examens waarin de artikelen 12 tot 14 [de artikelen 18 tot 20 geworden], ertoe gehouden zich in te schrijven ' in een schoolinrichting ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of in een inrichting bedoeld bij artikel 5 [artikel 3 geworden] ', wat een verschil in behandeling tot stand brengt tussen de minderjarigen die huisonderwijs krijgen en de anderen. Indien de laatstgenoemden niet slagen voor de proef of de examens of een schoolachterstand hebben opgelopen, kunnen zij immers hun schoolopleiding voortzetten zonder van onderwijstype te veranderen.

Dat verschil, dat niet volledig opgevangen is door artikel 17 van het voorontwerp [artikel 22 geworden] zou moeten worden toegelicht in de commentaar bij de bepaling » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2007-2008, nr. 521/1, p. 26).

B.32.2. Er dient een onderscheid te worden gemaakt tussen, enerzijds, de gezamenlijke externe proef tot het behalen van het getuigschrift van basisonderwijs en, anderzijds, de examens die worden georganiseerd met het oog op de toekenning van de oriënteringsattesten met betrekking tot de eerste graad en de tweede graad.

*Ten aanzien van het getuigschrift van basisonderwijs*

B.33.1. Artikel 20 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 13 december 2007, bepaalt:

« Alle leerlingen die in het zesde jaar lager onderwijs van het gewoon onderwijs ingeschreven zijn, moeten aan een gezamenlijke externe proef deelnemen waarbij het getuigschrift van basisonderwijs uitgereikt wordt.

Deze proef is ook toegankelijk voor de leerlingen van het gespecialiseerd lager onderwijs alsook, op aanvraag van de ouders of van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, voor elke minderjarige die onderworpen is aan de leerplicht en die minstens 11 jaar oud is op 31 december van het jaar van de proef en die niet in het zesde jaar van het lager onderwijs ingeschreven is.

[...] ».

Artikel 21 van hetzelfde decreet bepaalt:

« De gezamenlijke externe proef heeft betrekking op de beheersing van de bekwaamheden verwacht na de tweede stap van het leerplichtonderwijs zoals bepaald in het decreet van 19 juli 2001 tot bekrachtiging van de eindtermen zoals bedoeld in artikel 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

[...] ».

B.33.2. Uit de regeling bepaald in het decreet van 2 juni 2006 blijkt dat de leerlingen die niet onder het huisonderwijs vallen, meer dan één keer kunnen deelnemen aan een gezamenlijke externe proef wanneer zij hun zesde jaar lager onderwijs overdoen, zonder dat hun een maximumleeftijd wordt opgelegd om voor die proef te slagen.

De kinderen die onder het huisonderwijs vallen, kunnen zich daarentegen pas inschrijven voor de proef wanneer zij « minstens 11 jaar oud [zijn] op 31 december van het jaar van de proef » (artikel 20 van het decreet van 2 juni 2006), maar moeten voor die proef slagen « ten laatste gedurende het schooljaar waarin [zij] de leeftijd van 12 jaar [zullen bereiken] », anders worden zij ingeschreven in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde, gesubsidieerde of erkende inrichting (artikelen 18 en 21 van het decreet van 25 april 2008).

Hoewel de leerlingen die onder het huisonderwijs vallen, als gevolg van de combinatie van de voormelde bepalingen, meer dan één keer kunnen deelnemen aan de gemeenschappelijke externe proef, moeten zij niettemin op een jongere leeftijd voor die proef slagen dan, met name, de in een onderwijsinrichting ingeschreven leerlingen, die hun zesde leerjaar van de lagere school mogen overdoen.



B.33.3. Bovendien bepaalt artikel 28, § 1, van het voormelde decreet van 2 juni 2006, gewijzigd bij het voormelde decreet van 13 december 2007 :

« De examencommissie die binnen elke schoolinrichting wordt samengesteld overeenkomstig § 2, reikt het Getuigschrift van Basisonderwijs uit aan elke leerling die geslaagd is voor de gezamenlijke proef ».

Artikel 29 van hetzelfde decreet bepaalt :

« § 1. De examencommissie bedoeld in artikel 28 kan een Getuigschrift van Basisonderwijs uitreiken aan de leerling die niet geslaagd is of niet heeft kunnen deelnemen aan het geheel of een gedeelte van de gezamenlijke externe proef.

§ 2. De examencommissie baseert haar beslissing op een dossier met een afschrift van de schoolresultaten van de leerling van de twee laatste jaren van het lager onderwijs zoals ze meegedeeld werden aan de ouders alsook met een uitvoerig rapport van de onderwijzer met zijn gunstig of ongunstig advies over de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs aan de betrokken leerling.

Wanneer een leerling sinds minder dan twee schooljaren het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd lager onderwijs volgt, kan een afschrift van de schoolresultaten van één schooljaar volstaan.

De examencommissie voegt bij het dossier elk ander element dat ze nodig acht.

[...] ».

B.33.4. Uit die bepaling vloeit voort dat het slagen voor de gemeenschappelijke externe proef geen noodzakelijke voorwaarde is om het getuigschrift van basisonderwijs te verkrijgen voor het kind dat in het zesde leerjaar is ingeschreven, terwijl er geen equivalente mogelijkheid bestaat om het getuigschrift van basisonderwijs toe te kennen aan het kind dat onder het huisonderwijs valt en niet voor een gemeenschappelijke externe proef zou zijn geslaagd.

B.33.5. Uit hetgeen voorafgaat vloeit voort dat, zowel wat betreft de modaliteiten van deelname aan de gemeenschappelijke externe proef als wat betreft de mogelijkheden om het getuigschrift van basisonderwijs te verkrijgen, de kinderen die onder het huisonderwijs vallen anders worden behandeld dan de kinderen die onder het georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs vallen. Hoewel de decreetgever redelijkerwijs kon oordelen dat het niet slagen voor de gemeenschappelijke externe proef op lacunes wijst in het huisonderwijs dat aan het kind wordt verstrekt, en hoewel hij bijgevolg kon bepalen dat een kind dat het getuigschrift van basisonderwijs niet behaalt, moet worden ingeschreven in een onderwijsinrichting teneinde diens fundamentele recht op onderwijs te vrijwaren, is het niet verantwoord dat de kinderen die huisonderwijs krijgen minder mogelijkheden hebben om het getuigschrift te verkrijgen dan de kinderen die in een onderwijsinrichting zijn ingeschreven. Het komt de decreetgever toe om, rekening houdend met de specifieke kenmerken van het huisonderwijs, de gemeenschappelijke externe proef en de toekenning van het getuigschrift van basisonderwijs voor de kinderen die onder dat onderwijstype vallen, te organiseren onder voorwaarden die niet discriminerend zijn ten opzichte van die welke gelden voor de kinderen die in een onderwijsinrichting zijn ingeschreven.

B.33.6. Vermits het duidelijk is dat dit niet het geval is in de huidige stand van de decretale teksten die de toekenning van het getuigschrift van basisonderwijs regelen voor de kinderen die onder het huisonderwijs vallen, is het gevolg dat verbonden is aan het niet-verkrijgen van het getuigschrift, dat voor die kinderen impliceert dat zij, wanneer zij niet slagen voor de gemeenschappelijke externe proef op de leeftijd van twaalf jaar, van onderwijssysteem moeten veranderen, onevenredig.

Het tweede en het derde middel zijn gegrond in zoverre zij zijn gericht tegen artikel 21 van het bestreden decreet, voor zover het van toepassing is op de kinderen die door artikel 18 van dat decreet worden beoogd.

*Ten aanzien van de oriënteringsattesten voor de eerste en de tweede graad*

B.34.1. Artikel 9 van het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs (hierna : decreet van 12 mei 2004) bepaalt :

« § 1. Worden toegelaten tot de examens met als doel het verkrijgen van de oriënteringsattesten ter bekrachtiging van de eerste graad :

1° de leerlingen die het eerste en het tweede jaar voltijds secundair onderwijs hebben gevolgd;

2° iedere kandidaat die een basis studiegetuigschrift heeft bekomen en twaalf jaar oud is;

3° iedere kandidaat die op het ogenblik van de inschrijving voor het examen 13 jaar oud is.

§ 2. Worden toegelaten tot de examens met als doel het verkrijgen van een getuigschrift voor de tweede graad secundair onderwijs :

1° de leerlingen die het eerste, tweede, derde en vierde jaar voltijds secundair onderwijs hebben gevolgd;

2° de leerlingen die in het bezit zijn van een oriënteringsattest A of B ter bekrachtiging van de eerste graad en die 14 jaar oud zijn;

3° iedere kandidaat die op het ogenblik van de inschrijving voor het examen 14 jaar oud is ».

Artikel 25 van hetzelfde decreet bepaalt :

« § 1. Voor de eerste graad beraadslaagt de Examencommissie op het einde van de proeven.

Wanneer het examen voor een vak uit een schriftelijke en een mondelinge proef bestaat, wordt het percentage berekend op basis van het totaal van beide proeven.

§ 2. De kandidaat die niet aan alle vakken heeft deelgenomen, wordt afgewezen.

§ 3. De kandidaat die minstens 50 % behaalt van het totaal aantal punten voor de volledige examengroep en minstens 50 % op elk van de vakken, wordt toegelaten en behaalt het oriënteringsattest A van de eerste graad.

§ 4. De kandidaat die minder dan 50 % behaalt van het totaal aantal punten voor alle proeven of minder dan 50 % op Frans of wiskundige vorming, wordt op het einde van de proeven voor de eerste graad afgewezen en ontvangt een oriënteringsattest C.

Vrijstellingen voor ondervragingen worden door de Examencommissie verleend aan de kandidaat die werd afgewezen voor alle vakken of de groep van vakken waarvoor hij minstens 60 % van de punten heeft behaald. Deze vrijstellingen worden verleend aan de kandidaten die aan alle examens van de examengroep hebben deelgenomen.

§ 5. Voor de tweede graad beraadslaagt de Examencommissie op het einde van de proeven voor elke groep.

Wanneer het examen voor een vak uit een schriftelijke en een mondelinge proef bestaat, wordt het percentage berekend op basis van het totaal van beide proeven.

§ 6. De kandidaat die niet aan alle vakken heeft deelgenomen, wordt afgewezen.

§ 7. De kandidaat die minstens 50 % behaalt van het totaal aantal punten voor alle vakken van de betreffende groep en minstens 50 % op elk van de vakken, wordt toegelaten op het einde van elke groep.

§ 8. Wordt op het einde van elk van de examengroepen afgewezen :

a) de kandidaat die minder dan 50 % behaalt van het totaal aantal punten voor alle vakken en de groep van vakken.

b) de kandidaat die minder dan 40 % behaalt voor één of meerdere vakken of voor één of meerdere groepen van vakken van de eerste en tweede groep.

c) de kandidaat die minder dan 50 % behaalt voor één van de vakken van de derde groep.

§ 9. Is onderwerp van een beslissing genomen in beraadslaging : de kandidaat die minstens 50 % behaalt van het totaal aantal punten voor alle vakken of groepen van vakken van de betreffende groep, heeft tussen de 40 en 50 % behaalt voor één of meerdere vakken of voor één of meerdere groepen van vakken van de eerste of de tweede groep.

§ 10. De kandidaat die geslaagd wordt verklaard op het einde van een examengroep ontvangt een attest van gedeeltelijk welslagen.

De afgifte van het getuigschrift secundair onderwijs van de tweede graad is onderworpen aan het slagen voor de twee examengroepen bedoeld in artikels 15 en 16 of voor de drie examengroepen die deel uitmaken van hetzelfde programma besproken en bedoeld in artikels 17 en 18, op voorwaarde dat de attesten voor gedeeltelijk welslagen binnen een termijn van maximum vijf jaar werden behaald, vanaf het slagen voor de eerste examengroep. In geval dat deze termijn wordt overschreden, kan de Regering besluiten tot het verlenen van een afwijking van deze tijdslimiet en dit bij wijze van uitzondering en volgens de regels die zij bepaalt.

Vrijstellingen van overhoringen worden door de Examencommissie verleend aan de kandidaat die is afgewezen voor alle vakken of vakgroepen waarvoor hij minstens 60 % van de punten heeft behaald, terwijl hij zich opnieuw inschrijft voor de betreffende examengroep op basis van hetzelfde afgelegde programma. Deze vrijstellingen worden aan de kandidaten verleend die aan alle examens betreffende de examengroep hebben deelgenomen ».

B.34.2. Het slagen voor de proeven van de examencommissie vindt zijn oorsprong in het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 24 mei 2004 dat het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 21 mei 1999 « tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht door het verstrekken van onderwijs aan huis » heeft gewijzigd nog vóór dat laatste door de Raad van State is nietig verklaard.

Een lid van het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft eraan herinnerd dat de verplichting om deel te nemen aan de proeven van de examenjury aldus tot doel had « te antwoorden op de bekommernissen van de ouders die wensten dat hun kind naar een schoolinrichting kan gaan als regelmatige leerling na huisonderwijs te hebben gevolgd » (C.R.L., nr. 18, Parlement van de Franse Gemeenschap, 22 april 2008, p. 11) :

« Daartoe is het met name noodzakelijk dat het kind slaagt voor de proeven die toegang verlenen tot het beoogde onderwijsniveau. Alleen het slagen voor de examens georganiseerd door de Franse Gemeenschap, door de desbetreffende examencommissie of door een door haar ingerichte of gesubsidieerde instelling, leidt tot het erkende diploma. Die stap is noodzakelijk om met name toegang te hebben tot het hoger onderwijs.

[...]

Men kan zich echter vragen stellen bij het verplichte karakter van die proeven. Zelfs facultatief zouden die het doel bereiken dat erin bestaat een diploma te verkrijgen of naar de school terug te keren » (*ibid.*).

B.34.3. Hoewel de examens van de examencommissie van de Franse Gemeenschap toegankelijk zijn voor de kinderen die op het ogenblik van hun inschrijving 12 (voor een kind dat het getuigschrift van basisonderwijs heeft behaald), 13 of 14 jaar zijn naargelang zij de attesten van de eerste of van de tweede graad trachten te verkrijgen (artikel 9 van het decreet van 12 mei 2004), voorzien de artikelen 19 en 20 van het decreet van 25 april 2008 in de verplichte inschrijving van het kind in een georganiseerde, gesubsidieerde of in artikel 3 van het decreet van 25 april 2008 bedoelde instelling indien het kind dat onder het huisonderwijs valt, die attesten niet verkrijgt in de loop van het schooljaar waarin het de leeftijd van 14 of 16 jaar zal bereiken.

Overeenkomstig hetgeen de parlementaire voorbereiding van het decreet van 25 april 2008 laat verstaan, zal het kind dat onder het huisonderwijs valt dus meerdere keren kunnen deelnemen aan de examens alvorens zijn niet-slagen gevolgen met zich meebrengt.

B.34.4. Hoewel het kind dat in een onderwijsinrichting is ingeschreven en dat meerdere keren aan die examens deelneemt zonder daarvoor te slagen, geen andere sanctie krijgt dan het niet-toekennen van het oriënteringsattest dat het tracht te behalen, is het kind dat onder het huisonderwijs valt ertoe gehouden voor die proeven te slagen binnen een bepaalde termijn, waarna zijn niet-slagen niet alleen tot gevolg heeft dat het het oriënteringsattest niet kan verkrijgen, maar ook dat het moet worden ingeschreven in een georganiseerde, gesubsidieerde of in artikel 3 van het bestreden decreet bedoelde onderwijsinrichting.

B.34.5. Vermits de voorwaarden die zijn opgelegd aan de minderjarigen die onder het huisonderwijs vallen en aan de minderjarigen die in een onderwijsinrichting zijn ingeschreven, hun dezelfde kansen bieden om meerdere keren aan de betrokken examens deel te nemen met het oog op de toekenning van de attesten, is het niet discriminerend dat de decreetgever specifieke gevolgen verbindt aan het niet-slagen voor die proeven wanneer de minderjarige onder het huisonderwijs valt. Het is immers niet onredelijk te oordelen dat een herhaald niet-slagen van een minderjarige die huisonderwijs krijgt, op lacunes wijst in het onderwijs dat hem wordt verstrekt, zodat het in overeenstemming is met zowel het doel dat erin bestaat het recht van iedere minderjarige op onderwijs te waarborgen, als het belang van de betrokken minderjarige te voorzien in een verandering van onderwijstype door zijn verplichte inschrijving in een onderwijsinrichting. De niet-geslaagde minderjarige die reeds in een door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijsinrichting is ingeschreven, wordt overigens niet anders behandeld vermits hij naar een dergelijke inrichting moet blijven gaan tot het einde van de leerplicht.

Overigens kunnen de verantwoordelijke personen de onderwijsinrichting vrij kiezen, die een schoolinrichting kan zijn die door de Gemeenschap is georganiseerd of gesubsidieerd, of een schoolinrichting bedoeld in artikel 3 van het bestreden decreet, zodat de mogelijke aantasting van hun keuzevrijheid niet als onevenredig kan worden beschouwd.

B.35. Het tweede en het derde middel zijn niet gegrond in zoverre zij zijn gericht tegen artikel 21 van het bestreden decreet voor zover het van toepassing is op de kinderen die door de artikelen 19 en 20 van dat decreet worden beoogd.

B.36. Het zesde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 22, 24, 30 en 129, § 1, 2°, van de Grondwet.

De verzoekers zijn van mening dat de Gemeenschap, door de verplichting op te leggen te slagen voor in het Frans georganiseerde certificatieproeven, terwijl het huisonderwijs in een andere taal kan worden verstrekt, haar bevoegdheden overschrijdt, met schending van artikel 129, § 1, 2°, van de Grondwet, dat haar de regeling van het gebruik van de talen in het onderwijs alleen toestaat « in de door de overheid opgerichte, gesubsidieerde of erkende instellingen ».

De verzoekers zijn overigens van mening dat de Franse Gemeenschap de vrijheid van onderwijs, de vrijheid van het gebruik van de talen en het recht op de eerbiediging van het privé- en gezinsleven van zowel de ouders die voor hun kinderen voor huisonderwijs kiezen als de privéleerkrachten op discriminerende wijze schendt.

B.37.1. Artikel 129 van de Grondwet bepaalt :

« § 1. De Parlementen van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap regelen, bij uitsluiting van de federale wetgever, elk voor zich, bij decreet, het gebruik van de talen voor :

[...]

2° het onderwijs in de door de overheid opgerichte, gesubsidieerde of erkende instellingen;

[...] ».

B.37.2. Artikel 22 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht ».

B.37.3. Artikel 30 van de Grondwet bepaalt :

« Het gebruik van de in België gesproken talen is vrij; het kan niet worden geregeld dan door de wet en alleen voor handelingen van het openbaar gezag en voor gerechtszaken ».

B.38. Uit de formulering van het middel blijkt dat het de artikelen 18 tot 21 van het decreet van 25 april 2008 bekritiseert, in zoverre die bepalingen betrekking hebben op kinderen die onder het huisonderwijs vallen en die volledig of hoofdzakelijk in een andere taal dan het Frans les krijgen.

B.39.1. Door te bepalen dat de leerplichtige kinderen die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen en thuisonderwijs krijgen, moeten deelnemen aan de door de Franse Gemeenschap in het Frans georganiseerde certificatieproeven, en dat zij, wanneer zij niet voor die proeven slagen, zullen moeten worden ingeschreven in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde, gesubsidieerde of erkende instelling, zijn de artikelen 18 tot 21 van het bestreden decreet geen bepalingen die het gebruik van de talen in het onderwijs regelen, in de zin van artikel 129, § 1, 2°, van de Grondwet, maar bepalingen die het onderwijs regelen in de zin van artikel 127, § 1, eerste lid, 2°, van de Grondwet.

B.39.2. De bestreden bepalingen vallen bijgevolg onder de bevoegdheid van de decreetgever.

Het middel is niet gegrond in zoverre het is afgeleid uit de schending van artikel 129, § 1, 2°, van de Grondwet.

B.40. Er moet nog worden onderzocht of die bepalingen niet op onverantwoorde wijze afbreuk doen aan de vrijheid van het gebruik van de talen in het kader van het huisonderwijs, die zou worden afgeleid uit de in het middel genoemde grondwetsbepalingen.

B.41.1. Wanneer de ouders kiezen voor huisonderwijs voor hun kind, kunnen zij beslissen dat onderwijs uitsluitend of hoofdzakelijk in een andere taal dan het Frans te verstrekken of te laten verstrekken.

Die keuze, die onder het privéleven valt, kan met name worden verklaard door het feit dat ouders, van buitenlandse nationaliteit, met name onderdanen van de Europese Unie, die slechts tijdelijk op het Belgische grondgebied verblijven, een onderwijs in hun moedertaal kunnen verkiezen boven de taal van hun tijdelijke verblijfplaats.

Hoewel de Franse Gemeenschap niet ertoe is gehouden de buitenlandse onderdanen een recht op een onderwijs volgens hun voorkeur op taalgebied te verzekeren, mag zij een dergelijke keuze niet verhinderen, onder meer wanneer die wordt uitgeoefend in het kader van het huisonderwijs in de zin van het bestreden decreet.

De kinderen die onder het huisonderwijs vallen en onderwijs krijgen in een andere taal dan het Frans, worden immers niet beoogd noch door de wetgeving betreffende de taalregeling in het onderwijs, noch onder de wetgeving betreffende het taalbadonderwijs.

B.41.2. Aangezien evenwel de leerplicht, die ertoe strekt de daadwerkelijke uitoefening van het recht op onderwijs te waarborgen, in het belang van het kind, op een effectieve wijze dient te kunnen worden bewaakt en van de Franse Gemeenschap redelijkerwijze niet kan worden verwacht dat zij ervoor zorgt dat de voormelde certificatieproeven in elke taal worden afgenomen, wat haar overigens door geen enkele grondwettelijke of internationale verplichting wordt opgelegd, is het niet onevenredig om de kinderen die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteren en die thuisonderwijs krijgen, aan de in het Frans georganiseerde certificatieproeven te onderwerpen, zelfs indien dat thuisonderwijs uitsluitend of hoofdzakelijk in een andere taal wordt verstrekt.

B.42. Het zesde middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 21 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, in zoverre het van toepassing is op de kinderen die bij artikel 18 van dat decreet worden beoogd;

- verwerpt het beroep voor het overige, onder voorbehoud van wat is vermeld in B.9.2.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 9 juli 2009.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2009 — 2716

[2009/203262]

## Auszug aus dem Urteil Nr. 107/2009 vom 9. Juli 2009

Geschäftsverzeichnisnummer 4507

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 25. April 2008 zur Festlegung der Bedingungen im Hinblick auf die Erfüllung der Schulpflicht außerhalb des von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichts, erhoben von der VoG «Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance» und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und M. Bossuyt, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, E. Derycke und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

## I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. August 2008 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. September 2008 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 25. April 2008 zur Festlegung der Bedingungen im Hinblick auf die Erfüllung der Schulpflicht außerhalb des von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichts (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 12. Juni 2008): die VoG «Ecole Notre-Dame de la Sainte-Espérance», mit Vereinigungssitz in 1050 Brüssel, rue de la Concorde 37, die VoG «Schola Nova», mit Vereinigungssitz in 1315 Incourt, rue de Brombais 11, Serge Bya und Ysabel Martinez Ovando, wohnhaft in 1348 Neulöwen, Cour de la Ciboulette 17/102, François Croonen und Marie Brabant, wohnhaft in 1160 Brüssel, rue Guillaume Dekelver 49, Clothilde Coppieters de Gibson, wohnhaft in 7911 Oeudeghien, chaussée de Brunehaut 48, Alain Mossay und Catherine Frankart, wohnhaft in 6900 Marche-en-Famenne, rue Hubert Gouverneur 17, Etienne Cassart und Sophie Adam, wohnhaft in 6690 Vielsalm, Cahay 96, Jean-Claude Verduyck und Yolande Garcia Palacios, wohnhaft in 6470 Sautin, Les Bruyères 1, Jérémie Detournay und Sophie Calonne, wohnhaft in 7880 Flobecq, Potterée 9, Luc Lejoly und Vinciane Devuyt, wohnhaft in 5020 Malonne, Basses-Calenges 3, Blair Bonin und Dina Gautreaux, wohnhaft in 1348 Neulöwen, rue du Bassinia 22, Pierre Wathelet und Ingrid Van den Perreboom, wohnhaft in 4020 Lüttich, rue de Porto 51, und Dominique Buffet und Mélanie Ducamp, wohnhaft in 5600 Roly, place Saint-Denis 3.

Die von denselben klagenden Parteien erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung desselben Dekrets wurde durch das Urteil Nr. 158/2008 vom 6. November 2008, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 27. Januar 2009 veröffentlicht wurde, zurückgewiesen.

(...)

## II. In rechtlicher Beziehung

(...)

## In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Die Klage auf Nichtigerklärung ist gegen das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 25. April 2008 zur Festlegung der Bedingungen im Hinblick auf die Erfüllung der Schulpflicht außerhalb des von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichts (nachstehend: Dekret vom 25. April 2008) gerichtet.

B.1.2. Das Dekret führt für diese Art von Unterricht eine Regelung ein mit dem Ziel, «es zu ermöglichen, den Minderjährigen ihr Recht auf einen Qualitätsunterricht zu gewährleisten, was die Einführung von wirksamen Verfahren zur Kontrolle der Schulpflicht sowie von Referenznormen voraussetzt» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2007-2008, Nr. 521/1, S. 3), und «den in Artikel 24 der Verfassung verankerten Grundsatz der Unterrichtsfreiheit zu beachten» (ebenda).

Hierzu unterscheidet das Dekret neben dem von der Gemeinschaft organisierten und subventionierten Unterricht zwischen zwei Arten von Unterricht:

«Zunächst ist vorgesehen, dass Minderjährige, die eine Einrichtung besuchen, die ein den in der Französischen Gemeinschaft ausgestellten Diplomen gleichwertiges Diplom verleihen, die Schulpflicht erfüllen, wenn sie die Verwaltung über ihre Einschreibung in dieser Einrichtung informiert haben. Dies ist der Fall für die Einrichtungen, die einer der anderen Gemeinschaften unterstehen, oder diejenigen, deren Gleichwertigkeit anerkannt wurde. Eine andere Hypothese betrifft die Einrichtungen, für die zwar nicht diese Gleichwertigkeit gilt, die aber zur Ausstellung eines ausländischen Diploms führen können. In diesem Fall wird die Regierung anerkennen müssen, dass mit diesem Schulbesuch die Schulpflicht erfüllt ist.

Alle anderen Unterrichtsformen, selbst kollektive, gehören zum Hausunterricht und unterliegen in diesem Sinne spezifischen Bestimmungen, nämlich der Verpflichtung, die Kontrolle des Unterrichtsniveaus einzuhalten und an den von der Französischen Gemeinschaft organisierten Prüfungen für den Erhalt eines Zeugnisses teilzunehmen» (ebenda).

B.2.1. Um den Erfordernissen nach Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 zu entsprechen, müssen die in der Klageschrift vorgebrachten Klagegründe angeben, welche Vorschriften, deren Einhaltung der Hof gewährleistet, verletzt wären und welche Bestimmungen gegen diese Vorschriften verstoßen würden, und darlegen, in welcher Hinsicht diese Vorschriften durch die fraglichen Bestimmungen verletzt würden.

Diese Bestimmung erfordert somit, dass die klagenden Parteien selbst angeben, welche Artikel ihres Erachtens gegen die in den Klagegründen angeführten Normen verstoßen, deren Einhaltung der Hof gewährleistet.

B.2.2. Obwohl die klagenden Parteien die völlige Nichtigerklärung des Dekrets vom 25. April 2008 beantragen, geht aus der Darlegung der Klagegründe jedoch hervor, dass diese nur gegen gewisse Bestimmungen des Dekrets gerichtet sind, nämlich die Artikel 3 Absatz 1 Nr. 3 und Absatz 2 bis Absatz 4, 5, 11 und 13 bis 21 des Dekrets vom 25. April 2008.

Der Hof beschränkt seine Prüfung somit auf diese Bestimmungen.

## B.3.1. Artikel 3 des Dekrets vom 25. April 2008 bestimmt:

«Es wird davon ausgegangen, dass schulpflichtige Minderjährige die Schulpflicht erfüllt haben, wenn sie eingeschrieben sind in einer Schule:

1. die von einer anderen Gemeinschaft organisiert, subventioniert oder anerkannt ist;
2. deren Unterrichtsteilnahme zum Erhalt eines Befähigungsnachweises führen kann, der im Wege einer allgemeinen Verfügung in Anwendung des Gesetzes vom 19. März 1971 über die Gleichwertigkeit der ausländischen Diplome und Studienzeugnisse für gleichwertig erklärt wurde;
3. deren Unterrichtsteilnahme zum Erhalt eines Diploms oder eines Zeugnisses nach einem ausländischen System führen kann und deren Unterricht durch die Regierung auf Antrag der Einrichtung oder der für den minderjährigen schulpflichtigen Schüler verantwortlichen Personen anerkannt wurde als Unterricht, durch den die Schulpflicht erfüllt werden kann.

Für die Anwendung von Nr. 3 des vorstehenden Absatzes prüft die Regierung, ob der Unterricht ein gleichwertiges Niveau wie der in der Französischen Gemeinschaft erteilte Unterricht aufweist, ob er Titel II der Verfassung entspricht und in keiner Weise Werte vertritt, die offensichtlich im Widerspruch zu der am 4. November 1950 in Rom unterzeichneten Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten stehen.

Die Grundlage für die Entscheidung der Regierung bilden die in der Einrichtung vorgesehenen Unterrichtsprogramme.

Wenn die Regierung der Ansicht ist, dass der erteilte Unterricht nicht die Erfüllung der Schulpflicht ermöglicht, wird die Entscheidung der für die Einrichtung verantwortlichen natürlichen oder juristischen Person sowie den Personen, die einen schulpflichtigen Minderjährigen in dieser Einrichtung eingeschrieben haben, mitgeteilt».

B.3.2. Artikel 5 des Dekrets vom 25. April 2008 bestimmt:

«Hausunterricht erhalten die schulpflichtigen Minderjährigen, die weder in einer von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Einrichtung noch in einer Einrichtung im Sinne von Artikel 3 eingeschrieben sind».

B.3.3. Artikel 11 des Dekrets vom 25. April 2008 bestimmt:

«Der Allgemeine Inspektionsdienst ist mit der Kontrolle des Unterrichtsniveaus im Rahmen des Hausunterrichts beauftragt. Er sorgt dafür, dass der erteilte Unterricht dem schulpflichtigen Minderjährigen die Möglichkeit bietet, ein Unterrichtsniveau zu erreichen, das dem Referenzsystem für die Basiskompetenzen, den Endfertigkeiten, den erforderlichen gemeinsamen Kenntnissen und den Mindestkompetenzen im Sinne der Artikel 16 und 25 oder 35 des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung gleichwertig ist.

Der Allgemeine Inspektionsdienst sorgt ebenfalls dafür, dass der erteilte Unterricht die Ziele im Sinne von Artikel 6 des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung anstrebt, dass er Titel II der Verfassung entspricht und in keiner Weise Werte vertritt, die offensichtlich im Widerspruch zu der am 4. November 1950 in Rom unterzeichneten Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten stehen».

B.3.4. Artikel 13 des Dekrets vom 25. April 2008 bestimmt:

«Die verantwortlichen Personen übermitteln dem Allgemeinen Inspektionsdienst die Dokumente, die als Grundlage zum Hausunterricht dienen. Im Sinne dieses Artikels gelten als 'Dokumente' unter anderem die verwendeten Schulbücher, das ausgearbeitete und verwendete pädagogische Material, die Ordner und Hefte, die schriftlichen Produktionen des schulpflichtigen Minderjährigen, ein individueller Ausbildungsplan».

B.3.5. Artikel 14 des Dekrets vom 25. April 2008 bestimmt:

«Der Allgemeine Inspektionsdienst kann jederzeit eine Kontrolle des Unterrichtsniveaus durchführen, aus eigener Initiative oder auf Anfrage der Regierung oder der Kommission; seine Kontrolle beruht auf den durch die Analyse der Dokumente im Sinne von Artikel 13 festgestellten Fakten und auf der Befragung der Schüler.

Kontrollen finden jedoch mindestens im Laufe der Jahre statt, in denen der schulpflichtige Minderjährige das Alter von acht und zehn Jahren erreicht.

Der Allgemeine Inspektionsdienst legt das Datum der Kontrolle fest und teilt es den verantwortlichen Personen mindestens einen Monat im Voraus mit».

B.3.6. Artikel 15 des Dekrets vom 25. April 2008 bestimmt:

«Der Allgemeine Inspektionsdienst organisiert die Kontrolle des Unterrichtsniveaus auf individueller Basis oder für die Gesamtheit der schulpflichtigen Minderjährigen, die Hausunterricht erhalten und ihren Wohnsitz im gleichen Gebiet im Sinne von Artikel 13 des Dekrets vom 14. März 1995 über die Förderung des schulischen Erfolgs in den Grundschulen und Artikel 1 des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 15. März 1993 zur Festlegung der Verpflichtungen zur Konzertierung zwischen gleichartigen Schulen im vollzeitigen Sekundarunterricht haben».

B.3.7. Artikel 16 des Dekrets vom 25. April 2008 bestimmt:

«Die Kontrolle des Unterrichtsniveaus findet in einem Gebäude der öffentlichen Hand statt, das der Allgemeine Inspektionsdienst aussucht. Auf einen mit Gründen versehenen Antrag der verantwortlichen Personen hin, der sich insbesondere auf ernsthafte Mobilitätsschwierigkeiten aufgrund des Gesundheitszustandes oder der Behinderung des schulpflichtigen Minderjährigen stützt, kann die Kontrolle jedoch an einem anderen Ort stattfinden».

B.3.8. Artikel 17 des Dekrets vom 25. April 2008 bestimmt:

«Nach der Kontrolle des Unterrichtsniveaus erstellt der Allgemeine Inspektionsdienst einen Bericht und gibt eine Stellungnahme über die Übereinstimmung des Hausunterrichts mit Artikel 11 ab. Der Bericht und die Stellungnahme werden den verantwortlichen Personen mitgeteilt. Diese können innerhalb von zehn Tagen nach dieser Mitteilung der Kommission schriftlich ihre Anmerkungen zur Kenntnis bringen.

Die Stellungnahme des Allgemeinen Inspektionsdienstes wird spätestens innerhalb eines Monats nach dem Datum der Kontrolle der Kommission übermittelt.

Im Fall einer negativen Entscheidung wird eine neue Kontrolle nach denselben Modalitäten mindestens zwei Monate und höchstens vier Monate nach der Mitteilung der Entscheidung durchgeführt. Wenn der Allgemeine Inspektionsdienst der Ansicht ist, dass der Hausunterricht immer noch nicht den Anforderungen im Sinne von Artikel 11 entspricht, schließt er seinen Bericht mit einer Stellungnahme über die Modalitäten zur Integration des schulpflichtigen Minderjährigen in eine von der Französischen Gemeinschaft organisierte oder subventionierte Schuleinrichtung ab. Die verantwortlichen Personen können ihre Anmerkungen gemäß Absatz 1 geltend machen.

Wenn die Kommission nach der zweiten Kontrolle entscheidet, dass das Unterrichtsniveau nicht den Anforderungen von Artikel 11 entspricht, schreiben die verantwortlichen Personen den schulpflichtigen Minderjährigen in einer von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Schule oder in einer Einrichtung im Sinne von Artikel 3 ein.

Die Kommission legt für den Regelunterricht und unter Einhaltung von Absatz 6 für den Sondersekundarunterricht der Form 4 die Form, die Abteilung und das Unterrichtsjahr fest, für die der schulpflichtige Minderjährige eingeschrieben werden muss.

Wenn die Stellungnahme des Allgemeinen Inspektionsdienstes auf eine Integration des schulpflichtigen Minderjährigen in den Sonderunterricht schließt, wird diese Stellungnahme den verantwortlichen Personen mitgeteilt, die innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Mitteilung der Stellungnahme Einspruch gegen diese Integration bei der Kommission einlegen können. Im Fall des Einverständnisses oder in Ermangelung eines Einspruchs innerhalb dieser Frist lassen die verantwortlichen Personen die in Artikel 12 § 1 des Dekrets vom 3. März 2004 über die Organisation des Sonderunterrichts vorgesehenen Prüfungen durchführen. Der Bericht über diese Prüfungen wird der Kommission übermittelt, die eine Entscheidung trifft.

Die Kommission legt für den Sonderunterricht die Art und gegebenenfalls die Form sowie den Reifegrad oder die Phase fest, für die der schulpflichtige Minderjährige eingeschrieben werden muss.

Für die Anwendung der Absätze 5 und 7 kann die Kommission von den Zulassungsbedingungen abweichen. Ihre Entscheidung beruht auf dem Alter sowie den Kompetenzen und den erworbenen Kenntnissen des schulpflichtigen Minderjährigen».

B.3.9. Artikel 18 des Dekrets vom 25. April 2008 bestimmt:

«Spätestens im Laufe des Schuljahres, in dem der Hausunterricht erhaltende schulpflichtige Minderjährige das Alter von zwölf Jahren erreichen wird, schreiben die verantwortlichen Personen ihn für die gemeinsame externe Prüfung ein, die organisiert wird für den Erhalt des Zeugnisses des Grundschulunterrichts aufgrund des Dekrets vom 2. Juni 2006 über die externe Bewertung der erworbenen Kenntnisse des Pflichtunterrichts und des Abschlusszeugnisses des Grundschulunterrichts nach dem Primarschulunterricht».

B.3.10. Artikel 19 des Dekrets vom 25. April 2008 bestimmt:

«Spätestens im Laufe des Schuljahres, in dem der Hausunterricht erhaltende schulpflichtige Minderjährige das Alter von vierzehn Jahren erreichen wird, schreiben die verantwortlichen Personen ihn für die Prüfungen ein, die organisiert werden im Hinblick auf die Ausstellung der Orientierungsbescheinigungen für den ersten Grad aufgrund des Dekrets vom 12. Mai 2004 zur Organisation des Prüfungsausschusses der Französischen Gemeinschaft für den Sekundarunterricht».

B.3.11. Artikel 20 des Dekrets vom 25. April 2008 bestimmt:

«Spätestens im Laufe des Schuljahres, in dem der Hausunterricht erhaltende schulpflichtige Minderjährige das Alter von sechzehn Jahren erreichen wird, schreiben die verantwortlichen Personen ihn für die Prüfungen ein, die organisiert werden im Hinblick auf die Ausstellung der Orientierungsbescheinigungen für den zweiten Grad aufgrund des Dekrets vom 12. Mai 2004 zur Organisation des Prüfungsausschusses der Französischen Gemeinschaft für den Sekundarunterricht».

B.3.12. Artikel 21 des Dekrets vom 25. April 2008 bestimmt:

«Die verantwortlichen Personen schreiben den Hausunterricht erhaltenden schulpflichtigen Minderjährigen in einer von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Einrichtung oder in einer Einrichtung im Sinne von Artikel 3 ein, wenn er das Zeugnis oder die Bescheinigungen nicht unter Einhaltung der Bedingungen im Sinne der Artikel 18 bis 20 erhalten hat.

Für den Regelunterricht und für den Sondersekundarunterricht der Form 4 legt die Kommission die Form, die Abteilung und das Unterrichtsjahr fest, für die der schulpflichtige Minderjährige eingeschrieben werden muss.

Für den Sonderunterricht legt die Kommission die Art und gegebenenfalls die Form sowie den Reifegrad oder die Phase fest, für die der schulpflichtige Minderjährige eingeschrieben werden muss.

Für die Anwendung der Absätze 2 und 3 kann die Kommission gemäß den gleichen Modalitäten, wie sie in Artikel 17 letzter Absatz vorgesehen sind, von den Zulassungsbedingungen abweichen.

Wenn die Kommission den Standpunkt vertritt, unzureichend informiert zu sein, kann sie den Allgemeinen Inspektionsdienst bitten, einen Bericht im Sinne von Artikel 17 Absatz 3 zu erstellen. Wenn dieser Bericht auf die Integration in den Sonderunterricht schließt, sind die in Artikel 17 Absatz 6 vorgesehenen Formalitäten anwendbar.

Wenn die verantwortlichen Personen eine Einschreibung des schulpflichtigen Minderjährigen in den Sonderunterricht beabsichtigen, teilen sie der Kommission dies innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Bekanntgabe der Ergebnisse oder der Entscheidung der Nichtausstellung des Zeugnisses des Grundschulunterrichts mit und lassen die Prüfungen im Sinne von Artikel 12 § 1 des Dekrets vom 3. März 2004 zur Organisation des Sonderunterrichts durchführen. Der Bericht über diese Prüfungen wird der Kommission übermittelt.

Im Falle einer Beschwerde gegen die Entscheidung der Nichtausstellung des Zeugnisses des Grundschulunterrichts beginnt die Frist zur Information der Kommission im Sinne des vorstehenden Absatzes am Datum der Mitteilung der Entscheidung des Beschwerderates».

*In Bezug auf den Schriftsatz der Regierung der Französischen Gemeinschaft*

B.4.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft hat einen Schriftsatz eingereicht, in dem auf den Erwidernsschriftsatz verwiesen wird, den sie im Rahmen des Verfahrens vor dem Staatsrat in Bezug auf die Klage auf Nichtigerklärung des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 21. Mai 1999 eingereicht hat, welches zum Urteil Nr. 159.340 vom 30. Mai 2006 geführt hat; sie beantragt, dass dieser Schriftsatz, der das Schriftstück Nr. 11 der Anlagen zur Nichtigkeitsklageschrift bildet, als in ihrem Schriftsatz *«mutatis mutandis integral übernommen»* angesehen wird.

B.4.2. Die klagenden Parteien richten sich nach dem Ermessen des Hofes, was die Frage angeht, ob der einfache Verweis auf ein Schriftstück, das vor einem anderen Rechtsprechungsorgan in einer Streitsache mit einem anderen formellen Gegenstand eingereicht worden sei, als ordnungsmäßiger Schriftsatz im Sinne des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 angesehen werden könne.

B.4.3. Die Artikel 81 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 erlegen den Parteien, die einen Schriftsatz einreichen, zwar die Einhaltung verschiedener formeller Regeln auf, doch sie enthalten keinerlei Anforderung in Bezug auf den Inhalt des Schriftsatzes.

Eine Partei kann somit auf einen Text verweisen, den sie selbst vorher vor einem anderen Rechtsprechungsorgan als dem Hof eingereicht hat, insofern dieser Text, der einen der Nichtigkeitsklageschrift beigefügten Beleg bildet, dem Grundsatz der kontradiktorischen Beschaffenheit entspricht, da die klagenden Parteien diesen kennen, und insofern er einen ausreichend engen Zusammenhang zum angefochtenen Dekret aufweist, damit die klagenden Parteien selbst es als notwendig erachtet haben, ihn ihrer Klageschrift beizufügen.

*Zur Hauptsache*

B.5. Das Dekret vom 25. April 2008 führt für den Hausunterricht im Sinne von Artikel 5 des Dekrets einerseits eine Kontrolle des zu Hause erteilten Unterrichts (Artikel 11 ff.) und andererseits ein Erfordernis bezüglich des Erhalts eines Zeugnisses (Artikel 18 ff.) ein.

Der Hof wird die Klagegründe in der nachstehenden Reihenfolge prüfen:

1. In Bezug auf den Anwendungsbereich des Dekrets vom 25. April 2008 (im Lichte der Regeln der Zuständigkeitsverteilung) (vierter und fünfter Klagegrund).

2. In Bezug auf die Kontrolle des Hausunterrichts (erster und zweiter Klagegrund).

3. In Bezug auf die Prüfungen für den Erhalt eines Zeugnisses (zweiter, dritter und sechster Klagegrund).

1. In Bezug auf den Anwendungsbereich des Dekrets vom 25. April 2008 (im Lichte der Regeln der Zuständigkeitsverteilung)

*Hinsichtlich des vierten Klagegrunds*

B.6. Der vierte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen Artikel 127 § 1 Absatz 1 Nr. 2 und § 2 der Verfassung.

In der Erwägung, dass aus den Artikeln 3, 5 und 15 des angefochtenen Dekrets hervorgehe, dass der Wohnsitz des Kindes als Kriterium für den Hausunterricht diene, führen die klagenden Parteien an, dass die Französische Gemeinschaft nicht zuständig sei, diesen Unterricht im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt zu regeln, und dass dies eine föderale Angelegenheit geblieben sei.

Sie sind im Übrigen der Auffassung, die Anbindung an die Französische Gemeinschaft durch eine Erklärung des Hausunterrichts beruhe auf keinerlei Verfassungsgrundlage und es gebe in jedem Fall ein Problem für den Unterricht, der in Brüssel in einer anderen Sprache als Französisch oder Niederländisch oder in beiden Sprachen erteilt werde.

B.7. Artikel 127 der Verfassung bestimmt:

«§ 1. Die Parlamente der Französischen und der Flämischen Gemeinschaft regeln durch Dekret, jedes für seinen Bereich:

1. die kulturellen Angelegenheiten;
  2. das Unterrichtswesen mit Ausnahme
    - a) der Festlegung von Beginn und Ende der Schulpflicht;
    - b) der Mindestbedingungen für die Ausstellung der Diplome;
    - c) der Pensionsregelungen;
- [...]

§ 2. Diese Dekrete haben jeweils Gesetzeskraft im französischen Sprachgebiet beziehungsweise im niederländischen Sprachgebiet sowie in Bezug auf die im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt errichteten Einrichtungen, die aufgrund ihrer Tätigkeiten als ausschließlich zu der einen oder der anderen Gemeinschaft gehörend zu betrachten sind».

B.8. Wie aus dem Text von Artikel 5 des angefochtenen Dekrets und aus den in B.1.2 angeführten Vorarbeiten hervorgeht, dient das Dekret vom 25. April 2008 dazu, die Einhaltung der Schulpflicht zu kontrollieren, wobei man neben dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterricht zwischen zwei Unterrichtsarten unterscheidet: einerseits der Unterricht, der alle Bedingungen im Sinne von Artikel 3 des Dekrets vom 25. April 2008 erfüllt und bei dem davon auszugehen ist, dass die Schulpflicht erfüllt wird, und andererseits alle anderen Unterrichtsformen im Sinne von Artikel 5 des Dekrets vom 25. April 2008, auf die die Bestimmungen des angefochtenen Dekrets Anwendung finden werden, insbesondere die Kontrolle des Unterrichtsniveaus und das Erfordernis des Bestehens von Prüfungen für den Erhalt eines Zeugnisses.

Zum Anwendungsbereich des «Hausunterrichts» im Sinne des angefochtenen Dekrets gehören somit sowohl individuelle Unterrichtsformen - die Kinder werden zu Hause von ihren Eltern unterrichtet - als auch kollektive Unterrichtsformen - die Kinder sind in Unterrichtsanstalten eingeschrieben, die weder von der Gemeinschaft organisiert oder subventioniert werden, noch in Artikel 3 des Dekrets vom 25. April 2008 angeführt sind.

B.9.1. In keiner einzigen Bestimmung des Dekrets vom 25. April 2008 wird dessen territoriales Anwendungsgebiet festgelegt.

Der angefochtene Artikel 15 bestimmt jedoch, dass die Kontrolle des Unterrichtsniveaus durch den Allgemeinen Inspektionsdienst stattfindet «auf individueller Basis oder für die Gesamtheit der schulpflichtigen Minderjährigen, die Hausunterricht erhalten und ihren Wohnsitz im gleichen Gebiet im Sinne von Artikel 13 des Dekrets vom 14. März 1995 über die Förderung des schulischen Erfolgs in den Grundschulen und Artikel 1 des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 15. März 1993 zur Festlegung der Verpflichtungen zur Konzertierung zwischen gleichartigen Schulen im vollzeitigen Sekundarunterricht haben».

Gemäß Artikel 1 Nr. 8 des vorerwähnten Dekrets vom 14. März 1995 ist ein Gebiet eine «für die jeweiligen Netze identische geographische Einheit». In Anwendung von Artikel 13 desselben Dekrets hat die Regierung der Französischen Gemeinschaft in einem Erlass vom 11. Juli 2002 zehn Gebiete festgelegt, darunter «das Gebiet der Region Brüssel-Hauptstadt». Artikel 1 des genannten Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 15. März 1993 bestimmt ebenfalls zehn Gebiete, darunter «den Verwaltungsbezirk Brüssel-Hauptstadt».

B.9.2. Aufgrund von Artikel 127 § 2 der Verfassung haben die Dekrete, die den Unterricht regeln, jeweils Gesetzeskraft im französischen Sprachgebiet beziehungsweise im niederländischen Sprachgebiet sowie in Bezug auf die im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt errichteten Einrichtungen, die aufgrund ihrer Tätigkeiten als ausschließlich zu der einen oder der anderen Gemeinschaft gehörend zu betrachten sind.

Die Kinder, die ihren Wohnsitz im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt haben und Hausunterricht erhalten, können nicht als «Einrichtungen» im Sinne von Artikel 127 § 2 der Verfassung angesehen werden, die der ausschließlichen Zuständigkeit einer einzigen Gemeinschaft unterstellt sein können; diese Kinder unterstehen in Bezug auf diese Angelegenheit folglich der Zuständigkeit des Föderalstaates.

B.9.3. Aus den Erwägungen in B.9.1 geht jedoch hervor, dass die Anwendung des angefochtenen Dekrets auf die im Verwaltungsbezirk Brüssel-Hauptstadt wohnhaften Kinder sich nicht aus diesem Dekret ergibt, sondern aus dem vorerwähnten Erlass der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 15. März 1993. Für die Prüfung solcher Verordnungsbestimmungen ist der Hof nicht zuständig.

B.10. Vorbehaltlich der Erwägungen in B.9.2 ist der Klagegrund unbegründet.

*Hinsichtlich des fünften Klagegrunds*

B.11. Die klagenden Parteien führen einen fünften Klagegrund an, der aus einem Verstoß gegen Artikel 127 § 1 der Verfassung und gegen den Grundsatz der «territorialen Souveränität» abgeleitet ist.

Sie sind der Auffassung, Artikel 3 des angefochtenen Dekrets missachte die Regeln der Zuständigkeitsverteilung, indem er gewisse Einrichtungen, die im Ausland niedergelassen seien und nicht die darin vorgesehenen Anforderungen erfüllen, in den Anwendungsbereich des «Hausunterrichts» aufnehme. Nach Auffassung der Kläger besitze die Französische Gemeinschaft nämlich keinerlei territoriale Zuständigkeit, weder auf der Grundlage des Völkerrechtes, noch auf der Grundlage von Artikel 127 der Verfassung, um einen im Ausland erteilten Unterricht einer pädagogischen oder ideologischen Kontrolle zu unterstellen.

B.12.1. Aufgrund von Artikel 127 § 1 Absatz 1 Nr. 2 der Verfassung sind die Gemeinschaften grundsätzlich für das Unterrichtswesen zuständig. Diese Zuständigkeit beinhaltet, dass die Gemeinschaften die tatsächliche Einhaltung der Schulpflicht müssen prüfen können.

Die durch das angefochtene Dekret eingeführte Kontrolle des Unterrichtsniveaus dient dazu, die Einhaltung der Schulpflicht der zu Hause unterrichteten Kinder, die zum Zuständigkeitsbereich der Französischen Gemeinschaft gehören, zu gewährleisten.

B.12.2. Um einerseits die Tatsache, dass «Belgien auf seinem Staatsgebiet Unterrichtsanstalten aufnimmt, deren Unterricht der Gesetzgebung des Landes entspricht, mit dem sie verbunden sind» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2007-2008, Nr. 521/1, S. 4), und andererseits die Lage der Personen, die sich im französischen Sprachgebiet aufhalten und «ihre Kinder auf ausländische Schulen schicken, insbesondere in den Nachbarländern», zu berücksichtigen, sieht Artikel 3 Absatz 1 Nr. 3 des Dekrets vom 25. April 2008 vor, dass die einem ausländischen System unterliegenden Unterrichtsanstalten unter den in den Absätzen 2 und 4 desselben Artikels vorgesehenen Bedingungen durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft anerkannt werden können.

Diese Anerkennung kann also Unterrichtsanstalten betreffen, die einem ausländischen System unterliegen und die sich entweder auf belgischem Staatsgebiet oder außerhalb dieses Gebiets befinden.

Bei Kindern, die solche Unterrichtsanstalten mit einem ausländischen System besuchen, kann davon ausgegangen werden, dass sie die Schulpflicht erfüllen, wenn diese Anstalten durch eine Regierungsentscheidung anerkannt wurden:

«[Die Regierungsentscheidung] berücksichtigt das Unterrichtsprogramm, um zu gewährleisten, dass das Ausbildungsniveau dem von der Französischen Gemeinschaft gebotenen Niveau entspricht, jedoch auch, dass dieser Unterricht nicht offensichtlich unvereinbar ist mit unseren gesellschaftlichen Werten. Dies wäre beispielsweise der Fall bei einer Einrichtung, die körperliche Züchtigung anwenden würde oder deren Unterricht auf rassistischen, sexistischen oder irgendwelchen anderen diskriminierenden Auffassungen beruhen würde.

Diese Bestimmung ändert in keiner Weise die Regeln über die Gleichwertigkeit der Diplome, sondern beschränkt sich auf die Anerkennung, dass davon ausgegangen wird, dass die betreffenden Minderjährigen die Schulpflicht erfüllen, wenn diese Bedingungen erfüllt sind.

Der Antrag kann durch die Unterrichtsanstalt selbst, jedoch auch durch die für den Minderjährigen verantwortlichen Personen eingereicht werden. Der letztgenannte Fall bezieht sich in der Praxis in erster Linie auf die im Ausland niedergelassenen Unterrichtsanstalten, die im Gegensatz zu den in Belgien niedergelassenen Einrichtungen nur ein geringes Interesse daran haben, den Antrag einzureichen. Die Entscheidung betrifft in jedem Fall die Unterrichtsanstalt und nicht den Minderjährigen, wobei im Fall der Verweigerung davon ausgegangen wird, dass dieser dem Hausunterricht untersteht» (ebenda).

B.12.3. Aus der Formulierung des Klagegrunds geht hervor, dass darin Artikel 3 des Dekrets vom 25. April 2008 lediglich bemängelt wird, insofern dieser die Anerkennung von Unterrichtsanstalten ermöglicht, die einem ausländischen System unterstehen und sich außerhalb des belgischen Staatsgebietes befinden.

B.13.1. Wenn die einem ausländischen System unterstehenden Einrichtungen gemäß Artikel 3 des angefochtenen Dekrets von der Regierung anerkannt werden, wird davon ausgegangen, dass die Kinder, die diese Einrichtungen besuchen, die Schulpflicht erfüllen, so dass sie, da sie nicht dem Hausunterricht unterstehen, von der Kontrolle des Unterrichtsniveaus sowie dem Erfordernis, die durch die Artikel 18 bis 20 des angefochtenen Dekrets vorgeschriebenen Prüfungen zu bestehen, befreit sind.

Es ist somit kohärent, dass die Anerkennung dieser Unterrichtsanstalten auf der Grundlage derselben Kriterien erfolgt wie die Kontrolle des Unterrichtsniveaus, nämlich das Unterrichtsniveau und die Einhaltung der Grundwerte unserer Gesellschaft.

B.13.2. Durch die Anerkennung einer Unterrichtsanstalt mit einem ausländischen System, die sich außerhalb des belgischen Staatsgebietes befindet, auf der Grundlage der in dieser Einrichtung eingehaltenen Unterrichtsprogramme, übt die Französische Gemeinschaft nicht auf extraterritoriale Weise eine Kontrolle über den in dieser Einrichtung erteilten Unterricht aus, sondern legt im Rahmen ihres Zuständigkeitsbereichs für den Unterricht der Kinder, die Hausunterricht erhalten und zu ihrem Zuständigkeitsbereich gehören, die Bedingungen fest, um die Schulpflicht in einer anerkannten ausländischen Einrichtung zu erfüllen.

Die Weigerung der Anerkennung der im Ausland niedergelassenen Einrichtung hat im Übrigen keinerlei Folgen für die Einrichtung selbst, sondern führt lediglich dazu, dass bei schulpflichtigen Kindern, die der Zuständigkeit der Gemeinschaft unterstehen und eine ausländische Unterrichtsanstalt besuchen, die nicht anerkannt ist im Sinne von Artikel 3 des Dekrets, davon ausgegangen wird, dass sie dem Hausunterricht im Sinne von Artikel 5 des Dekrets folgen und somit den Kontrollen des Unterrichtsniveaus im Sinne der Artikel 11 ff. des Dekrets vom 25. April 2008 sowie dem Erfordernis unterliegen, die Prüfungen im Sinne der Artikel 18 bis 20 des Dekrets zu bestehen.

B.13.3. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, sollen die in Artikel 3 des Dekrets vom 25. April 2008 vorgesehenen Bedingungen die Einhaltung der Schulpflicht der schulpflichtigen Kinder der Französischen Gemeinschaft gewährleisten, bezwecken jedoch nicht oder haben nicht zum Gegenstand, die im Ausland niedergelassenen Unterrichtsanstalten zu kontrollieren.

B.13.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

2. *In Bezug auf die Kontrolle des Hausunterrichts*

B.14.1. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die durch Artikel 24, insbesondere § 1 Absätze 1 und 2 der Verfassung garantierte Unterrichtsfreiheit.

Nach Darlegung der klagenden Parteien gewähre der ungenaue Wortlaut des Dekrets dem Allgemeinen Inspektionsdienst die Befugnis zu beurteilen, was unter «gleichwertigem Unterrichtsniveau» zu verstehen sei, und somit die Entscheidung der Eltern und der Lehrkräfte in Frage zu stellen.

Die Kläger sind auch der Auffassung, die durch das Dekret auferlegten «widerrechtlichen» pädagogischen Verpflichtungen, insbesondere die der Inspektion vorzulegenden Dokumente (Artikel 13 des Dekrets), die jederzeit mögliche Kontrolle des Schulbesuchs (Artikel 14 des Dekrets) in einem Gebäude der öffentlichen Hand (Artikel 16 des Dekrets) und die mögliche Sanktion der Pflichteinschreibung in einer von der Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichtsanstalt (Artikel 17 des Dekrets), verletzen ebenfalls die Unterrichtsfreiheit.

B.14.2. In einem zweiten Klagegrund, der abgeleitet ist aus einem Verstoß gegen Artikel 24 § 1 der Verfassung, in Verbindung mit deren Artikel 19, führen die klagenden Parteien an, dass das angefochtene Dekret, indem es die Verpflichtung auferlege, dass der außerhalb des von der Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichts erteilte Unterricht die im Dekret vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts festgelegten Ziele anstrebe, Titel II der Verfassung entsprechen müsse und keine Werte verteidigen dürfe, die offensichtlich mit der Europäischen Menschenrechtskonvention unvereinbar seien, gegen die «Wahlfreiheit» der Eltern und der Lehrkräfte verstoße, da ein Unterricht, der nicht den philosophischen und ideologischen Ausgangspunkten des Dekrets entspreche, Gefahr laufe, sanktioniert zu werden, wie etwa die Verpflichtung, das Kind im Falle des Nichtbestehens in einer von der Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichtsanstalt einzutragen.

B.15.1. Artikel 24 der Verfassung bestimmt:

«§ 1. Das Unterrichtswesen ist frei; jede präventive Maßnahme ist verboten; die Ahndung der Delikte wird nur durch Gesetz oder Dekret geregelt.

Die Gemeinschaft gewährleistet die Wahlfreiheit der Eltern.

Die Gemeinschaft organisiert ein Unterrichtswesen, das neutral ist. Die Neutralität beinhaltet insbesondere die Achtung der philosophischen, ideologischen oder religiösen Auffassungen der Eltern und Schüler.

Die von den öffentlichen Behörden organisierten Schulen bieten bis zum Ende der Schulpflicht die Wahl zwischen dem Unterricht in einer der anerkannten Religionen und demjenigen in nichtkonfessioneller Sittenlehre.

§ 2. Wenn eine Gemeinschaft als Organisationsträger einem oder mehreren autonomen Organen Befugnisse übertragen will, kann dies nur durch ein mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen angenommenes Dekret erfolgen.



§ 3. Jeder hat ein Recht auf Unterricht unter Berücksichtigung der Grundfreiheiten und Grundrechte. Der Zugang zum Unterricht ist unentgeltlich bis zum Ende der Schulpflicht.

Alle schulpflichtigen Schüler haben zu Lasten der Gemeinschaft ein Recht auf eine moralische oder religiöse Erziehung.

§ 4. Alle Schüler oder Studenten, Eltern, Personalmitglieder und Unterrichtsanstalten sind vor dem Gesetz oder dem Dekret gleich. Das Gesetz und das Dekret berücksichtigen die objektiven Unterschiede, insbesondere die jedem Organisationsträger eigenen Merkmale, die eine angepasste Behandlung rechtfertigen.

§ 5. Die Organisation, die Anerkennung oder die Bezuschussung des Unterrichtswesens durch die Gemeinschaft wird durch Gesetz oder Dekret geregelt».

B.15.2. Artikel 19 der Verfassung bestimmt:

«Die Freiheit der Kulte, diejenige ihrer öffentlichen Ausübung sowie die Freiheit, zu allem seine Ansichten kundzutun, werden gewährleistet, unbeschadet der Ahndung der bei der Ausübung dieser Freiheiten begangenen Delikte».

B.16.1. Die durch Artikel 24 § 1 der Verfassung gewährleistete Unterrichtsfreiheit garantiert das Recht auf Gründung von und demzufolge die Wahl zwischen Schulen, die auf einer bestimmten konfessionellen oder nichtkonfessionellen Weltanschauung beruhen; sie setzt die Möglichkeit für Privatpersonen voraus, ohne vorherige Zustimmung und unter Vorbehalt der Beachtung der Grundrechte und -freiheiten nach ihren eigenen Erkenntnissen Unterricht zu organisieren und erteilen zu lassen, und zwar sowohl nach der Form als auch nach dem Inhalt, indem etwa Schulen gegründet werden, deren Eigenart in bestimmten pädagogischen und erzieherischen Auffassungen begründet liegt.

B.16.2. Auch wenn die Unterrichtsfreiheit die Wahlfreiheit der Eltern bezüglich der Unterrichtsform umfasst, und insbesondere die Entscheidung für einen durch die Eltern erteilten Hausunterricht oder für einen Unterricht in einer Unterrichtsanstalt, die weder organisiert, noch bezuschusst, noch anerkannt ist im Sinne von Artikel 3 dieses Dekrets, ist diese Wahlfreiheit der Eltern jedoch in dem Sinne auszulegen, dass einerseits das höhere Interesse des Kindes und sein Grundrecht auf Unterricht und andererseits die Einhaltung der Schulpflicht berücksichtigt werden.

B.17.1. Artikel 24 § 3 der Verfassung gewährleistet nämlich das Recht eines jeden, Unterricht «unter Berücksichtigung der Grundfreiheiten und Grundrechte» zu erhalten, während Artikel 24 § 4 an den Grundsatz der Gleichheit aller Schüler und Studenten erinnert.

Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«Das Recht auf Bildung darf niemandem verwehrt werden. Der Staat hat bei Ausübung der von ihm auf dem Gebiete der Erziehung und des Unterrichts übernommenen Aufgaben das Recht der Eltern zu achten, die Erziehung und den Unterricht entsprechend ihren religiösen und weltanschaulichen Überzeugungen sicherzustellen».

Artikel 28 des internationalen Übereinkommens über die Rechte des Kindes bestimmt:

«(1) Die Vertragsstaaten erkennen das Recht des Kindes auf Bildung an; um die Verwirklichung dieses Rechts auf der Grundlage der Chancengleichheit fortschreitend zu erreichen, werden sie insbesondere [...]».

Artikel 29 dieses Übereinkommens bestimmt:

«(1) Die Vertragsstaaten stimmen darin überein, dass die Bildung des Kindes darauf gerichtet sein muss,

a) die Persönlichkeit, die Begabung und die geistigen und körperlichen Fähigkeiten des Kindes voll zur Entfaltung zu bringen;

b) dem Kind Achtung vor den Menschenrechten und Grundfreiheiten und den in der Charta der Vereinten Nationen verankerten Grundsätzen zu vermitteln;

c) dem Kind Achtung vor seinen Eltern, seiner kulturellen Identität, seiner Sprache und seinen kulturellen Werten, den nationalen Werten des Landes, in dem es lebt, und gegebenenfalls des Landes, aus dem es stammt, sowie vor anderen Kulturen als der eigenen zu vermitteln;

d) das Kind auf ein verantwortungsbewusstes Leben in einer freien Gesellschaft im Geist der Verständigung, des Friedens, der Toleranz, der Gleichberechtigung der Geschlechter und der Freundschaft zwischen allen Völkern und ethnischen, nationalen und religiösen Gruppen sowie zu Ureinwohnern vorzubereiten;

e) dem Kind Achtung vor der natürlichen Umwelt zu vermitteln.

[...]».

Artikel 22bis der Verfassung, so wie er infolge der Verfassungsrevision vom 22. Dezember 2008 (*Belgisches Staatsblatt* vom 29. Dezember 2008) ergänzt wurde, bestimmt übrigens:

«Jedes Kind hat ein Recht auf Achtung vor seiner moralischen, körperlichen, geistigen und sexuellen Unversehrtheit.

Jedes Kind hat das Recht, sich in allen Angelegenheiten, die es betreffen, zu äußern; seiner Meinung wird unter Berücksichtigung seines Alters und seines Unterscheidungsvermögens Rechnung getragen.

Jedes Kind hat das Recht auf Maßnahmen und Dienste, die seine Entwicklung fördern.

Das Wohl des Kindes ist in allen Entscheidungen, die es betreffen, vorrangig zu berücksichtigen.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet diese Rechte des Kindes».

B.17.2. Das Recht auf Unterricht des Kindes kann folglich die Wahlfreiheit der Eltern und die Freiheit der Lehrkräfte in Bezug auf den Unterricht, den sie dem schulpflichtigen Kind erteilen möchten, einschränken.

So vertritt der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte den Standpunkt, dass dann, wenn die Rechte der Eltern, statt das Recht des Kindes auf Unterricht zu stärken, mit diesem Recht in Konflikt geraten, die Interessen des Kindes Vorrang haben (siehe EuGHMR, 30. November 2004, Entscheidung *Bulski* gegen Polen; siehe auch EuGHMR, 5. Februar 1990, Entscheidung *Graeme* gegen Vereinigtes Königreich, EuGHMR, 30. Juni 1993, Entscheidung *B.N. und S.N.* gegen Schweden, und EuGHMR, 11. September 2006, Entscheidung *Fritz Konrad und andere* gegen Deutschland).

B.17.3. Im Rahmen des Unterrichts stellt die durch Artikel 19 der Verfassung gewährleistete Freiheit der Meinungsäußerung einen Aspekt der aktiven Unterrichtsfreiheit dar, die als die Freiheit ausgelegt wird, einen Unterricht gemäß den eigenen ideologischen, philosophischen und religiösen Auffassungen zu erteilen.

Wie die aktive Unterrichtsfreiheit ist diese Freiheit der Meinungsäußerung im Unterricht jedoch nicht absolut; sie muss im Einklang stehen mit dem Recht auf Unterricht der Kinder und mit dem Ziel, den Geist der Kinder für Pluralismus und Toleranz, zwei wesentliche Werte der Demokratie, zu öffnen.

B.18.1. Das angefochtene Dekret soll «gewährleisten, dass die schulpflichtigen Minderjährigen ihr Recht auf Unterricht genießen» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2007-2008, Nr. 521/1, S. 4).

Indem die Schulpflicht einen Zeitraum festlegt, in dem der Unterricht für alle Kinder verpflichtend ist, bezweckt sie, die Kinder zu schützen und die Wirksamkeit ihres Rechtes auf Unterricht zu gewährleisten.

Artikel 1 § 2 des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht bestimmt:

«Der Unterricht und die Ausbildung, die den Schulpflichtigen erteilt werden, müssen zu ihrer Bildung sowie ihrer Vorbereitung auf die Ausübung eines Berufs beitragen».

In den Vorarbeiten zum vorerwähnten Gesetz vom 29. Juni 1983, mit dem die Dauer der Schulpflicht verlängert wurde, wird dargelegt, dass die Schulpflicht im Wesentlichen im Verhältnis zum pädagogischen Inhalt definiert wird:

«Angesichts des Ausgangspunktes - das Recht eines jeden jungen Menschen auf eine Grundausbildung - wird die Schulpflicht nicht nur entsprechend dem Mindestalter festgelegt, sondern auch und vor allem entsprechend dem pädagogischen Inhalt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1982-1983, Nr. 645/1, S. 6).

In Bezug auf den Hausunterricht wurde erläutert:

«Auch wenn der Hausunterricht praktisch keiner soziologischen Realität mehr entspricht, erhält § 4 die Möglichkeit aufrecht, unter den vom König festzulegenden Bedingungen einen Hausunterricht unter Einhaltung der Schulpflicht zu erteilen, damit die in Artikel 17 der Verfassung vorgeschriebene Unterrichtsfreiheit gewährleistet wird» (ebenda, S. 7).

B.18.2. Auch wenn die Schulpflicht gemäß Artikel 1 § 6 des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht durch den Hausunterricht eingehalten werden kann, kann die Entscheidung für diese Unterrichtform - deren Gesetzmäßigkeit durch das angefochtene Dekret nicht in Frage gestellt wird - jedoch nicht dazu führen, die Eltern davon zu befreien, für ihre Kinder die Schulpflicht zu beachten - deren Nichteinhaltung im Übrigen strafrechtlich verfolgt wird -, und somit gegen das Recht ihrer Kinder auf eine Grundausbildung zu verstoßen.

Die Notwendigkeit, auf die Einhaltung der Schulpflicht zu achten, kann die Gemeinschaften somit veranlassen, Kontrollmechanismen einzuführen, durch die sich prüfen lässt, ob alle Kinder tatsächlich, und sei es zu Hause, einen Unterricht erhalten, durch den die Schulpflicht erfüllt werden kann, damit ihr Recht auf Unterricht gewährleistet wird.

B.18.3. Folglich ist zu beurteilen, ob die durch das angefochtene Dekret eingeführten Bedingungen und Kontrollen die pädagogische Freiheit verletzen, die Bestandteil der durch Artikel 24 § 1 der Verfassung garantierten Unterrichtsfreiheit ist, und ob diese Maßnahmen unverhältnismäßig sind, indem sie über das hinausgehen würden, was zur Verwirklichung der angestrebten gemeinnützigen Ziele notwendig ist, nämlich die Qualität und die Gleichwertigkeit des Unterrichts gewährleisten.

*In Bezug auf die Bezugnahme auf bestimmte Werte*

B.19.1. Die Artikel 3 Absatz 2 und 11 Absatz 2 des Dekrets vom 25. April 2008 ermöglichen die Kontrolle, ob der erteilte Unterricht «Titel II der Verfassung entspricht und in keiner Weise Werte vertritt, die offensichtlich im Widerspruch zu der am 4. November 1950 in Rom unterzeichneten Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten stehen».

Diese Bestimmungen führen eine zu überprüfende Bedingung für die Anerkennung einer Unterrichtsanstalt, die einem ausländischen System unterliegt (Artikel 3 Absatz 2), und für die Kontrolle des Unterrichtsniveaus des als Hausunterricht gemäß Artikel 5 des Dekrets geltenden Unterrichts (Artikel 11 Absatz 2) ein.

Zweck dieser Bestimmungen ist es, zu prüfen, ob der Unterricht «nicht offensichtlich unvereinbar ist mit unseren gesellschaftlichen Werten» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2007-2008, Nr. 521/1, S. 4):

«Dies wäre beispielsweise der Fall bei einer Einrichtung, die körperliche Züchtigung anwenden würde oder deren Unterricht auf rassistischen, sexistischen oder irgendwelchen anderen diskriminierenden Auffassungen beruhen würde» (ebenda).

Durch diese Bestimmungen kann man sich also vergewissern, dass das Recht des Kindes auf Unterricht gemäß Artikel 24 § 3 der Verfassung «unter Berücksichtigung der Grundfreiheiten und Grundrechte» ausgeübt wird; hierzu gehört sowohl Titel II der Verfassung als auch die Europäische Menschenrechtskonvention.

B.19.2. Die Kläger erläutern nicht, inwiefern die Bezugnahme auf die in den vorerwähnten Bestimmungen verankerten Grundwerte einer demokratischen Gesellschaft die Unterrichtsfreiheit oder die Freiheit der Meinungsäußerung der Eltern oder der Lehrkräfte verletzen könnte, da Letztere das Recht des Kindes auf Unterricht, das durch Artikel 24 § 3 der Verfassung gewährleistet wird, beachten müssen.

*In Bezug auf die Bezugnahme auf das Dekret vom 24. Juli 1997*

B.20.1. Artikel 11 des Dekrets vom 25. April 2008 bestimmt, dass der Allgemeine Inspektionsdienst das Unterrichtsniveau im Hausunterricht kontrolliert, indem er dafür sorgt, dass der erteilte Unterricht «dem schulpflichtigen Minderjährigen die Möglichkeit bietet, ein Unterrichtsniveau zu erreichen, das dem Referenzsystem für die Basiskompetenzen, den Endfertigkeiten, den erforderlichen gemeinsamen Kenntnissen und den Mindestkompetenzen im Sinne der Artikel 16 und 25 oder 35 des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung gleichwertig ist».

Aufgrund von Artikel 11 Absatz 2 sorgt der Allgemeine Inspektionsdienst ebenfalls dafür, dass der erteilte Unterricht die Ziele im Sinne von Artikel 6 des vorerwähnten Dekrets vom 24. Juli 1997 anstrebt.

B.20.2. In den Vorarbeiten wurde in Bezug auf Artikel 11 des angefochtenen Dekrets Folgendes dargelegt:

«Diese Bestimmung legt den Referenzrahmen für die Kontrolle des Unterrichtsniveaus fest. Unter Beachtung des Grundsatzes der Unterrichtsfreiheit kann keine Rede davon sein, die Einhaltung der Basiskompetenzen, der Endfertigkeiten, der erforderlichen gemeinsamen Kenntnisse und der Mindestkompetenzen als solche aufzuzwingen. Sie können hingegen als Kriterien zur Beurteilung des Unterrichtsniveaus dienen, das die Schüler des Hausunterrichts erreichen müssen. Der Allgemeine Inspektionsdienst ist also damit beauftragt zu prüfen, ob man bei dem erteilten Unterricht vernünftigerweise davon ausgehen kann, dass damit der gleiche Kenntnisstand erreicht wird wie derjenige, der sich aus der Anwendung der Basiskompetenzen ergeben würde» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2007-2008, Nr. 521/1, S. 5).

Es besteht jedoch die Möglichkeit, gemäß Artikel 12 des Dekrets vom 25. April 2008 auf einen mit Gründen versehenen Antrag hin eine Abweichung vom normalerweise verlangten Unterrichtsniveau zu erreichen, «wenn der schulpflichtige Minderjährige Gesundheits-, Lern- oder Verhaltensprobleme aufweist oder wenn er an einer motorischen, sensorischen oder mentalen Behinderung leidet».

Auf diese Weise «sind Anpassungsmöglichkeiten für Minderjährige mit einem besonderen Profil vorgesehen» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2007-2008, Nr. 521/3, S. 4; siehe auch *Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2007-2008, Nr. 521/1, S. 3).

B.21.1. Das vorerwähnte Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1997 führt eine besondere Struktur für die Ausbildung ein, die auf den von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Grundschulunterricht und Regel- sowie Sondersekundarunterricht Anwendung findet.

Artikel 6 des Dekrets vom 24. Juli 1997 bestimmt:

«Die Französische Gemeinschaft - für den von ihr organisierten Unterricht - und alle Organisationsträger - für den subventionierten Unterricht - streben gleichzeitig und ohne Hierarchie folgende Ziele an:

1. das Selbstvertrauen und die persönliche Entwicklung eines jeden Schülers fördern;

2. alle Schüler dazu bringen, sich Wissen und Kompetenzen anzueignen, die sie in die Lage versetzen, ihr ganzes Leben lang zu lernen und sich aktiv am wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Leben zu beteiligen;
3. alle Schüler darauf vorbereiten, verantwortungsbewusste Bürger zu sein, die in der Lage sind, zur Entwicklung einer demokratischen, solidarischen, pluralistischen und anderen Kulturen gegenüber offenen Gesellschaft beizutragen;
4. allen Schülern gleiche Chancen auf eine gesellschaftliche Gleichbehandlung bieten».

B.21.2. Indem der angefochtene Artikel 11 vorsieht, dass der Allgemeine Inspektionsdienst kontrolliert, ob der erteilte Unterricht die Ziele im Sinne von Artikel 6 verfolgt, soll er gewährleisten, dass der Hausunterricht die gleichen allgemeinen Ziele anstrebt wie alle Unterrichtsformen, nämlich die geistige und soziale Entfaltung aller Kinder.

Diese Zielsetzung entspricht im Übrigen derjenigen, die der Unterricht und die Ausbildung der Minderjährigen gemäß Artikel 1 § 2 des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht verfolgen müssen, nämlich zur Bildung der Minderjährigen und zu ihrer Vorbereitung auf die Ausübung eines Berufs beitragen.

B.22.1. Das vorerwähnte Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1997 führt das Konzept der «Basiskompetenzen» ein, das definiert wird als ein «Referenzsystem, das auf strukturierte Weise die Grundkompetenzen darlegt, die bis zum Ende der ersten acht Jahre der Schulpflicht ausgeübt werden müssen, sowie diejenigen, die bis zum Ende einer jeder ihrer Stufen beherrscht werden müssen, da sie als notwendig für die soziale Eingliederung und die Fortsetzung der Ausbildung angesehen werden» (Artikel 5 Nr. 2).

Es führt ebenfalls das Konzept der «Endfertigkeiten» ein, das definiert wird als ein «Referenzsystem, das auf strukturierte Weise die Kompetenzen beinhaltet, deren Beherrschung auf einem bestimmten Niveau am Ende des Sekundarunterrichts erwartet wird» (Artikel 5 Nr. 3).

Artikel 16 des vorerwähnten Dekrets vom 24. Juli 1997 legt die Grundsätze für die Ausarbeitung der Basiskompetenzen fest, während die Artikel 25 und 35 sich auf die Endfertigkeiten, die erforderlichen gemeinsamen Kenntnisse und die Mindestkompetenzen für den allgemeinbildenden und technologischen Sekundarunterricht beziehungsweise für den beruflichen und technischen Sekundarunterricht beziehen.

Die Artikel 9 ff. des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 19. Juli 2001 «zur Bestätigung der Endfertigkeiten im Sinne von Artikel 16 des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung sowie zur Organisation eines Verfahrens der begrenzten Abweichung» regeln ein Verfahren, um von den in den Endfertigkeiten beschriebenen Lehrmethoden abzuweichen.

B.22.2. In dem der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates vorgelegten Vorentwurf war vorgesehen, dass der Allgemeine Inspektionsdienst sich vergewissern musste, dass der erteilte Hausunterricht es ermöglichte, «ein ausreichendes Unterrichtsniveau zu erwerben unter Bezugnahme auf die Basiskompetenzen, Endfertigkeiten, die erforderlichen gemeinsamen Kenntnisse und die Mindestkompetenzen [...]».

Der Begriff «ausreichendes Unterrichtsniveau» wurde ersetzt durch « gleichwertiges Unterrichtsniveau», um den Anmerkungen des Staatsrates Rechnung zu tragen:

«Der Ausdruck ' ausreichendes Unterrichtsniveau ' ist besonders vage und überlässt somit dem Allgemeinen Inspektionsdienst eine sehr umfassende Ermessensbefugnis.

[...]

Der Staatsrat sieht nicht ein, weshalb die schulpflichtigen Minderjährigen nur ein ' ausreichendes Unterrichtsniveau ' unter Bezugnahme auf die Basiskompetenzen, die Endfertigkeiten, die erforderlichen gemeinsamen Kenntnisse und die Mindestkompetenzen erwerben müssen, umso mehr, als für sie [...] die gleichen Bedingungen wie für die aus anderen Unterrichtsformen stammenden Minderjährigen in Bezug auf abzulegende Tests und Prüfungen gelten müssen [...]» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2007-2008, Nr. 521/1, S. 23).

B.23.1.1. Auch wenn die Unterrichtsfreiheit im Sinne von Artikel 24 § 1 der Verfassung das Recht umfasst, ohne Bezugnahme auf eine bestimmte religiöse oder nichtkonfessionelle Weltanschauung Unterricht zu organisieren oder anzubieten, dessen spezifische Beschaffenheit in besonderen pädagogischen oder erzieherischen Auffassungen liegt, hindert sie jedoch den zuständigen Gesetzgeber nicht daran, im Hinblick auf die Gewährleistung der Qualität und der Gleichwertigkeit des Pflichtunterrichts Maßnahmen zu ergreifen, die allgemein anwendbar sind, unabhängig von den besonderen Merkmalen des erteilten Unterrichts.

B.23.1.2. In Bezug auf den mit öffentlichen Mitteln erteilten Unterricht hat der Hof anerkannt, dass der zuständige Gesetzgeber im Hinblick auf die Gewährleistung der Qualität und der Gleichwertigkeit des Unterrichts Maßnahmen ergreifen kann, die allgemein auf die Unterrichtsanstalten anwendbar sind, ungeachtet der spezifischen Merkmale des durch sie erteilten Unterrichts (Urteile Nr. 76/96 vom 18. Dezember 1996, B.6; Nr. 19/98 vom 18. Februar 1998, B.8.4; Nr. 19/99 vom 17. Februar 1999, B.4.3; Nr. 49/2001 vom 18. April 2001, B.8; Nr. 131/2003 vom 8. Oktober 2003, B.5.4). In dieser Hinsicht sind Entwicklungsziele, Endfertigkeiten und Basiskompetenzen ein angemessenes Mittel, um die Gleichwertigkeit der Zeugnisse und Diplome zu gewährleisten und die Gleichwertigkeit des Unterrichts in den Einrichtungen zu gewährleisten, die die Eltern und Schüler frei auswählen können (Urteile Nr. 76/96 vom 18. Dezember 1996, B.8.3, und Nr. 49/2001 vom 18. April 2001, B.10.1).

In Bezug auf die Unterrichtsanstalten, die sich dafür entscheiden, nicht auf öffentliche Subventionen zurückzugreifen, obwohl die öffentliche Hand die Qualität des erteilten Unterrichts kontrollieren kann, kann diese Aufsicht nicht so weit reichen, dass die Einhaltung der Entwicklungsziele, Endfertigkeiten oder Basiskompetenzen verlangt wird.

B.23.2. Indem der angefochtene Artikel 1 auf die im Dekret vom 24. Juli 1997 vorgesehenen Basiskompetenzen, Endfertigkeiten, erforderlichen gemeinsamen Kenntnisse und Mindestkompetenzen verweist, bietet er die Möglichkeit, das Unterrichtsniveau eines Kindes im Verhältnis zu deutlich festgelegten «Referenzsystemen» zu bewerten, so dass das Unterrichtsniveau auf der Grundlage von Kriterien bewertet wird, die den Eltern und Lehrkräften bekannt und daher ausreichend vorhersehbar sind.

Die Bezugnahme auf die Basiskompetenzen, Endfertigkeiten, erforderlichen gemeinsamen Kenntnisse und Mindestkompetenzen bedeutet also nicht, dass ihr Inhalt den Kindern auferlegt werden könnte, die Hausunterricht erhalten; diese Bezugnahme bedeutet lediglich, dass sie Kriterien darstellen, die als Anhaltspunkt für die allgemeinen Grundkenntnisse und Grundfertigkeiten dienen, die ein Kind entsprechend seinem Alter beherrschen muss.

In den Vorarbeiten hat der Minister im Übrigen ausdrücklich dargelegt:

«Die Bezugnahme auf die vorerwähnten Kompetenzen und Fertigkeiten darf es [dem Allgemeinen Inspektionsdienst] keinesfalls ermöglichen, ein Urteil über die angewandten pädagogischen Praktiken zu fällen oder irgendeinen Inhalt aufzuzwingen. Diese deutlich festgelegten Referenznormen sollen es ermöglichen, jegliche Willkür zu vermeiden!» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2007-2008, Nr. 521/3, SS. 3-4).

B.23.3. Der angefochtene Artikel 11 ermöglicht es also nicht, den Lehrkräften des Hausunterrichts einen Lehrplan aufzuzwingen.

Der Text des angefochtenen Artikels 11 sieht im Übrigen nicht vor, dass der Allgemeine Inspektionsdienst kontrolliert, ob das Unterrichtsniveau «identisch» ist, sondern nur, ob es «gleichwertig» ist mit den Basiskompetenzen, den Endfertigkeiten, den erforderlichen gemeinsamen Kenntnissen und den Mindestkompetenzen im Sinne des Dekrets vom 24. Juli 1997.

Diese «Gleichwertigkeit» des Unterrichtsniveaus des Hausunterrichts gegenüber dem organisierten oder subventionierten Unterricht muss folglich die gleiche Bedeutung erhalten wie die «Gleichwertigkeit» im Sinne des Gesetzes vom 19. März 1971 über die Gleichwertigkeit der ausländischen Diplome und Studienzeugnisse.

B.23.4. Unter Berücksichtigung der spezifischen Merkmale des Hausunterrichts und der Unterrichtsfreiheit müssen folglich bei der Bewertung der «Gleichwertigkeit» des Unterrichtsniveaus die pädagogischen Methoden sowie die ideologischen, philosophischen oder religiösen Auffassungen der Eltern und der Lehrkräfte beachtet werden, unter der Bedingung, dass diese Methoden und Überzeugungen nicht das Recht des Kindes, einen Unterricht unter Berücksichtigung der Grundfreiheiten und Grundrechte zu erhalten, missachten und ebenfalls nicht die Qualität des Unterrichts und des zu erreichenden Unterrichtsniveaus beeinträchtigen.

B.23.5. Artikel 11 des angefochtenen Dekrets verletzt nicht die Unterrichtsfreiheit.

*In Bezug auf die Bedingungen bezüglich der Kontrolle des Unterrichtsniveaus*

B.24.1. Gemäß Artikel 14 des Dekrets vom 25. April 2008 kontrolliert der Allgemeine Inspektionsdienst das Unterrichtsniveau auf der Grundlage der pädagogischen Dokumente im Sinne von Artikel 13 des Dekrets und der Abfragung der Schüler.

Gemäß Artikel 13 des Dekrets gelten als pädagogische Dokumente «unter anderem die verwendeten Schulbücher, das ausgearbeitete und verwendete pädagogische Material, die Ordner und Hefte, die schriftlichen Produktionen des schulpflichtigen Minderjährigen, ein individueller Ausbildungsplan».

Diese Dokumente bilden «sichtbare Spuren der zur Erteilung des Unterrichts verwendeten Mittel» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2007-2008, Nr. 521/1, S. 5):

«Die Einsichtnahme dieser Dokumente ermöglicht es dem Allgemeinen Inspektionsdienst gegebenenfalls, seine Aufmerksamkeit auf die Familien zu konzentrieren, in denen die Vorbereitung sich als weniger gut erweist» (ebenda).

B.24.2. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, dient der Begriff «individueller Ausbildungsplan» nur als Beispiel und stellt er somit nur eines der Dokumente dar, die ein Unterrichtsprogramm im Hausunterricht nachweisen können.

Diesem Begriff mangelt es nicht an Präzision, und somit verletzt die angefochtene Bestimmung nicht Artikel 24 § 5 der Verfassung.

B.25.1. Gemäß Artikel 15 des Dekrets erfolgt die Kontrolle individuell oder für alle schulpflichtigen Minderjährigen, die Hausunterricht erhalten und im gleichen Gebiet wohnhaft sind.

Aufgrund von Artikel 16 des Dekrets verläuft die Kontrolle des Unterrichtsniveaus in einem Gebäude der öffentlichen Hand, das der Allgemeine Inspektionsdienst aussucht.

B.25.2. Die Kläger legen nicht dar, inwiefern der Umstand, dass die Kontrolle des Unterrichtsniveaus in einem öffentlichen Gebäude stattfindet, gegen die Unterrichtsfreiheit verstoßen würde.

Darüber hinaus stellt der Umstand, dass die Kontrolle des Unterrichtsniveaus eine Fahrt der Kinder erforderlich machen kann, keine unverhältnismäßige Maßnahme dar, denn diese Fahrt wird beschränkt sein, da die Kontrolle gemäß Artikel 15 des Dekrets je Gebiet stattfindet, entsprechend dem Wohnsitz des Kindes.

B.25.3. Die Artikel 13 und 16 des angefochtenen Dekrets verletzen nicht die Unterrichtsfreiheit.

*In Bezug auf die Folgen der Kontrolle des Unterrichtsniveaus*

B.26.1. Gemäß Artikel 14 kann eine Kontrolle des Unterrichtsniveaus zu jedem Zeitpunkt durchgeführt werden, und zumindest im Laufe der Jahre, in denen der schulpflichtige Minderjährige das Alter von acht und zehn Jahren erreicht.

In den Vorarbeiten wurde Folgendes dargelegt:

«Entsprechend der Situation der einzelnen Kinder kann der Allgemeine Inspektionsdienst jederzeit eine Kontrolle durchführen. Die Regierung oder die Kommission für den Hausunterricht können dies ebenfalls verlangen. In jedem Fall findet ebenfalls eine Kontrolle im Laufe eines jeden der in dieser Bestimmung angegebenen Jahre statt. Auf diese Weise findet mindestens alle zwei Jahre eine Kontrolle statt. Für die folgenden Jahre bleiben Kontrollen natürlich möglich, sie sind jedoch nicht mehr verpflichtend, da die Minderjährigen eine Prüfung vor dem Prüfungsausschuss ablegen müssen» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2007-2008, Nr. 521/1, S. 5).

B.26.2. Durch die Möglichkeit, dass jederzeit eine Kontrolle stattfinden kann, wird versucht, die Situation der einzelnen Kinder zu berücksichtigen.

Der Allgemeine Inspektionsdienst muss im Übrigen mindestens einen Monat vor dem Datum der Kontrolle die verantwortlichen Personen hierüber informieren (Artikel 14 Absatz 3 des Dekrets vom 25. April 2008).

B.26.3. Artikel 14 verletzt nicht die Unterrichtsfreiheit.

B.27.1. Nach der Kontrolle des Unterrichtsniveaus erstellt der Allgemeine Inspektionsdienst innerhalb eines Monats einen Bericht und gibt eine Stellungnahme über die Übereinstimmung des Hausunterrichts mit Artikel 11 ab. Der Kontrollbericht und die Stellungnahme über die Übereinstimmung mit Artikel 11 des Dekrets werden den verantwortlichen Personen übermittelt, die innerhalb von zehn Tagen nach dieser Mitteilung schriftlich ihre Anmerkungen der Kommission für den Hausunterricht übermitteln können, die darüber entscheidet (Artikel 17 Absätze 1 und 2 des Dekrets vom 25. April 2008).

Im Fall einer negativen Entscheidung findet mindestens zwei Monate und höchstens vier Monate nach der Mitteilung dieser Entscheidung eine neue Kontrolle gemäß denselben Regeln statt; wenn die Entscheidung erneut negativ ausfällt, verfügen die verantwortlichen Personen erneut über die Möglichkeit, ihre Anmerkungen schriftlich innerhalb von zehn Tagen nach der Mitteilung zu übermitteln (Artikel 17 Absatz 3 des Dekrets vom 25. April 2008).

Für den Fall, dass der Allgemeine Inspektionsdienst der Auffassung ist, der Minderjährige unterliege dem Sonderunterricht, ist eine Sonderregelung vorgesehen (Artikel 17 Absatz 6 des Dekrets vom 25. April 2008).

Im Fall einer zweiten negativen Entscheidung der Kommission verfügen die verantwortlichen Personen über eine Frist von fünfzehn Tagen ab der Mitteilung der Entscheidung der Kommission, um bei der Regierung Beschwerde einzulegen. Die Regierung verfügt über eine Frist von einem Monat, um über die Beschwerde zu befinden (Artikel 23 und 24 des Dekrets vom 25. April 2008).

Erst wenn die Regierung die Beschwerde gegen eine zweite negative Entscheidung der Kommission abweist, müssen die verantwortlichen Personen den schulpflichtigen Minderjährigen in einer von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Einrichtung oder in einer Einrichtung im Sinne von Artikel 3 des Dekrets einschreiben (Artikel 17 Absatz 4 des Dekrets vom 25. April 2008), um eine Situation der «unzureichenden Schulausbildung» nicht weiter andauern zu lassen (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2007-2008, Nr. 521/1, S. 6).

B.27.2. Es ist weder unvernünftig, noch unverhältnismäßig, nach diesem langen Verfahren, bei dem sowohl die Stellungnahme der verantwortlichen Personen als auch das Interesse des Kindes berücksichtigt werden, die Verpflichtung vorzuschreiben, dass im Fall von zwei aufeinander folgenden Feststellungen von Lücken im Unterrichtsniveau eines Kindes, das Hausunterricht erhält, das Kind in einer organisierten oder subventionierten Unterrichtsanstalt oder einer Unterrichtsanstalt im Sinne von Artikel 3 des Dekrets eingeschrieben wird.

Die Wahlfreiheit der Eltern in Bezug auf den Unterricht, den sie ihrem Kind erteilen möchten, wird also nur in dem Maße begrenzt, wie ihre Entscheidung zu einem Unterricht führt, der zwei Mal als unzureichend bewertet wurde und der somit das Recht des Kindes auf Unterricht missachtet.

Die Pflichteinschreibung des Kindes in einer organisierten oder subventionierten Unterrichtsanstalt oder einer Unterrichtsanstalt im Sinne von Artikel 3 des Dekrets vom 25. April 2008 gewährleistet somit, dass das Kind einen Unterricht erhält, in dem das Unterrichtsniveau entweder den im Dekret vom 24. Juli 1997 festgelegten Fertigkeiten entspricht oder der gemäß Artikel 3 des Dekrets vom 25. April 2008 anerkannt wurde.

Darüber hinaus behalten die Eltern ihre Wahlfreiheit in Bezug auf die Unterrichtseinrichtung, die nicht notwendigerweise zu dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterricht gehören muss, da es sich um eine im Sinne von Artikel 3 des Dekrets anerkannte Einrichtung handeln kann.

B.27.3. Artikel 17 des angefochtenen Dekrets verletzt nicht die Unterrichtsfreiheit.

B.27.4. Insofern die Klagegründe gegen die Artikel 3, 11, 13, 14, 16 und 17 des angefochtenen Dekrets gerichtet sind, sind sie unbegründet.

3. In Bezug auf die Prüfungen für den Erhalt eines Zeugnisses

*Hinsichtlich des zweiten und des dritten Klagegrunds*

B.28.1. Im zweiten Klagegrund, der aus der in Artikel 24 der Verfassung verankerten Unterrichtsfreiheit abgeleitet ist, werden ebenfalls die in den Artikeln 18 und 20 vorgesehenen Prüfungen und Tests bemängelt sowie die Sanktion der Pflichteinschreibung in einer organisierten, subventionierten oder anerkannten Unterrichtsanstalt im Fall des Nichtbestehens der Prüfungen für den Erhalt eines Zeugnisses (Artikel 21 des Dekrets).

B.28.2. In ihrem dritten, aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleiteten Klagegrund vertreten die Kläger den Standpunkt, Artikel 21 des Dekrets führe zu einer Diskriminierung zwischen den Minderjährigen, die Hausunterricht erhielten und die im Falle des Nichtbestehens des Tests oder der Prüfung in einer von der Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichtsanstalt eingetragen werden müssten, und den anderen, die ihren Unterricht fortsetzen könnten, ohne die Schule zu wechseln, selbst im Falle des Scheiterns oder des Schulrückstandes.

B.29.1. Die Artikel 18 bis 20 des angefochtenen Dekrets sehen vor, dass ein Kind, das Hausunterricht erhält, zu verschiedenen Prüfungen eingeschrieben wird.

Artikel 18 bestimmt, dass der Hausunterricht erhaltende schulpflichtige Minderjährige spätestens im Laufe des Schuljahres, in dem er das Alter von zwölf Jahren erreichen wird, für die gemeinsame externe Prüfung eingeschrieben werden muss, die organisiert wird im Hinblick auf die Ausstellung des Zeugnisses des Grundschulunterrichts aufgrund des Dekrets vom 2. Juni 2006 über die externe Bewertung der erworbenen Kenntnisse des Pflichtunterrichts und des Abschlusszeugnisses des Grundschulunterrichts nach dem Primarschulunterricht.

Artikel 19 bestimmt, dass der Hausunterricht erhaltende schulpflichtige Minderjährige spätestens im Laufe des Schuljahres, in dem er das Alter von vierzehn Jahren erreichen wird, für die Prüfungen eingeschrieben werden muss, die organisiert werden im Hinblick auf die Ausstellung der Orientierungsbescheinigungen für den ersten Grad aufgrund des Dekrets vom 12. Mai 2004 zur Organisation des Prüfungsausschusses der Französischen Gemeinschaft für den Sekundarunterricht.

Artikel 20 bestimmt, dass der Hausunterricht erhaltende schulpflichtige Minderjährige spätestens im Laufe des Schuljahres, in dem er das Alter von sechzehn Jahren erreichen wird, für die Prüfungen eingeschrieben werden muss, die organisiert werden im Hinblick auf die Ausstellung der Orientierungsbescheinigungen für den zweiten Grad aufgrund des vorerwähnten Dekrets vom 12. Mai 2004.

Wenn ein Minderjähriger, der Gesundheits-, Lern- oder Verhaltensprobleme aufweist oder an einer motorischen, sensorischen oder mentalen Behinderung leidet, in den Vorteil einer Abweichung im Sinne von Artikel 12 gelangt, bietet Artikel 22 des Dekrets der Kommission die Möglichkeit, auf der Grundlage eines mit Gründen versehenen Antrags Befreiungen oder zusätzliche Fristen für das Ablegen der in den Artikeln 18 und 20 vorgesehenen Prüfungen zu gewähren.

Wenn das Kind das Zeugnis oder die Bescheinigungen nicht unter den in den Artikeln 18 bis 20 vorgesehenen Bedingungen erhält, muss es in einer von der Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichtsanstalt oder einer Unterrichtsanstalt im Sinne von Artikel 3 des angefochtenen Dekrets eingeschrieben werden (Artikel 21 Absatz 1).

B.29.2. In Bezug auf die Artikel 18 bis 20 des angefochtenen Dekrets wurde in den Vorarbeiten Folgendes dargelegt:

«Parallel zur Kontrolle des Unterrichtsniveaus sind die Minderjährigen, wenn sie das vorgeschriebene Alter erreichen, verpflichtet, an den von der Französischen Gemeinschaft organisierten Prüfungen teilzunehmen. Das Mindestalter wird einerseits durch das Dekret vom 2. Juni 2006 über die externe Bewertung der erworbenen Kenntnisse des Pflichtunterrichts und des Abschlusszeugnisses des Grundschulunterrichts nach dem Primarschulunterricht und andererseits durch das Dekret vom 12. Mai 2004 zur Organisation des Prüfungsausschusses der Französischen Gemeinschaft für den Sekundarunterricht festgelegt. Der vorliegende Entwurf legt somit nur das Höchstalter für jede Prüfung fest» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2007-2008, Nr. 521/1, S. 6).

In Bezug auf Artikel 21 wurde in den Vorarbeiten Folgendes dargelegt:

«Im Falle des Nichtbestehens der Prüfung ist eine Einschreibung in einer Schule ebenfalls Pflicht, sobald der Minderjährige nicht mehr die Möglichkeit hat, sich unter Einhaltung der in den vorigen Artikeln festgelegten Fristen für die Prüfungen einzuschreiben.

Diese Bestimmung, die nicht ausschließt, dass der Minderjährige an mehreren Prüfungssitzungen teilnimmt, wird gerechtfertigt durch das Bemühen zu vermeiden, dass ein Minderjähriger einen Schulrückstand in einem Rahmen anhäuft, der weniger Garantien in Bezug auf die Betreuung als der organisierte oder subventionierte Unterricht bietet. Ein längerer Zeitraum für die Teilnahme an den Prüfungen ließe sich umso weniger rechtfertigen, als in den Artikeln 12 und 22 die Lage der Minderjährigen mit besonderen Bedürfnissen berücksichtigt wird.

Die Kommission wird dann festlegen, in welchem Typ und in welchem Unterrichtsniveau der Minderjährige im Rahmen der Kontrolle des Unterrichtsniveaus integriert werden kann» (ebenda).

B.30.1. Vor dem Dekret vom 25. April 2008 waren die Prüfungen im Sinne der Artikel 18 bis 20 fakultativ für die Kinder, die Hausunterricht erhalten.

Artikel 20 Absatz 2 des Dekrets vom 2. Juni 2006 über die externe Bewertung der erworbenen Kenntnisse des Pflichtunterrichts und des Abschlusszeugnisses des Grundschulunterrichts nach dem Primarschulunterricht (nachstehend: Dekret vom 2. Juni 2006) bestimmt, dass die gemeinsame externe Prüfung den Kindern zugänglich ist, die nicht im sechsten Jahr des Grundschulunterrichts eingeschrieben waren und die am 31. Dezember des Jahres der Prüfung mindestens elf Jahre alt sind.

Artikel 9 des Dekrets vom 12. Mai 2004 zur Organisation des Prüfungsausschusses der Französischen Gemeinschaft für den Sekundarunterricht (nachstehend: Dekret vom 12. Mai 2004) bestimmt ebenfalls, dass die Prüfungen, die organisiert werden im Hinblick auf die Ausstellung der Orientierungsbescheinigungen für den ersten Grad und den zweiten Grad allen Bewerbern zugänglich sind, die zum Zeitpunkt der Einschreibung zur Prüfung das Alter von 13 Jahren beziehungsweise von 14 Jahren vollendet haben.

B.30.2. Der Erhalt des Zeugnisses des Grundschulunterrichts durch das Bestehen der gemeinsamen Prüfung stellt, auch wenn diese für die Kinder, die Hausunterricht erhalten, vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Dekrets fakultativ war, trotzdem oft eine Vorbedingung für die Einschreibung in einer Sekundarschule dar.

Das Bestehen der Prüfungen vor dem Prüfungsausschuss der Französischen Gemeinschaft ist ebenfalls eine Vorbedingung für die Einschreibung in einer Hochschuleinrichtung, und die vom Prüfungsausschuss ausgestellte Bescheinigung ist in vielen Fällen notwendig, um bestimmte Arbeitsplätze zu erhalten.

B.30.3. Der Umstand, dass diese Prüfungen verpflichtend vorgeschrieben werden und nicht mehr fakultativ sind für Kinder, die Hausunterricht erhalten, kann an sich nicht als eine Verletzung der Unterrichtsfreiheit angesehen werden.

Anhand dieser standardisierten Prüfungen lassen sich nämlich die erworbenen Kenntnisse des Kindes bewerten und bescheinigen und folglich sein Unterrichtsniveau situieren entsprechend seinem Alter und im Verhältnis zu den Grundkenntnissen, die mit diesen Prüfungen nachgewiesen werden sollen, ohne dass die Verpflichtung zur Teilnahme an diesen Prüfungen den Hausunterricht an sich beeinflussen kann.

Diese Prüfungen beeinträchtigen nicht die Unterrichtsfreiheit, sie bieten im Gegenteil den Eltern und Lehrkräften die Möglichkeit, das Niveau des Unterrichts, den sie erteilen oder erteilen lassen, sowie die angewandten pädagogischen Instrumente zu bewerten und gegebenenfalls anzupassen.

B.30.4. Die Schulen, die die ersten zwei klagenden Parteien sind, haben übrigens selbst in ihrem Erwidierungsschriftsatz angeführt, dass sie ihre Schüler normalerweise an einer solchen Prüfung teilnehmen ließen und dass die Erfolgsquote ausgezeichnet sei.

B.30.5. Der zweite Klagegrund ist unbegründet, insofern er gegen die Artikel 18 bis 20 des angefochtenen Dekrets gerichtet ist.

B.31. Artikel 21 des angefochtenen Dekrets bestimmt, dass ein schulpflichtiger Minderjähriger, der nicht das Zeugnis des Grundschulunterrichts oder die Orientierungsbescheinigungen erhält, in einer von der Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichtsanstalt oder einer Unterrichtsanstalt im Sinne von Artikel 3 eingeschrieben werden muss.

B.32.1. In Bezug auf die Folgen des Nichtbestehens der Prüfungen für den Erhalt eines Zeugnisses bemerkte die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates Folgendes:

«Gemäß Artikel 15 [der zu Artikel 21 geworden ist] sind die Minderjährigen, wenn sie die erste der jeweiligen Prüfungen im Sinne der Artikel 12 bis 14 [die zu den Artikeln 18 bis 20 geworden sind] nicht bestehen, verpflichtet, sich ' in einer von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Einrichtung oder in einer Einrichtung im Sinne von Artikel 5 [der zu Artikel 3 geworden ist] ' einzuschreiben, was zu einem Behandlungsunterschied zwischen den Minderjährigen, die Hausunterricht erhalten, und den anderen Minderjährigen führt. Wenn die Letztgenannten die Prüfungen oder Tests nicht bestehen oder einen Schulrückstand aufweisen, können sie nämlich ihren Unterricht fortsetzen, ohne den Unterrichtstyp ändern zu müssen.

Dieser Unterschied, der nicht vollständig durch Artikel 17 des Vorentwurfs [der zu Artikel 22 geworden ist] aufgefangen wurde, müsste im Kommentar zu dieser Bestimmung erläutert werden» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2007-2008, Nr. 521/1, S. 26).

B.32.2. Es ist zu unterscheiden zwischen einerseits der gemeinsamen externen Prüfung, die organisiert wird im Hinblick auf die Ausstellung des Zeugnisses des Grundschulunterrichts, und andererseits den Prüfungen, die organisiert werden im Hinblick auf die Ausstellung der Orientierungsbescheinigungen für den ersten Grad und den zweiten Grad.

*In Bezug auf das Zeugnis des Grundschulunterrichts*

B.33.1. Artikel 20 des Dekrets vom 2. Juni 2006 über die externe Bewertung der erworbenen Kenntnisse des Pflichtunterrichts und des Abschlusszeugnisses des Grundschulunterrichts nach dem Primarschulunterricht, abgeändert durch das Dekret vom 13. Dezember 2007, bestimmt:

«Alle im sechsten Jahr des Regelgrundschulunterrichts eingeschriebenen Schüler müssen an der gemeinsamen externen Prüfung teilnehmen, nach der das Zeugnis des Grundschulunterrichts ausgestellt wird.

Diese Prüfung ist ebenfalls den Schülern des Sondergrundschulunterrichts zugänglich sowie, auf Antrag der Eltern oder der Person, die die elterliche Gewalt ausübt, allen Minderjährigen, die schulpflichtig sind und am 31. Dezember des Jahres der Prüfung mindestens das Alter von 11 Jahren erreicht haben und die nicht im sechsten Jahr des Grundschulunterrichts eingeschrieben sind.

[...].

Artikel 21 desselben Dekrets bestimmt:

«Die gemeinsame externe Prüfung bezieht sich auf die Beherrschung der Kompetenzen, die erwartet werden nach der zweiten Phase des Schulpflichtunterrichts im Sinne des Dekrets vom 19. Juli 2001 zur Bestätigung der Endfertigkeiten im Sinne von Artikel 16 des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung.

[...].

B.33.2. Aus der im Dekret vom 2. Juni 2006 angeführten Regelung geht hervor, dass die Schüler, die keinen Hausunterricht erhalten, mehr als einmal an einer gemeinsamen externen Prüfung teilnehmen können, wenn sie ihr sechstes Jahr des Grundschulunterrichts wiederholen, ohne dass ihnen zum Bestehen dieser Prüfung ein Höchstalter auferlegt wird.

Die Kinder, die Hausunterricht erhalten, können sich hingegen erst für die Prüfung einschreiben, wenn sie «am 31. Dezember des Jahres der Prüfung mindestens das Alter von 11 Jahren erreicht haben» (Artikel 20 des Dekrets vom 2. Juni 2006), müssen jedoch diese Prüfung bestehen «spätestens im Laufe des Schuljahres, in dem sie das Alter von 12 Jahren erreichen»; andernfalls müssen sie in einer von der Französischen Gemeinschaft organisierten, subventionierten oder anerkannten Unterrichtsanstalt eingeschrieben werden (Artikel 18 und 21 des Dekrets vom 25. April 2008).

Obwohl die Schüler, die Hausunterricht erhalten, infolge der Kombination der vorerwähnten Bestimmungen mehrmals an der gemeinsamen externen Prüfung teilnehmen können, müssen sie diese Prüfung jedoch in einem jüngeren Alter bestehen als insbesondere die in einer Unterrichtsanstalt eingeschriebenen Schüler, die ihr sechstes Schuljahr der Primarschule wiederholen dürfen.

B.33.3. Darüber hinaus bestimmt Artikel 28 § 1 des vorerwähnten Dekrets vom 2. Juni 2006, abgeändert durch das vorerwähnte Dekret vom 13. Dezember 2007:

«Der Prüfungsausschuss, der gemäß § 2 in jeder Unterrichtsanstalt gebildet wird, stellt das Zeugnis des Grundschulunterrichts jedem Schüler aus, der die gemeinsame Prüfung bestanden hat».

Artikel 29 desselben Dekrets bestimmt:

«§ 1. Der Prüfungsausschuss im Sinne von Artikel 28 kann einem Schüler, der die gemeinsame externe Prüfung nicht bestanden hat oder nicht an der Gesamtheit oder einen Teil der Prüfung teilnehmen konnte, das Zeugnis des Grundschulunterrichts ausstellen.

§ 2. Der Prüfungsausschuss geht bei seiner Entscheidung von einer Akte mit einer Abschrift der Schulzeugnisse des Schülers für die letzten zwei Jahre des Grundschulunterrichts aus, so wie sie den Eltern mitgeteilt wurden, sowie von einem ausführlichen Bericht der Lehrkraft mit ihrer befürwortenden oder ablehnenden Stellungnahme zur Ausstellung des Zeugnisses des Grundschulunterrichts an den betreffenden Schüler.

Wenn ein Schüler den von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Grundschulunterricht seit weniger als zwei Schuljahren besucht, kann eine Abschrift der Schulzeugnisse eines einzigen Schuljahres ausreichen.

Der Prüfungsausschuss fügt der Akte jedes andere Element, das er als sachdienlich erachtet, bei.

[...].».

B.33.4. Aus dieser Bestimmung geht hervor, dass das Bestehen der gemeinsamen externen Prüfung keine notwendige Bedingung für den Erhalt des Zeugnisses des Grundschulunterrichts für ein im sechsten Schuljahr eingeschriebenes Kind darstellt, während keine gleichwertige Möglichkeit zur Ausstellung des Zeugnisses des Grundschulunterrichts besteht für ein Kind, das Hausunterricht erhält und die gemeinsame externe Prüfung gegebenenfalls nicht bestanden hat.

B.33.5. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass die Kinder, die Hausunterricht erhalten, sowohl in Bezug auf die Modalitäten der Teilnahme an der gemeinsamen externen Prüfung als auch in Bezug auf die Möglichkeiten zum Erhalt des Zeugnisses des Grundschulunterrichts anders behandelt werden als die Kinder, die am organisierten oder subventionierten Unterricht teilnehmen. Zwar konnte der Dekretgeber vernünftigerweise den Standpunkt vertreten, dass das Nichtbestehen der gemeinsamen externen Prüfung ein Hinweis auf Lücken im Hausunterricht, der dem Kind erteilt wird, darstellt, und konnte er folglich vorsehen, dass Kinder, die das Zeugnis des Grundschulunterrichts nicht erhalten, in einer Unterrichtsanstalt eingeschrieben werden müssen, damit ihr Grundrecht auf Unterricht gewährleistet wird, doch es ist nicht gerechtfertigt, dass die Kinder, die Hausunterricht erhalten, weniger Möglichkeiten haben, das Zeugnis zu erhalten, als die in einer Unterrichtsanstalt eingeschriebenen Kinder. Es obliegt dem Dekretgeber, unter Berücksichtigung der besonderen Merkmale des Hausunterrichts die gemeinsame externe Prüfung und die Ausstellung des Zeugnisses des Grundschulunterrichts für die Kinder zu organisieren, die zu diesem Unterrichtstyp gehören, unter Bedingungen zu organisieren, die nicht diskriminierend sind im Vergleich zu denjenigen, die für die in einer Unterrichtsanstalt eingeschriebenen Kinder gelten.

B.33.6. Da sich erweist, dass dies beim heutigen Stand der Dekrettexte zur Regelung der Ausstellung des Zeugnisses des Grundschulunterrichts für die Kinder, die Hausunterricht erhalten, nicht der Fall ist, ist die mit dem Nichterhalt des Zeugnisses einhergehende Folge, die für diese Kinder bedeutet, dass sie, wenn sie die gemeinsame externe Prüfung nicht im Alter von zwölf Jahren bestehen, das Unterrichtssystem wechseln müssen, unverhältnismäßig.

Der zweite und der dritte Klagegrund sind begründet, indem sie gegen Artikel 21 des angefochtenen Dekrets gerichtet sind, insofern er Anwendung findet auf die Kinder im Sinne von Artikel 18 dieses Dekrets.

*In Bezug auf Orientierungsbescheinigungen für den ersten und zweiten Grad*

B.34.1. Artikel 9 des Dekrets vom 12. Mai 2004 zur Organisation des Prüfungsausschusses der Französischen Gemeinschaft für den Sekundarunterricht (nachstehend: Dekret vom 12. Mai 2004) bestimmt:

«§ 1. Zu den Prüfungen, die organisiert werden im Hinblick auf die Ausstellung der Orientierungsbescheinigungen für den ersten Grad, sind zugelassen:

1. die Schüler, die das erste und das zweite Jahr des vollzeitigen Sekundarunterrichts besucht haben;
2. alle Bewerber, die ein Zeugnis des Grundschulunterrichts erhalten haben und das zwölfte Jahr erreicht haben;
3. alle Bewerber, die zum Zeitpunkt der Einschreibung zur Prüfung das Alter von 13 Jahren vollendet haben.

§ 2. Zu den Prüfungen, die organisiert werden im Hinblick auf die Ausstellung des Abschlusszeugnisses des zweiten Grades des Sekundarunterrichts, sind zugelassen:

1. die Schüler, die das erste, das zweite, das dritte und das vierte Jahr des vollzeitigen Sekundarunterrichts besucht haben;
2. die Schüler, die im Besitz einer Orientierungsbescheinigung A oder B zur Bestätigung des ersten Grades sind und das 14. Lebensjahr erreicht haben;
3. alle Bewerber, die zum Zeitpunkt der Einschreibung zur Prüfung das Alter von 14 Jahren vollendet haben».

Artikel 25 desselben Dekrets bestimmt:

«§ 1. Für den ersten Grad berät der Prüfungsausschuss nach Abschluss der Prüfungen.

Wenn eine Prüfung für ein Fach einen schriftlichen und einen mündlichen Teil umfasst, wird der Prozentsatz auf der Grundlage des Gesamtergebnisses beider Prüfungen berechnet.

§ 2. Bewerber, die nicht an allen Fächern teilgenommen haben, werden zurückgestellt.

§ 3. Bewerber, die mindestens 50 % der Gesamtzahl an Punkten der vollständigen Prüfungsgruppe und mindestens 50 % in jedem der Fächer erzielt haben, haben bestanden und erhalten die Orientierungsbescheinigung A des ersten Grades.

§ 4. Bewerber, die weniger als 50% der Gesamtzahl der Punkte für alle Prüfungen oder weniger als 50% in Französisch oder in den mathematischen Fächern erzielt haben, werden am Ende der Prüfungen für den ersten Grad zurückgestellt und erhalten eine Orientierungsbescheinigung C.

Der Prüfungsausschuss gewährt den zurückgestellten Bewerbern Befreiungen für Abfragungen in allen Fächern oder in der Gruppe der Fächer, in denen sie mindestens 60% der Punkte erzielt haben.

Diese Befreiungen werden den Bewerbern erteilt, die an allen Prüfungen der Prüfungsgruppe teilgenommen haben. Die Befreiungen bleiben gültig für die vier folgenden Sitzungen.

§ 5. Für den zweiten Grad berät der Prüfungsausschuss am Ende der Prüfungen für jede Gruppe. Wenn eine Prüfung für ein Fach einen schriftlichen und einen mündlichen Teil umfasst, wird der Prozentsatz auf der Grundlage des Gesamtergebnisses beider Prüfungen berechnet.

§ 6. Bewerber, die nicht an allen Prüfungen der Gruppe teilgenommen haben, werden zurückgestellt.

§ 7. Am Ende jeder Gruppe haben die Bewerber bestanden, die mindestens 50% der Gesamtzahl an Punkten für alle Fächer der Gruppe und mindestens 50% der Gesamtzahl an Punkte in jedem Fach erzielt haben.

§ 8. Zurückgestellt werden am Ende jeder Prüfungsgruppe:

a) Bewerber, die weniger als 50% der Gesamtpunktzahl der Punkte für alle Fächer und für die Gruppe der Fächer erzielt haben.

b) Bewerber, die weniger als 40% für ein oder mehrere Fächer oder für eine oder mehrere Gruppen der Fächer der ersten und zweiten Gruppe erzielt haben.

c) Bewerber, die weniger als 50% für eines der Fächer der dritten Gruppe erzielt haben.

§ 9. Sind Gegenstand einer in Beratung getroffenen Entscheidung: Bewerber, die wenigstens 50% der Gesamtzahl der Punkte für alle Fächer und Gruppen von Fächern der betreffenden Gruppe erzielt haben, aber zwischen 40 und 50% in einem oder mehreren Fächern oder für eine oder mehrere Gruppe von Fächern der ersten oder zweiten Gruppe erzielt haben.

§ 10. Bewerber, die am Ende einer Prüfungsgruppe bestanden haben, erhalten eine Bescheinigung über das teilweise Bestehen.

Voraussetzung für die Ausstellung des Abschlusszeugnisses des Sekundarunterrichts des zweiten Grades ist das Bestehen von zwei Prüfungsgruppen im Sinne der Artikel 15 und 16 oder von drei Prüfungsgruppen, die zum gleichen absolvierten Programm gehören, im Sinne der Artikel 17 und 18, unter der Bedingung, dass die Bescheinigungen für das teilweise Bestehen innerhalb eines Zeitraums von höchstens fünf Jahren ab dem Bestehen der ersten Prüfungsgruppe ausgestellt wurden. Im Falle des Überschreitens dieser Frist kann die Regierung ausnahmsweise und gemäß den von ihr festgelegten Bedingungen beschließen, eine Abweichung von dieser Zeitgrenze zu gewähren.

Befreiungen von Abfragenen gewährt der Prüfungsausschuss den Bewerbern, die zurückgestellt wurden, für alle Fächer oder Fächergruppen, in denen sie mindestens 60 % der Punkte erhalten haben, wenn sie sich erneut für die betreffende Prüfungsgruppe auf der Grundlage desselben absolvierten Programms einschreiben. Diese Befreiungen werden den Bewerbern gewährt, die an allen Prüfungen bezüglich der Prüfungsgruppe teilgenommen haben. Die Befreiungen bleiben gültig für die nächsten vier Sitzungen».

B.34.2. Das Bestehen der Prüfungen vor dem Prüfungsausschuss beruht auf dem Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 24. Mai 2004, der den Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 21. Mai 1999 «zur Festlegung der Bedingungen im Hinblick auf die Erfüllung der Schulpflicht durch Erteilung von Hausunterricht» abgeändert hat, bevor dieser durch Staatsrat für nichtig erklärt wurde.

Ein Mitglied des Parlamentes der Französischen Gemeinschaft erinnerte daran, dass die Verpflichtung zum Bestehen der Prüfungen vor dem Prüfungsausschuss somit bezweckte, «der Sorge der Eltern zu entsprechen, die wünschten, dass ihr Kind eine Schule als Regelschüler besuchen könnte, nachdem es Hausunterricht erhalten hatte» (C.R.I., Nr. 18, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 22. April 2008, S. 11):

«Hierzu ist es insbesondere notwendig, dass das Kind die Prüfungen bestanden hat, die Zugang zu dem betreffenden Unterrichtsniveau gewähren. Nur das Bestehen der Prüfungen, die von der Französischen Gemeinschaft, vom entsprechenden Prüfungsausschuss oder von einer von ihr organisierten oder subventionierten Unterrichtsanstalt durchgeführt werden, führt zu dem anerkannten Diplom. Dieser Schritt ist notwendig, um insbesondere Zugang zum Hochschulunterricht zu erhalten.

[...]

Man kann sich jedoch Fragen stellen zur zwingenden Beschaffenheit dieser Prüfungen. Selbst wenn sie fakultativ wären, würden sie das Ziel erreichen, ein Diplom zu erhalten oder zur Schule zurückzukehren» (ebenda).

B.34.3. Zwar sind die Prüfungen vor dem Prüfungsausschuss der Französischen Gemeinschaft den Kindern zugänglich, die zum Zeitpunkt ihrer Einschreibung das Alter von 12 (für Kinder, die das Zeugnis des Grundschulunterrichts erhalten haben), 13 oder 14 Jahren vollendet haben, je nachdem, ob sie die Bescheinigungen des ersten oder des zweiten Grades erhalten möchten (Artikel 9 des Dekrets vom 12. Mai 2004), doch sehen die Artikel 19 und 20 des Dekrets vom 25. April 2008 die pflichtmäßige Einschreibung der Kinder in einer organisierten oder subventionierten Unterrichtsanstalt oder einer Unterrichtsanstalt im Sinne von Artikel 3 des Dekrets vom 25. April 2008 vor, wenn die Kinder, die Hausunterricht erhalten, diese Bescheinigungen nicht im Laufe des Schuljahres erhalten, in dem sie das Alter von 14 oder 16 Jahren erreichen werden.

Gemäß dem, was aus den Vorarbeiten zum Dekret vom 25. April 2008 abzuleiten ist, können Kinder, die Hausunterricht erhalten, also mehrere Male die Prüfungen ablegen, ehe deren Nichtbestehen Folgen hat.

B.34.4. Während ein Kind, das in einer Unterrichtsanstalt eingeschrieben ist und mehrere Male an diesen Prüfungen teilnimmt, ohne sie zu bestehen, keine andere Sanktion erhält als die Verweigerung der gewünschten Orientierungsbescheinigung, ist ein Kind, das Hausunterricht erhält, gezwungen, diese Prüfungen innerhalb einer bestimmten Frist zu bestehen, wobei das Nichtbestehen nicht nur zur Folge hat, dass es die Orientierungsbescheinigung nicht erhalten kann, sondern auch, dass es in einer organisierten oder subventionierten Unterrichtsanstalt oder einer Unterrichtsanstalt im Sinne von Artikel 3 des angefochtenen Dekrets eingeschrieben werden muss.

B.34.5. Da die Bedingungen für die Minderjährigen, die Hausunterricht erhalten, und für die Minderjährigen, die in einer Unterrichtsanstalt eingeschrieben sind, ihnen die gleichen Chancen bieten, diese Prüfungen im Hinblick auf die Ausstellung der Bescheinigungen mehrere Male abzulegen, ist es nicht diskriminierend, dass der Dekretgeber spezifische Folgen mit dem Nichtbestehen der Prüfungen verknüpft, wenn der Minderjährige Hausunterricht erhält. Es ist nämlich nicht unvernünftig, den Standpunkt zu vertreten, dass der wiederholte Misserfolg eines Minderjährigen, der Hausunterricht erhält, ein Hinweis auf Lücken in dem ihm erteilten Unterricht ist, so dass es sowohl der Zielsetzung, jedem Minderjährigen das Recht auf Unterricht zu gewährleisten, als auch dem Interesse des betroffenen Minderjährigen entspricht, einen Wechsel des Unterrichtstyps vorzusehen, indem er zwingend in einer Unterrichtsanstalt eingeschrieben wird. Ein Minderjähriger, der die Prüfungen nicht besteht und der bereits in einer durch die Französische Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichtsanstalt eingeschrieben ist, wird im Übrigen nicht anders behandelt, da er gezwungen ist, bis zum Ende der Schulpflicht weiterhin eine solche Unterrichtsanstalt zu besuchen.

Im Übrigen können die verantwortlichen Personen die Unterrichtsanstalt frei wählen, wobei es sich um eine von der Gemeinschaft organisierte oder subventionierte Unterrichtsanstalt oder eine Unterrichtsanstalt im Sinne von Artikel 3 des angefochtenen Dekrets handeln kann, so dass die mögliche Beeinträchtigung ihrer Wahlfreiheit nicht als unverhältnismäßig gelten kann.

B.35. Der zweite und der dritte Klagegrund sind unbegründet, indem sie gegen Artikel 21 des angefochtenen Dekrets vom 25. April 2008 gerichtet sind, insofern er Anwendung findet auf die Kinder im Sinne der Artikel 19 und 20 des Dekrets.



B.36. Der sechste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 22, 24, 30 und 129 § 1 Nr. 2 der Verfassung.

Die Kläger sind der Auffassung, dass die Gemeinschaft dadurch, dass sie das Bestehen von in Französisch organisierten Prüfungen für den Erhalt eines Zeugnisses vorschreibe, während der Hausunterricht in einer anderen Sprache erteilt werden könne, ihre Zuständigkeiten unter Verletzung von Artikel 129 § 1 Nr. 2 der Verfassung überschreite, der ihr die Regelung des Gebrauchs der Sprachen im Unterricht nur «in den von den öffentlichen Behörden geschaffenen, bezuschussten oder anerkannten Einrichtungen» erlaube.

Die Kläger sind darüber hinaus der Auffassung, die Französische Gemeinschaft verstoße auf diskriminierende Weise gegen die Unterrichtsfreiheit, die Freiheit des Sprachgebrauchs und das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens sowohl der Eltern, die für ihre Kinder den Hausunterricht wählten, als auch der Privatlehrer.

B.37.1. Artikel 129 der Verfassung bestimmt:

«§ 1. Die Parlamente der Französischen und der Flämischen Gemeinschaft regeln, jedes für seinen Bereich, durch Dekret und unter Ausschluss des föderalen Gesetzgebers den Gebrauch der Sprachen für:

[...]

2. den Unterricht in den von den öffentlichen Behörden geschaffenen, bezuschussten oder anerkannten Einrichtungen;

[...]».

B.37.2. Artikel 22 der Verfassung bestimmt:

«Jeder hat ein Recht auf Achtung vor seinem Privat- und Familienleben, außer in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch Gesetz festgelegt sind.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet den Schutz dieses Rechtes».

B.37.3. Artikel 30 der Verfassung bestimmt:

«Der Gebrauch der in Belgien gesprochenen Sprachen ist frei; er darf nur durch Gesetz und allein für Handlungen der öffentlichen Gewalt und für Gerichtsangelegenheiten geregelt werden».

B.38. Aus der Formulierung des Klagegrunds geht hervor, dass darin die Artikel 18 bis 21 des Dekrets vom 25. April 2008 beanstandet werden, insofern diese Bestimmungen sich auf Kinder beziehen, die Hausunterricht erhalten und die vollständig oder hauptsächlich in einer anderen Sprache als Französisch unterrichtet werden.

B.39.1. Indem die Artikel 18 bis 21 des angefochtenen Dekrets vorsehen, dass die schulpflichtigen Kinder, die zur Französischen Gemeinschaft gehören und die Hausunterricht erhalten, an den von der Französischen Gemeinschaft in Französisch organisierten Prüfungen für den Erhalt eines Zeugnisses teilnehmen müssen und dass sie bei Nichtbestehen dieser Prüfungen in einer von der Französischen Gemeinschaft organisierten, subventionierten oder anerkannten Unterrichtsanstalt eingeschrieben werden müssen, handelt es sich nicht um Bestimmungen, die den Gebrauch der Sprachen im Unterricht im Sinne von Artikel 129 § 1 Nr. 2 der Verfassung regeln, sondern um Bestimmungen, die den Unterricht im Sinne von Artikel 127 § 1 Absatz 1 Nr. 2 der Verfassung regeln.

B.39.2. Der Dekretgeber ist somit zuständig für die angefochtenen Bestimmungen.

Der Klagegrund ist unbegründet, insofern er aus einem Verstoß gegen Artikel 129 § 1 Nr. 2 der Verfassung abgeleitet ist.

B.40. Es ist noch zu prüfen, ob diese Bestimmungen nicht auf ungerechtfertigte Weise gegen die Freiheit des Sprachgebrauchs im Rahmen des Hausunterrichts verstoßen, die gegebenenfalls aus den im Klagegrund angeführten Verfassungsbestimmungen abgeleitet wird.

B.41.1. Wenn Eltern den Hausunterricht für ihr Kind wählen, können sie sich dafür entscheiden, diesen Unterricht ausschließlich oder hauptsächlich in einer anderen Sprache als Französisch zu erteilen oder erteilen zu lassen.

Diese Wahl, die zum Bereich des Privatlebens gehört, ist unter anderem zu erklären durch den Umstand, dass Eltern mit ausländischer Staatsangehörigkeit, unter anderem Staatsangehörige der Europäischen Union, die sich nur zeitweilig auf belgischem Staatsgebiet aufhalten, einen Unterricht in ihrer Muttersprache vorziehen können statt der Sprache ihres zeitweiligen Aufenthaltsortes.

Auch wenn die Französische Gemeinschaft nicht verpflichtet ist, den ausländischen Staatsbürgern ein Recht auf einen Unterricht gemäß ihren sprachlichen Präferenzen zu gewährleisten, kann sie eine solche Wahl nicht verhindern, insbesondere, wenn es sich um die Wahl im Rahmen eines Hausunterrichts im Sinne des angefochtenen Dekrets handelt.

Auf die Kinder, die Hausunterricht erhalten und in einer anderen Sprache als Französisch unterrichtet werden, findet nämlich weder die Gesetzgebung über den Sprachgebrauch im Unterricht noch die Gesetzgebung über den Sprachbadunterricht Anwendung.

B.41.2. Jedoch angesichts dessen, dass die Schulpflicht, die dazu dient, die tatsächliche Ausübung des Rechts auf Unterricht im Interesse des Kindes zu gewährleisten, auf effiziente Weise kontrolliert werden können und man vernünftigerweise nicht von der Französischen Gemeinschaft erwarten kann, dass sie die vorerwähnten Prüfungen für den Erhalt eines Zeugnisses in jeder Sprache vorsieht, was ihr übrigens durch keinerlei verfassungsmäßige oder internationale Verpflichtung auferlegt wird, ist es nicht unvernünftig, für die Kinder, die der Zuständigkeit der Französischen Gemeinschaft unterstehen und die Hausunterricht erhalten, auch die in Französisch organisierten Prüfungen für den Erhalt eines Zeugnisses vorzuschreiben, auch wenn sie ausschließlich oder hauptsächlich in einer anderen Sprache unterrichtet werden.

B.42. Der sechste Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt Artikel 21 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 25. April 2008 zur Festlegung der Bedingungen im Hinblick auf die Erfüllung der Schulpflicht außerhalb des von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichts insofern, als er sich auf die in Artikel 18 dieses Dekrets erwähnten Kinder bezieht, für nichtig;

- weist die Klage vorbehaltlich des in B.9.2 Erwähnten im Übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 9. Juli 2009.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.